
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
—
VOL. LXII

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION DE 1928

DU 10 JANVIER AU 22 MARS 1928

Dans la dix-huitième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

PREMIÈRE SESSION DE LA DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE
DE QUÉBEC

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR C.-J. SIMARD
IMPRIMEUR *pro tempore* DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

ANNO DOMINI 1928

Vol. LXII



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec
Québec
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,—SALUT.

ATTENDU que, le premier avril 1927, il Nous a plu de proroger la législature de la province de Québec *sine die*;

ATTENDU que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons depuis jugé à propos de dissoudre la législature de ladite province;

A CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement à QUÉBEC, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-sept, et de Notre règne le dix-septième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec. }
[L.S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concer—

SALUT

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme, afin de constituer une nouvelle assemblée législative de ladite province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du DIX-NEUF AVRIL 1927, et devront être rapportés le DIX AOÛT 1927, à l'exception du bref d'élection pour le district électoral des Iles-de-la-Madeleine, lequel devra être rapporté le DIX SEPTEMBRE 1927, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le NEUF MAI 1927, excepté dans les districts électoraux de Gaspé, de Charlevoix-et-Saguenay et des Iles-de-la-Madeleine.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce DIX-NEUF AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-sept, et de Notre règne le dix-septième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

CANADA,
Province de Québec,
[L.S.] }

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT.

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la province pour le TROIS OCTOBRE prochain, et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce DIX-NEUF AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-sept et de Notre règne le dix-septième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

CANADA,
Province de Québec,
[L.S.]

N. PÉRODEAU.

*GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande
et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi,
empereur des Indes.*

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif
et de l'assemblée législative de la province de Québec—

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le trois octobre mil neuf cent vingt-sept, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau:

A CES CAUSES, Nous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le trois octobre prochain et que ladite législature est prorogée *sine die*.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé, l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-sept, et de Notre règne le dix-huitième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec.

L.-P. GEOFFRION

CANADA,
Province de Québec.
[L.S.] }

N. PÉRODEAU.

*GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande
et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi,
empereur des Indes.*

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif
et de l'assemblée législative de la province de Québec—

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand seau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement à QUÉBEC, ce VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-sept, et de Notre règne le dix-huitième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,

L.-P. GEOFFRION.

LISTE DES DÉPUTÉS

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCEL- LERIE.

Liste indiquant le nom des personnes qui, à l'élection générale, tenue conformément aux brefs du dix-neuf avril 1927, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom des personnes à qui lesdits brefs avaient été adressés.

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOM DES DÉPUTÉS	NOM DES OFFICIERS-RAPPORTEURS
Abitibi.....	Hector Authier.....	J.-Ulric Dumont.
Argenteuil.....	Georges Dansereau.....	Gaetan Valois.
Arthabaska.....	Joseph-Edouard Perrault.....	J.-E. Girouard.
Bagot.....	Joseph-Emerý Phaneuf.....	J.-C.-A. Pilon.
Beauce.....	Joseph-Hugues Fortier.....	Philippe Angers.
Beauharnois.....	Louis-Joseph Papineau.....	S.-A. Brodeur.
Bellechasse.....	Antonin Galipeault.....	J.-O. Saint-Pierre.
Berthier.....	Cléophas Bastien.....	Siméon Lafrenière.
Bonaventure.....	Pierre-Emile Côté.....	E.-J.-S. Verge.
Brome.....	Carlton James Oliver.....	H.-S. Foster.
Chambly.....	Alexandre Thurber.....	Alfred Prendergast.
Champlain.....	William-Pierre Grant.....	Bruno Bordeleau.
Charlevoix-Saguenay.....	Edgar Rochette.....	Roland Warren.
Châteauguay.....	Honoré Mercier.....	J.-Edmour McGowan.
Chicoutimi.....	Gustave Delisle.....	Léonidas Gagné.
Compton.....	Jacob Nicol.....	J.-Emile Beaudoin.
Deux-Montagnes.....	Arthur Sauvé.....	J.-H. Langlois.
Dorchester.....	J.-Charles-Ernest Ouellet.....	Elzéar Vézina.
Drummond.....	Hector La Ferté.....	Oscar Leclerc.
Frontenac.....	Cyrille Baillargeon.....	Eusèbe Huard.
Gaspé.....	Gustave Lemieux.....	Maurice Brassé.
Hull.....	Aimé Guertin.....	Louis de G. Raby.
Huntingdon.....	Andrew Philps.....	J.-C. Bruce.
Iberville.....	Lucien Lamoureux.....	Philibert Contant.
Iles-de-la-Madeleine.....	Joseph-Edouard Caron.....	Antonio Painchaud.
Jacques-Cartier.....	Victor Marchand.....	Adolphe Robert.
Joliette.....	Lucien Dugas.....	J.-Osiás Guibault.
Kamouraska.....	Nérée Morin.....	Paul Dessaint.
Labelle.....	Pierre Lortie.....	Anthime Dubreuil.
Lac-Saint-Jean.....	Emile Moreau.....	Georges Lévesque.
L'Assomption.....	Walter Reed.....	Victor Geoffron.
Laval.....	Joseph-Olier Renaud.....	P.-Adélaré Longpré.
Lévis.....	Alfred-Valère Roy.....	J.-Arthur Carrier.
L'Islet.....	Elisée Thériault.....	Joseph-N. Bernier.
Lotbinière.....	Joseph-Napoléon Francœur.....	Joseph-A. Auger.
Maisonneuve.....	William Tremblay.....	Armand Hay.
Maskinongé.....	J.-Welly Gagnon.....	Clovis Caron.
Matane.....	Joseph-Arthur Bergeron.....	C.-E. Bernier.
Matapédia.....	Joseph Dufour.....	Arthur Rioux.
Mégantic.....	Lauréat Lapierre.....	P.-Allyre Roberge.
Missisquoi.....	Alexandre Saurette.....	Edwin-F. Currie.

LISTE DES DÉPUTÉS—(suite)

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOM DES DÉPUTÉS	NOM DES OFFICIERS - RAPPORTEURS
Montcalm	Joseph-Ferdinand Daniel	J.-O.-E. Forest.
Montmagny	Charles-A. Paquet	J.-C. Lislois.
Montmorency	Louis-Alexandre Taschereau	Herménégilde Dick.
Montréal-Dorion	Aldéric Blain	Aimé Bélisle.
Montréal-Laurier	Ernest Poulin	Eugène Beaulac.
Montréal-Mercier	Anatole Plante	Napoléon Turcot.
Montréal-Sainte-Anne	Joseph Henry Dillon	John A. Gallery.
Montréal-Sainte-Marie	Joseph Gauthier	Adjutor Perron.
Montréal-Saint-Georges	Charles Ernest Gault	William Manly Bourke.
Montréal-Saint-Henri	Alfred Leduc	Horace Francœur.
Montréal-Saint-Jacques	Irénée Vautrin	Nazaire Gauthier.
Montréal-Saint-Laurent	Joseph Cohen	Joseph Coady.
Montréal-Saint-Louis	Peter Bercovitch	A. H. Vineberg.
Montréal-Verdun	Pierre-Auguste Lafleur	Ulric Saint-Amand.
Napierville-Laprairie	J.-Euclide Charbonneau, fils	Arthur Colette.
Nicolet	Joseph-Alcide Savoie	Maurice Blondin.
Papineau	Désiré Lahaie	P. de Varennes.
Pontiac	Wallace Reginald McDonald	Dennis J. Shea.
Portneuf	Edouard Hamel	Albert Naud.
Québec	Joseph-Ephraïm Bédard	J.-F. Belleau.
Québec-Centre	Joseph-O. Samson	G.-Eugène Paradis.
Québec-Est	Louis Létourneau	Arthur-E. Simard.
Québec-Ouest	Joseph I. Power	Hugh T. Kane.
Richelieu	J.-B.-Théophile Lafrenière	Alfred Guèvremont.
Richmond	Stanislas-E. Demarais	Wm John Ewing.
Rimouski	Louis-Joseph Moreault	Charles D'Anjou.
Rouville	C.-Améric Bernard	Rémi Pelletier.
Saint-Hyacinthe	Télesphore-Damien Bouchard	Joseph Bissonnet.
Saint-Jean	Alexis Bouthillier	J.-Aimé Lussier.
Saint-Maurice	Joseph-Auguste Frigon	Joseph Perron.
Saint-Sauveur	Charles-Edouard Cantin	J.-Philéas Cantin.
Shefford	William Stephen Bullock	Ls Tranchemontagne.
Sherbrooke	Armand-Charles Crépeau	Eugène Olivier.
Soulanges	Avila Farand	Adrien Rouleau.
Stanstead	Alfred-Joseph Bissonnet	Jos.-Aimé La Roche.
Témiscamingue	Joseph-Edouard Piché	Jules Maillard.
Témiscouata	Léon Casgrain	J.-O. Girard.
Terrebonne	Louis-Athanase David	J.-A. Théberge.
Trois-Rivières	Maurice-L. Duplessis	F. Fournier.
Vaudreuil	Hormisdas Pilon	Jos.-Nap. Legault.
Verchères	Félix Messier	Ulric Saint-Jean.
Westmount	Charles Allan Smart	Paul-J. Leduc.
Wolfe	J.-P. Cyrinus Lemieux	Oscar Lamoureux.
Yamaska	David Laperrière	Louis Véronneau.

Je soussigné, greffier de la couronne en chancellerie de Québec, certifie que la liste ci-dessus a été dressée d'après les rapports d'élection qui se trouvent dans les archives de mon bureau.

Québec, 10 janvier 1928.

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

18 GEORGE V, 1928

MARDI 10 JANVIER 1928

Ce mardi, dix janvier mil neuf cent vingt-huit, dans la dix-huitième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la dix-septième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de l'Assemblée législative ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1927 (liste dont copie est ci-annexée);

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Charles-Alphonse Fournier, greffier-adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés;

A trois heures la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

“Messieurs,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.”

En conséquence, les députés, à la suite du greffier, se rendent à la barre du Conseil législatif, et M. l'Orateur du Conseil législatif s'exprime comme suit:

“Honorables Messieurs,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur pour l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.”

Et, les députés étant de retour,

Le greffier informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, l'Orateur a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collègues électoraux de Kamouraska et de Portneuf.

Québec, le 12 octobre 1927.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite de la mort de M. Nérée Morin et de l'acceptation par M. Edouard Hamel d'une charge permanente à laquelle sont attachés des émoluments provenant de la province, les districts électoraux de Kamouraska et de Portneuf sont sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. TASCHEREAU,

député de Montmorency.

ANTONIN GALIPEAULT,

député de Bellechasse.

Le Greffier informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 10 janvier 1928.

*A Monsieur le Greffier**de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le douze octobre mil neuf cent vingt-sept et adressé à M. François Gagnon, officier-rapporteur résidant à Saint-Pascal, M. Pierre Gagnon, cultivateur à Rivière-Ouelle, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Kamouraska à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Nérée Morin, décédé.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 10 janvier 1928.

*A Monsieur le Greffier**de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le douze octobre mil neuf cent vingt-sept et adressé à M. Edouard Hamel, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Cap Santé, M. Pierre Gauthier, médecin à Deschambault, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Portneuf à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Edouard Hamel, qui a accepté une charge permanente à laquelle sont attachés des émoluments provenant de la province.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

Le Greffier informe la Chambre que, en l'absence de l'Orateur, il a reçu de trois juges de la Cour supérieure siégeant à Montréal le jugement suivant au sujet de l'élection de M. Joseph-Ovila Gauthier dans le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, et qu'il a, en conséquence, adressé au greffier de la Couronne en chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Montréal-Sainte-Marie.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1.

COUR SUPÉRIEURE.

AU GREFFIER DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, QUÉBEC.

IN RE: Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai, mil neuf cent vingt-sept, étant respectivement les jours de présentation et de votation.

HECTOR DUPUIS, gérant, résidant au No 1565 rue Dorion, en la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire;

VS

JOSEPH-OVILA GAUTHIER, typographe, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie,

Défendeur.

Nous, soussignés, constituant le tribunal qui a entendu cette cause au mérite, avons l'honneur de vous transmettre une copie du jugement rendu en cette affaire le 12 décembre 1927, et de vous faire rapport que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition par des personnes dont nous ne croyons pas devoir mentionner les noms parce qu'aucune notification ne leur a été donnée.

Montréal, 16 décembre 1927.

PHILIPPE DEMERS,

J. C. S.

L.-E. PANNETON,

J. C. S.

LOUIS CODERRE,

J. C. S.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1.

COUR SUPÉRIEURE.

Le 12ième jour de décembre 1927.

Présents: Les Hon. Juges :

{ P. DEMERS,
L.-E. PANNETON,
L. CODERRE.

IN RE: Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai, mil neuf cent vingt-sept, étant respectivement les jours de présentation et de votation.

HECTOR DUPUIS, gérant, résidant au No 1565 rue Dorion, en la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire;

VS

JOSEPH-OVILA GAUTHIER, typographe, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie,

Défendeur.

LA COUR, après avoir entendu les parties par leurs procureurs au mérite de cette cause; après avoir examiné la procédure, la preuve faite et délibéré;

ATTENDU que le pétitionnaire demande l'annulation de l'élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, élection tenue les neuvième et seizième jours de mai 1927, pour pratiques et manœuvres frauduleuses, et demande la déqualification du défendeur;

ATTENDU que le défendeur a contesté ladite pétition par un plaidoyer équivalent à une dénégation générale;

VU la preuve faite et les admissions produites par le défendeur, admissions qui se lisent comme suit:

"Le dit défendeur admet par les présentes que des irrégularités et manœuvres frauduleuses suffisantes pour annuler l'élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai 1927, étant respectivement les jours de présentation

et de votation, ont été commises par les agents et représentants du défendeur, mais, hors sa connaissance et sans son consentement, et, qu'en conséquence, la susdite élection doit être annulée, avec dépens.

Montréal, le 5 décembre 1927.

(Signé) JOSEPH GAUTHIER,

Défendeur.

C.-A. GOYETTE,

Procureur du défendeur."

MAINTIENT ladite pétition et ANNULE à toutes fins que de droit la dite élection du défendeur comme député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Saint-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai 1927, et CONDAMNE le défendeur aux dépens.

PHILIPPE DEMERS,
J. C. S.

L.-E. PANNETON,
J. C. S.

LOUIS CODERRE,
J. C. S.

Vraie copie,
C. L'HEUREUX,
Dép. C. S.

L'honorable M. Taschereau, député du collège électoral de Montmorency, s'adressant au greffier de l'Assemblée législative, propose, secondé par l'honorable M. Galipeault, député du collège électoral de Bellechasse, que M. Hector LaFerté, député du collège électoral de Drummond, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

Et la motion étant soumise à la Chambre par le greffier, il est—

Résolu, nemine contradicente, que M. Hector LaFerté, soit élu Orateur et qu'il prenne place au fauteuil en cette qualité.

Et, le greffier ayant déclaré M. Hector LaFerté dûment élu, ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Taschereau et par l'honorable M. Galipeault, puis M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit :

“Messieurs,

Je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre, pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée”.

Puis M. l'Orateur prend place au fauteuil et la masse est posée sur le bureau.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message comme suit :

“M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif”.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif, et là parle comme suit :

“Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

L'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes."

Alors, l'Orateur du Conseil législatif répond en ces termes:

"Monsieur l'Orateur,

"J'ai ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté, vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions."

Les députés étant de retour, M. l'Orateur, s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là, j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclaté tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur, lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Puis, M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette

province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Et l'Orateur donne lecture dudit discours comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

• Messieurs de l'Assemblée législative,

Au début de cette dix-septième législature, je suis heureux de souhaiter la bienvenue à tous les députés anciens et nouveaux. Je désire leur offrir, ainsi qu'aux membres du Conseil législatif, mes meilleurs vœux à l'occasion du nouvel an.

Deux événements importants ont marqué l'année qui vient de finir. Notre province a reçu la visite de Leurs Altesses Royales, le Prince de Galles et le Prince George, qui étaient accompagnés du Premier Ministre de la Grande-Bretagne, M. Baldwin. Ces distingués voyageurs ont été l'objet d'un accueil très sympathique, et notre population a tenu à leur montrer combien elle reste attachée aux institutions qui régissent notre pays. Tout récemment, l'archevêque de Québec, Monseigneur Rouleau, a été promu au cardinalat. C'est un grand honneur pour Québec, et je saisis cette première occasion de présenter au nouveau dignitaire, en votre nom et au mien, nos hommages respectueux.

La dernière récolte a été l'une des plus considérables dont nos agriculteurs aient bénéficié jusqu'ici, et notre domaine agricole s'est agrandi de plusieurs milliers d'acres.

Notre essor industriel s'est également accentué, et la création de nouveaux centres de production a fourni à nos ouvriers un travail abondant et rémunérateur. Ce développement s'est opéré tout particulièrement dans nos régions du Lac Saint-Jean, de Québec et de la Gatineau, de même que dans nos Cantons de l'Est. Il convient de l'attribuer à la politique qu'a adoptée mon gouvernement de ne pas exporter d'énergie électrique. Cette politique sera rigoureusement maintenue.

Les primes de défrichement et de premier labour ont produit d'excellents résultats, et la colonisation s'est poursuivie activement.

Nos régions minières ont révélé une richesse inespérée, et Rouyn est maintenant pourvu d'un haut fourneau où l'on a récemment commencé à traiter le minerai de cuivre. Notre province a pris une telle importance au point de vue minier que les Associations minières et métallurgiques de l'Empire britannique y ont tenu leur dernier congrès trisannuel.

Deux importants rapports vous seront soumis, celui de M. le juge Boyer concernant l'incendie du "Laurier Palace", et celui de la Commission chargée de faire enquête sur les écoles catholiques de Montréal.

M. le juge Boyer traite de l'admission des enfants aux spectacles cinématographiques et de l'ouverture des cinémas le dimanche. Vous aurez à étudier les conclusions de son rapport à ce double point de vue.

Pour ce qui est de l'observance du dimanche dans nos usines à pulpe et à papier, nous devons noter une amélioration considérable. Des abus existent encore, et mon gouvernement désire s'employer activement à les réprimer. Il ne peut cependant, à cette fin, assumer la police générale de la province. Il compte, pour que le jour du Seigneur soit fidèlement observé, sur le bon vouloir des patrons et des ouvriers, sur la collaboration de certaines associations, et sur le concours des autorités municipales, qui, trop souvent, lui fait défaut.

Une conférence interprovinciale a eu lieu à Ottawa, en novembre dernier. Toutes les provinces du Dominion y étaient représentées, et l'on a discuté des questions de la plus haute importance.

Mon gouvernement croit que le facteur qui assurera le mieux l'unité canadienne et qui sauvegardera l'avenir du Canada, réside dans le respect de l'autonomie provinciale et dans la fidélité à l'esprit comme à la lettre du pacte fédératif. Cette affirmation est d'autant plus opportune que notre Confédération canadienne a célébré en 1927 son soixantième anniversaire, et que les progrès réalisés jusqu'ici, et signalés par des fêtes splendides, doivent nous inciter à prévenir toute source de conflits.

Au cours de cette session qui commence, trois questions d'un intérêt primordial réclameront votre attention.

Nos ouvriers désirent, relativement aux accidents survenant au cours de leur travail, une loi de compensation plus généreuse que celle qui les régit maintenant. A la suite d'une enquête prolongée et d'une étude approfondie, mon gouvernement croit avoir trouvé un système qui réunira ce que notre propre législation et ce que les législations étrangères renferment de meilleur. Ce système donnera satisfaction aux patrons comme aux ouvriers. Indemniser généreusement l'ouvrier sans nuire à l'industrie, telle est l'idée maîtresse qui a présidé à la rédaction de la nouvelle loi que vous serez appelés à étudier.

Mon gouvernement attache une importance souveraine à l'hygiène publique, et en donnera de nouveau la preuve. Il est du devoir de tous de travailler à améliorer les conditions hygiéniques, pour conserver nos jeunes enfants et protéger notre population contre les maladies contagieuses.

L'établissement d'un crédit agricole, en coopération avec le gouvernement fédéral, démontrera l'intérêt constant que mon gouvernement porte à la population rurale.

En vue de rendre les établissements agricoles durables et profitables, le gouvernement s'efforcera de diriger les colons vers les véritables centres de colonisation, tels que l'Abitibi et le Témiscamingue. Il espère ainsi les empêcher de se disséminer dans des endroits peu favorables à la grande culture.

Une loi destinée à favoriser le rapatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis vous sera soumise, pourvu que les autorités fédérales

donnent suite au projet qu'elles ont conçu à cet égard, et dont elles ont fait part à mon gouvernement.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous constaterez un état financier des plus satisfaisants dans les comptes publics qui vous seront présentés.

Vous serez invités à voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'intérêt général.

Je prie Dieu de bénir vos travaux au cours de cette session, que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté le Roi.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir :

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication ;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation ;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du code municipal ;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la bibliothèque de la législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Résolu que les honorables MM. Taschereau, Mercier et Nicol, MM. Blain, Bullock, Daniel, Fortier, Pilon, Sauvé, Smart et Thériault forment ledit comité spécial.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport sur la dix-septième élection générale (1927) et sur les élections partielles tenues pendant la législature précédente 1923-1927.
(*Document de la session No 32*).

L'honorable M. Moreau dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du ministre de l'agriculture de la province de Québec, 1926-1927.
(*Document de la session No 3*).

L'honorable M. Galipeault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927.
(*Document de la session No 4*).

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927.
(*Document de la session No 7*).

Rapport du ministère de la voirie pour l'année 1927.
(*Document de la session No 21*).

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du ministre des affaires municipales de la province de Québec, 1926-27.
(*Document de la Session No 30*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 11 JANVIER 1928

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés, qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président, et, comme devant faire partie des divers comités permanents de la chambre, les députés dont les noms suivent :

Comité des règlements :

Les honorables MM. Dillon, Lapierre, Leduc; MM. Authier, Bédard, Bullock, Cantin, Delisle, Duplessis, Pilon, Rochette, Roy, Samson, Sauvé.

Comité des bills privés en général :

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Leduc, Mercier, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Blain, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Crépeau, Daniel, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dugas, Duplessis, Farand, Fortier, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, Lafrenière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Papineau, Paquet, Phaneuf, Philps, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Renaud, Rochette, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Thurber, Tremblay, Vautrin.

Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication :

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Mercier, Moreau, Nicol; MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bullock, Charbonneau, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufour, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Lafleur, Lahaie, Laperrière, Lamoureux, Lemieux (Gaspé), Lafrenière, Lortie, Marchand, Oliver, Paquet, Phaneuf, Philps, Piché, Pilon, Reed, Renaud, Roy, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Tremblay.

Comité des comptes publics :

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Mercier, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bercovitch, Blain, Bouchard, Bullock, Casgrain, Crépeau, Daniel, Dugas, Duplessis, Fortier, Grant, Guertin, Lafleur, Lafrenière, Marchand, McDonald, Ouellet, Papineau, Philps, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Thurber, Vautrin.

Comité des bills publics en général :

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Mercier, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Blain, Bouchard, Bullock, Cantin, Casgrain, Cohen, Côté, Daniel, Dugas, Duplessis, Fortier, Gault, Gauthier, Lafrenière, Lemieux (Wolfe), Moreault (Rimouski), Papineau, Plante, Poulin, Rochette, Smart, Thériault.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Les honorables MM. Moreau, Perrault, MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Daniel, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Duplessis, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Guertin, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Oliver, Ouellet, Phaneuf, Piché, Pilon, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Thériault.

Comité des industries et du commerce:

Les honorables MM. Lapierre, Leduc, Moreau; MM. Baillargeon, Bastien, Bissonnet, Bullock, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duplessis, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gault, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Ouellet, Paquet, Piché, Philips, Power, Reed, Roy, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Tremblay.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Mercier, Nicol, Perrault; MM. Bercovitch, Blain, Casgrain, Dugas, Duplessis, Fortier, Sauvé, Thériault.

Comité du Code municipal:

Les honorables MM. Taschereau, David, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Bédard, Bergeron, Blain, Bouchard, Bullock, Casgrain, Côté, Daniel, Delisle, Dugas, Duplessis, Fortier, Frigon, Gauthier, Lafrenière, Lamoureux, Oliver, Ouellet, Papineau, Renaud, Rochette, Samson, Sauvé, Thurber.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau remet à M. l'Orateur deux messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lesquels messages sont lus par M. l'Orateur comme suit:

“N. PÉRODEAU,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif, concernant certaines nominations dans le Service civil.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 10 Janvier 1928.”

(Document de la session No 12).

“N. PÉRODEAU,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers

et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 10 janvier 1928".

(Document de la session No 20).

L'honorable M. David, secrétaire de la province, présente:
Annuaire statistique de Québec, 1927.

(Document de la session No 19).

Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec.
1926-27.

(Document de la session No 6).

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province
de Québec, pour l'année 1926-27. *(Document de la session No 8).*

État financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province
de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

(Document de la session No 9).

État financier des corporations scolaires, pour l'année finissant le
30 juin 1926.

(Document de la session No 11).

Statistiques municipales pour l'année civile 1926.

(Document de la session No 30).

Statistiques des établissements pénitentiaires pour l'année 1925.

(Document de la session No 24).

Statistiques judiciaires pour l'année 1926.

(Document de la session No 25).

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose sur le bureau
de la Chambre:

État de cautionnements fournis par des employés publics du gou-
vernement de la province de Québec, du 10 janvier 1927 au 10 janvier
1928.

(Document de la session No 15).

M. Plante propose, secondé par M. Power, que l'adresse suivante
soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la
province de Québec:

A Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en
session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de

notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 12 JANVIER 1928

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De "La Commission Métropolitaine de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendant la loi la constituant en corporation.—M. Bercovitch.

De Henry Leo Silverstone, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.—M. Bercovitch.

De "The Engineers' Club of Montreal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bercovitch.

De "Regular Baptist Church of North Hatley", demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer "The Sherbrooke Turst Company" comme exécuter de la succession de Taylor Little.—M. Bissonnet.

De la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bouchard.

De la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bouchard.

De "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bullock.

Du révérend W. Sluzar et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal".—M. Bullock.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Lafleur.

De la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Lamoureux.

De Dame Clara Beauchamp, veuve de Simon Lacombe, et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot No 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges.—M. Lemieux (Gaspé).

De Charles-Stanislas-Victorien Barré, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.—M. Marchand.

De Les Commissaires d'Écoles de la municipalité du Très St-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant les Commissaires d'Écoles Protestants de Montréal, quant aux pétitionnaires.—M. Marchand.

De la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 44 de ladite ville, accordant une franchise à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated".—M. Marchand.

De la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Marchand.

De Dame Marie-Ange Lemoyne de Martigny, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la Succession de feu l'Honorable Charles-Séraphin Rodier.—M. Marchand.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Poulin.

De L.-E.-Langis Galipeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.—M. Rochette.

De "St. Lawrence Paper Mills, Limited", demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux l'acte de vente et l'acte de convention consentis par Dame Léa Labrie à ladite Compagnie.—M. Rochette.

De "Le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec," demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Samson.

Des Sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte.—M. Samson.

De Alphonse Couturier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à le considérer comme élève de troisième année.—M. Thériault.

De la Corporation de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 72 relativement à "The Arthabaska Clothing Company".—M. Thériault.

De la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à amender l'époque du recensement des enfants.—M. Vautrin.

L'honorable M. Taschereau, du comité des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Thériault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Thériault pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Nicol, du comité des comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Nicol pour son président et il recommande de réduire le quorum à dix."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Ouellet, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Ouellet pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Roy, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a choisi M Roy pour son président et il recommande de réduire le quorum à quatre."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport :

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a choisi M. Daniel pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

"Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande de réduire le quorum à sept."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que MM. Grant et Gauthier soient ajoutés aux membres composant le comité d'Agriculture et M. Messier au Comité d'Agriculture et au Comité du Commerce et des Industries.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Le dix-huitième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927.

(Document de la session No 16).

L'honorable M. Nicol, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'art. 10, chap. 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du parlement, préparé par l'Auditeur de la province.

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL.	Montant	Dépensé	Non dépensé
1.—DIVERS SERVICES :—			
<i>Dette publique :</i>			
Frais d'administration.....	1,000.00	1,000.00	
<i>Charges sur le revenu :</i>			
Perception des licences, etc.....	15,000.00	9,522.51	5,477.49
Salaires et dépenses contingentes des registrateurs.....	3,000.00	1,658.16	1,341.84
Gazette Officielle de Québec.....	12,712.02	12,712.02	
<i>Colonisation, Mines et Pêcheries:</i>			
Chemins de colonisation.....	44,500.00	44,500.00	
Comptes en suspens.....	6,000.00	5,997.90	2.10
Mines.....	105,000.00	105,000.00	
<i>Travaux Publics et Travail:</i>			
Ponts-Routes.....	75,000.00	75,000.00	
<i>Administration de la Justice:</i>	138,500.00	138,500.00	
<i>Gouvernement Civil—Dépenses contingentes:</i>			
Dépt. du Procureur Général.....	1,000.00	1,000.00	
Dept. du Secrétaire-Provincial.....	5,000.00	5,000.00	
Bureau de l'Auditeur (Dépt. du Trésor).....	500.00	500.00	
Service d'Inspection de Vérification et de Comptabilité.....	1,000.00	1,000.00	
<i>Instruction publique:</i>			
Octroi à la municipalité d'East-Angus.....	10,000.00	10,000.00	
Octroi au collège de Stanstead.....	10,000.00	10,000.00	
Nouvelles académies.....	22,000.00	22,000.00	
Ecoles pauvres.....	40,000.00	40,000.00	
Ecoles du soir et écoles de coupe.....	2,000.00		2,000.00
<i>Asiles d'aliénés:</i>	100,000.00	99,201.10	798.90
<i>Hygiène publique de Québec:</i>	6,000.00	6,000.00	
<i>Assemblée législative:</i>			
Impression et reliure pour les deux chambres de la législature...	37,660.08	37,660.08	
<i>Agriculture:</i>			
Encouragement à l'Agriculture en général.....	55,000.00	55,000.00	
Cercles agricoles.....	4,000.00	4,000.00	
Médecine vétérinaire.....	18,000.00	18,000.00	
Journal d'Agriculture.....	4,500.00	4,500.00	
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers.....	21,000.00	21,000.00	
Ecole de laiterie de la province de Québec, St-Hyacinthe, etc..	1,000.00	1,000.00	
Ecoles d'agriculture.....	40,000.00	40,000.00	
Economie domestique.....	17,000.00	17,000.00	
Horticulture.....	25,000.00	25,000.00	
Aviculture.....	8,000.00	8,000.00	
Apiculture.....	6,500.00	6,500.00	

ETAT des mandats spéciaux etc.—*Suite.*

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL.	Montant	Dépensé	Non dépensé
<i>Terres et Forêts:</i>			
Protection des forêts	30,000.00	30,000.00	
Arpentages	25,000.00	25,000.00	
Service forestier	10,000.00	10,000.00	
Service hydraulique	50,000.00	50,000.00	
<i>Services Divers:</i>			
Divers en général	8,000.00	8,000.00	
(Arr. Min. No 1105, 22 juin 1927).			
2.—COLONISATION, MINES ET PECHERIES:—			
Comptes en suspens	10,000.00	10,000.00	
(Arr. Min. No 2268, 16 décembre 1927).			
	968,872.10	959,251.77	9,620.33

Département du Trésor,

JOS. MORIN,

Bureau de l'Auditeur.

Auditeur de la province.

Québec, le 12 janvier 1928.

(Document de la session No 35).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 11 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Duplessis, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 13 JANVIER 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Trois pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui donnant certains pouvoirs relativement à des actions qu'elle détient dans "The Montreal Light, Heat & Power Company".—M. Rochette.

De "The Shawinigan Water & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bédard.

De Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres après examen.—M. Cohen.

De "Director, Vice-Director and Trustees of the Montreal Saint Bridget's Refuge", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "The Father Dowd Memorial Home".—M. Cohen.

De Harry Margoliss et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Israel".—M. Cohen.

De Joseph Greenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Knases Bnai Israel".—M. Cohen.

De James E. Wilder et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Montreal Terminals".—M. Cohen.

De "Le Séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières", demandant l'adoption d'une loi précisant davantage ses droits, pouvoirs et attributions.—M. Duplessis.

De "The North Shore Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Grant.

D'Alphonse Lapierre, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens à le considérer comme élève de quatrième année, après examens.—M. Messier.

De la "Murray Bay Paper Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du Conseil Municipal de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, et des Commissaires d'Ecoles de ladite paroisse, ainsi que les conventions entre les mêmes parties et le pétitionnaire.—M. Rochette.

De Maurice Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi pour fins d'incorporer sous le nom de "Comptoir mobilier franco-canadien", une société ayant pour objet de favoriser le développement général du pays, à l'aide de capitaux français et autres.—M. Thériault.

De Mario-Emile Lattoni, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examens.—M. Bercovitch.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

Ordonné que M. Vautrin soit ajouté au comité des Bills Publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 17 JANVIER 1928

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De J.-Alfred Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratiifiant et validant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres, à L. Richard Beaudry en date du 2 décembre 1915.—M. Authier.

De l'honorable M. Philippe Paradis et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Rentiers de l'Avenir".—M. Casgrain.

De "La Société d'Administration Générale", demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier sa charte et de changer son nom en celui de "Société d'Administration et de Fiducie" et en langue anglaise, "Administration and Trust Company".—M. Plante.

De John Gladstone Quinn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres après examens.—M. Bercovitch.

M. Bullock, du comité des industries et du commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande de réduire le quorum à six."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le nom de l'honorable M. Francœur soit ajouté aux membres composant les comités des Bills privés en général, Bills publics en général, Chemins de fer et autres moyens de communication, et celui de M. Duplessis au comité des Bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 11 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Galipeault dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapports des compagnies de chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1926, conformément aux dispositions de l'article 4 du chapitre 31, S.R.Q., 1925. (*Document de la session No 13.*)

Etats, rapports et statistiques des chemins de fer, jusqu'au 31 décembre 1926, conformément aux dispositions de l'article 187, c. 230, S. R. Q., 1925. (*Document de la session No 14.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 18 JANVIER 1928

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Rodolphe Moreau, demandant l'adoption d'une loi relativement à l'exercice de ses droits civiques.

De "Alcoa Power Company Limited" demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de ville un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière, comté de Chicoutimi.—M. Delisle.

De la corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi confirmant le règlement No 89 du dit village.—M. Lahaie.

De "Beauharnois Light, Heat & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Thériault.

De Raymond Gérard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen préliminaire.—M. Vautrin.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi le 11 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Renaud, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1926-27.
(Document de la session No 33).

Statistiques des Institutions d'Assistance, pour l'année 1926.
(Document de la session No 26).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 19 JANVIER 1928

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du Révérend Père Lucien Lecomte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie".—M. Côté.

De J.-L. Fortin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.—M. Grant.

Des syndics de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un nouvel emprunt relativement à l'église et à la sacristie et à la consolidation de la dette existante.—M. Poulin.

De "King Edward Park & Amusement Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Poulin.

De la Corporation de la Cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt pour lui permettre de faire certains travaux.—M. Rochette.

De la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi pour valider certains règlements et pour autres fins.—M. Roy.

M. Roy, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et le bill conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas suivants :

De Henry Leo Silverstone, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examens.

De "Regular Baptist Church of North Hatley", demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer "The Sherbrooke Trust Company", comme exécuter de la succession de Taylor Little.

De Charles-Stanislas-Victorien Barré, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres après examens.

De L.-E. Langis Galipeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres après examens.

Des Sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Alphonse Couturier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec, à le considérer comme élève de troisième année.

De Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examens.

De "Director, Vice-Director and Trustees of the Montreal Saint Bridget's Refuge", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "The Father Dowd Memorial Home".

D'Alphonse Lapierre, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens à le considérer comme élève de quatrième année, après examens.

De John Gladstone Quinn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres après examens.

De Rodolphe Moreau, demandant l'adoption d'une loi relativement à l'exercice de ses droits civiques.

De Raymond Gérard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen préliminaire.

Ordonné que M. Samson ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E. Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Messier ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lahaie ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi concernant Rodolphe Moreau, relativement à l'exercice de ses droits civiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925 relativement à l'avance de l'heure".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Fortier ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la Loi des seigneuries".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925 au sujet du barreau de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Moreau ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 11 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres".

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Leduc, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 20 JANVIER 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Stanislas-Donatien Joubert et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'annulation de l'acte de donation passé à Montréal le 20 avril 1921, sous le No 6218 des minutes de Me. J.-A. Savignac, N.P.
—M. Bouchard.

Du "Crédit Général du Canada", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bouchard.

De David March et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec Baptist Church".—M. Power.

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Roy.

De "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour autres fins.—M. Plante.

M. Roy, du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "la Commission Métropolitaine de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendant la loi la constituant en corporation.

De "The Engineers' Club of Montreal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De le Bureau de Commissaires d'écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De "The Shawinigan Water & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Harry Margoliss et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Tiferth Israel".

De Joseph Greenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Knases Bai Israel".

De le "Séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières", demandant l'adoption d'une loi précisant davantage ses droits, pouvoirs et attribution.

De "The North Shore Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De J.-Alfred Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratiifiant et validant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres, à L. Richard Beaudry, en date du 2 décembre 1915.

Du Révérend Père Lucien Leconte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie".

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The North Shore Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Tifereth Israel".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Le Séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Shawinigan Water & Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Authier ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L. Richard Beaudry, le 2 décembre 1915".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Commission Métropolitaine de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi concernant "The Engineers' Club of Montreal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Samson ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Knases Bnai Israel".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF.

11 janvier 1928.

Résolu qu'un comité composé des Honorables MM. Caron, Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kelly, Perron, Power et Simard soit nommé pour assister l'Orateur dans la direction de la bibliothèque du Parlement en autant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et aussi pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité mixte de la bibliothèque.

Ordonné que ladite résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que les honorables MM. Taschereau, Mercier, Galipeault, Nicol et Dillon; MM. Bernard, Blain, Bouchard, Bullock, Côté, Crépeau, Gault, Oliver, Ouellet, Roy, Sauvé, Thurber et Vautrin soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette chambre dans le comité mixte des deux chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des

impressions législatives durant la session en cours et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David, Nicol et Dillon, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Saurette, Sauvé, Savoie et Smart représenteront cette chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport du Ministre des terres et forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1927.

(Document de la session No 5.)

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement à la pension du président de la commission".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la loi des musées de la province".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 15) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 16) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 17) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 85) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec.

Bill (No 77) intitulé: "Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.

Bill (No 88) intitulé: "Loi concernant Rodolphe Moreau, relativement à l'exercice de ses droits civiques.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants, sont l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen".

Bill (No 105) intitulé: "Loi changeant le nom de "Directeur, vicedirecteur et syndics de la maison de refuge de Saint-Brigitte de Mont-réal".

Bill (No 79) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examens".

Bill (No 92) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault, au nombre de ses membres, après examen".

Bill (No 86) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens".

Bill (No 122) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen".

Bill (No 84) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Léo Silverstone au nombre de ses membres, après examen".

Bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit".

Bill (No 95) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le nom de M. Dufour soit ajouté à la liste des membres du Comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 24 JANVIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant un règlement d'emprunt, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation du comté de Témiscou-

ata, demandant l'adoption d'une loi changeant le chef-lieu du dit comté, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Thurber, il est—
Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Colin Daniel Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Morgan Trust Company"; et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De "Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont dans les comtés de Westmount et Montréal-Laurier", demandant l'adoption d'une loi les exemptant de la section première, sous-section B de la loi 16 George V, chapitre 47.—M. Marchand.

De "La Compagnie Yukon Loan & Trust", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à changer son nom.—M. Marchand.

Ordonné que M. Savoie ait la permission de présenter un bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département de la Colonisation, des mines et des pêcheries."

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 27) intitulé: "Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 89) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".

Bill (No 90) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Tifereth Israel".

Bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Le Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières".

Bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.

Bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Commission Métropolitaine de Montréal".

Bill (No 93) intitulé: "Loi concernant "The Engineers' Club of Montreal".

Bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Knases Bnai Israel".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The North Shore Power Company".

Bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Shawinigan Water & Power Company".

Bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915".

Bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

Bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du barreau de la province de Québec".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 11 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que M. Téléphore-Damien Bouchard, député du collège électoral de St-Hyacinthe soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que le mardi, 31 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu que le mardi, 31 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés.

Bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrante des tribunaux dans les districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski et Saguenay

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Tremblay, il est—

Ordonné que le nom de M. Tremblay soit ajouté à la liste des membres du Comité des privilèges et élections.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 25 JANVIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Marchand, secondé par M. Bernard, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu; et qu'il lui soit permis de présenter une pétition demandant l'adoption d'une loi concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 77.—Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.

Et avec amendements, le bill suivant:

Bill 85.—Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants :

Bill 105.—Loi changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal".

Bill 122.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen.

Bill 92.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E. Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen.

Bill 86.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens.

Bill 95.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis.

Votre comité recommande de prolonger au 16 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1er mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Roy, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De "Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Du Révérend W. Sluzar et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ukrainian Greek-Orthodox Church of St. Sophia, Montreal".

De Dame Clara Beauchamp, veuve de Simon Lacombe et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot No 130 du cadastre du Village de la Côte des Neiges.

De la Corporation de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 72 relativement à "The Arthabaska Clothing Company".

De la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à amender l'époque du recensement des enfants.

De la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec, demandant l'adoption d'une loi donnant certains pouvoirs relativement à des actions qu'elle détient dans "The Montreal Light, Heat & Power Company".

De la "Murray Bay Paper Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du Conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, et des Commissaires d'Écoles de ladite paroisse, ainsi que les conventions entre les mêmes parties et le pétitionnaire.

De la Société d'Administration Générale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier sa charte et de changer son nom en celui de "Société d'Administration et de Fiducie" et en langue anglaise, "Administration and Trust Company".

De "Alcoa Power Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de ville un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière, comté de Chicoutimi.

De "King Edward Park & Amusement Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la Corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt pour lui permettre de faire certains travaux.

Du "Crédit Général du Canada", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De David Marsh et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec Baptist Church".

De "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour autres fins.

De la corporation du comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi changeant le chef-lieu dudit comté.

Votre comité recommande de prolonger au 16 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1er mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Lemieux (Gaspé) ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro 130 du cadastre du village de la Côte des Neiges".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company, Limited", et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi pour autoriser la cité des Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres afin de consolider sa dette flottante".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi changeant le nom de "La Société d'Administration Générale" (*The General Administration Society.*)

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie "King Edward Park & Amusement Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Power ait la permission de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Baptist Church".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bullock ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte du Crédit Général du Canada".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi pour ratifier le règlement No 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à "The Arthabaska Clothing Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu que cette Chambre, pour marquer la satisfaction avec laquelle elle a appris que plusieurs maisons d'une valeur historique exceptionnelle avaient été offertes dans un geste patriotique au gouvernement de cette province, désire exprimer sa gratitude la plus sincère: aux héritiers de feu l'honorable R. Dobell pour la très vieille et très intéressante maison des Jésuites, à Sillery; aux héritiers de l'honorable James Cuthbert pour la première chapelle construite dans ce pays, à Berthier, pour l'usage du culte protestant; à Messieurs Noah A. Timmins et A. Kirk Cameron, de Montréal, pour une maison déjà chère à toute la population canadienne, la maison de Laurier, à Arthabaska.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 26 JANVIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Marchand, secondé par M. Bernard, il est—

Ordonné que l'article 511 du règlement soit suspendu, et que la pétition demandant l'adoption d'une loi concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, soit maintenant lue et reçue.

En conséquence, ladite pétition est lue et reçue.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Farand, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 des règlements soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter une pétition demandant l'adoption d'une loi incorporant l'association "Exposition provinciale de Québec, Inc" "Provincial Exhibition of Quebec Inc" et que cette pétition soit lue et reçue au cours de la présente séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 4.—Loi modifiant la Loi des Jurés.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 76.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Bill 78.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit.

Bill 79.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examens.

M. Roy, du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Dame Marie-Ange Lemoyne de Martigny, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

De la ville de St-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De "Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la cité d'Ou-tremont dans les comtés de Westmount et Montréal-Laurier", demandant l'adoption d'une loi les exemptant de la section première, sous section B de la loi 16 George V, chapitre 46.

De Maurice Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi pour fins d'incorporer sous le nom de "Comptoir Mobilier Franco-Canadien", une société ayant pour objet de favoriser le développement général du pays, à l'aide de capitaux français et autres.

De Colin Daniel Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Morgan Trust Company".

De L.-J. Fortin et autres demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De "St. Lawrence Paper Mills, Limited", demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux l'acte de vente et l'acte de convention consentis par Dame Léa Labrie à ladite compagnie.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le titre de "St. Lawrence Paper Mills, Limited" à certaines propriétés et droits."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Morgan Trust Company"."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand, ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la

municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois."

En conséquence il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi concernant les biens de la succession de feu l'Honorable Charles Séraphin Rodier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Comptoir mobilier franco-canadien".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—Le gouvernement a-t-il fini d'étudier le système des zones neutres tel que préconisé par un de ses membres le 24 juillet 1924 et suivant une réponse consignée dans les journaux de l'Assemblée législative, vol. LIX, 15 Geo. V, page 41 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le gouvernement a répondu, à cette époque, que les paroles prêtées à un de ses membres étaient un texte tronqué.

Le gouvernement, en conséquence, n'a pas d'autre réponse à donner.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 7, intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à effectuer le paiement d'une somme de cent cinquante mille dollars payable à même

le fonds consolidé du revenu, pour le coût de la construction de l'édifice destiné à servir comme palais de justice, prison et poste de police au village de Rouyn, dans le canton de Rouyn, district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de soixante-quinze mille dollars autorisée par la loi 17 George V, chapitre 8.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 8, intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre, 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à effectuer le paiement d'une somme de deux cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, pour le coût de la construction de l'édifice devant servir de palais de justice, prison et poste de police, au village de Ville-Marie, dans le district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de soixante-quinze mille dollars autorisée par la loi 17 George V, chapitre 7.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé : "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 9, intitulé : "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à agrandir les palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi, dans la ville d'Amos, suivant des plan et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, à un coût n'excédant pas, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, au lieu de la somme de cinquante mille dollars autorisée par la loi 17 George V, chapitre 6, section 1.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé : "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la loi des musées de la province".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution ce qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 27, intitulé: "Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à agrandir la prison du district judiciaire de Chicoutimi, dans la ville de Chicoutimi, suivant les plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, à un coût n'excédant pas la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la Loi des seigneuries."

Bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 77) intitulé: "Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Mont-réal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E. Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 86) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 87) intitulé: "Loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro cent trente du cadastre du village de la Côte des Neiges".

Bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la Commission des Écoles Catholiques de Montréal".

Bill (No 106) intitulé: "Loi concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated".

Bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company Limited" et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Étienne de la Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie".

Bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte du Crédit général du Canada".

Bill (No 121) intitulé: "Loi pour ratifier le règlement No 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à "The Arthabaska Clothing Company".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 99) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw."

Bill (No 107) intitulé: "Loi pour autoriser la cité des Trois-Rivières

à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres afin de consolider sa dette flottante”.

Bill (No 110) intitulé: ‘Loi changeant le nom de “La Société d’Administration Générale” (*The General Administration Society*)’.

Bill (No 116) intitulé: ‘Loi modifiant la charte de “Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l’Hôtel-Dieu de Montréal”’.

Bill (No 91) intitulé: “Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie “King Edward Park & Amusement Company”’.

Bill (No, 133) intitulé: “Loi constituant en corporation la “Ukrainian Greek-Orthodox Church of St. Sophia, Montreal”’.

Bill (No 137) intitulé: “Loi constituant en corporation “The Quebec Baptist Church”’.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 130) intitulé: “Loi modifiant la charte de “The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company”’.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième et renvoyé au comité des Chemins de fer et autres moyens de communication.

Sur la motion de l’honorable M. Taschereau, secondé par l’honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s’ajournera, aujourd’hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

VENDREDI 27 JANVIER 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Cantin, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 des règlements soient suspendus et qu’il lui soit permis de présenter une pétition demandant l’adoption d’une loi pour incorporer Max Perlman et autres, sous le nom de “Hebrew Loan Syndicate”.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Bercovitch, il est—

Ordonné que l’article 511 du règlement soit suspendu; et que la pétition de Joseph-Clément-Victorien Roy, demandant l’adoption d’une loi concernant la succession de feu Omer Lorrain soit maintenant lue et reçue.

En conséquence, ladite pétition est lue et reçue

M. Roy, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu’il suit:

Votre comité est d’opinion que la pétition et l’avis sont réguliers et

suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de Mario-Émile Lattoni, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examens.

De la corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi confirmant le règlement No 89 du dit village.

De la cité de St-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Ordonné que M. Lahaie ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi confirmant le règlement No 89 du village de Thurso."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Montreal Terminals".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 135) intitulé: "Loi permettant à Mario-Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux, dans les municipalités."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Question par M. Tremblay.—1. Un nommé Pierre Valois est-il à l'emploi de la police provinciale?

2. Si oui, depuis quand?

3. Quelles sont ses attributions?

4. Dans quel bureau est-il employé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

A la première. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du Bill (No 79) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examens."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci, a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 82) intitulé: "Loi changeant le chef lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup."

Bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Morgan Trust Company".

Bill (No 120) intitulé: "Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois."

Bill (No 81) intitulé: "Loi concernant les biens de la succession de feu l'Honorable Charles-Séraphin Rodier".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Jérôme."

Bill (No 127) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Comptoir mobilier franco-canadien".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 31 JANVIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus; et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Hôpital Français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la chambre.

Sur la motion de M. Marchand, secondé par M. Vautrin, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus; et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Cie de Téléphone Bell du Canada, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation", et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Bernard, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 des règlements soient suspendus; et qu'il lui soit permis de présenter et lire une pétition demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Quebec Labrador Railway Co".

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Grant, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus; et que la pétition de la "Canadian International Paper Co", demandant la ratification d'une résolution passée entre ladite compagnie et les Commissaires d'école de la cité du Cap de la Madeleine, comté de Champlain, soit lue et reçue.

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que l'article 511 du règlement soit suspendu; et que la pétition de Dame Marie-Henriette-Eugénie Starnes et autres demandant l'adoption d'une loi concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque soit maintenant lue et reçue.

En conséquence, ladite pétition est lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

Pétition demandant l'adoption d'une loi pour incorporer Max Perlman et autres, sous le nom de "Hebrew Loan Syndicate".—M. Cohen,

M. Roy, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lue ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'acité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De l'honorable M. Philippe Paradis et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Rentiers de l'Avenir".

De les Commissaires d'Écoles de la municipalité du Très St-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant les Commissaires d'Écoles Protestantes de Montréal, quant aux pétitionnaires.

De la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 44 de ladite ville, accordant une franchise à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated".

De Joseph-Clément-Victorien Roy, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Omer Lorrain.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 171.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du Barreau de la province de Québec.

Bill 103.—Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 84.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres après examen.

Bill 102.—Loi modifiant la charte de "Le Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières".

Bill 125.—Loi constituant en corporation la "Congregation Knases Bnai Israel".

Et avec amendements, les bills suivants:

Bill 90.—Loi constituant en corporation la "Congregation Tifereth Israel".

Bill 89.—Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les Commissaires d'Écoles Protestantes quant aux Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 44 de la ville de Mont-Royal qui accorde une franchise et certains privilèges à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 132) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Rentiers de l'Avenir".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—1. Combien ont coûté à date les travaux de l'annexe du Palais de justice de Montréal?

2. Depuis le 28 avril 1923, le gouvernement a-t-il donné d'autres contrats d'entreprises concernant la construction ou pour des réparations?

3. Dans l'affirmative *a.* à quelle date; *b.* à qui; *c.* quel est le montant de chaque contrat?

4. Combien a coûté à date l'ameublement dudit annexe?

5. Depuis la réponse du 9 février 1927, d'autres meubles ont-ils été achetés?

6. Dans l'affirmative, *a.* de qui; *b.* pour quelle somme dans chaque cas?

7. Cet ameublement est-il complété ?

8. Dans la négative, quelle sera la dépense probable pour le compléter ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Depuis la réponse du premier février 1927, \$139,430.70.

2. et 3. Non.

4. et 5. Depuis la réponse du 9 février 1927, \$17,279.73.

6a et b. Ahern Safe Co.....	\$240.00
Beauchemin la Librairie.....	3,295.00
Desrosiers, Arm., Ltée.....	731.85
Lavigueur, J.-R.....	150.00
Morgan Henry Co.....	1,036.05
O'Shea, J.-P. Co.....	97.73
Valiquette, N.-G., Ltée.....	11,729.10

7. et 8. Oui.

Question par M. Guertin.—1. Quel était, l'hiver dernier, le nombre d'enfants âgés de moins de 16 ans, dans les chantiers de bois de la province ?

2. Combien de ces enfants étaient en âge de fréquenter l'école ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Le Gouvernement l'ignore.

Question par M. Lafleur.—Combien a rapporté pour 1927 chacun des ponts de péage, qui sont la propriété du Gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

Pont Bastican: \$43,481.96.

Pont Galipeault: \$59,103.58.

Pont Taschereau: \$52,817.20.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de séances du cabinet y a-t-il eues entre la clôture de la dernière session et l'ouverture de la présente ?

2. Combien d'arrêtés ont été passés ?

3. Quel nombre d'arrêtés chacun des ministres a-t-il proposés ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

No 1.....	39
No 2.....	1,781
No 3. — L'honorable Premier-Ministre et Procureur- Général.....	333
“ Ministre des Affaires Municipales..	405
“ “ del'Agriculture.....	19
“ “ des Terres et Forêts.....	280
“ “ Travaux Publics et du Tra- vail de la Colonisation, des	113
“ Mines et des Pêcheries.	130
“ Secrétaire Provincial.....	315
“ Ministre de la Voirie.....	66
“ Trésorier de la Province.....	120

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des taxes sur les transferts de valeurs mobilières."

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

État des Comptes Publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927. *(Document de la session No 2).*

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur, le Lieutenant-Gouverneur de la province:

N. PÉRODEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1929, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 31 janvier 1928.

(Document de la session No 1).

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn."

L'honorable M. Galipeault propose, secondé par l'honorable M. David, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie."

L'honorable M. Galipeault propose, secondé par l'honorable M. David, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi."

L'honorable M. Galipeault propose, secondé par l'honorable M. David, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi.

L'honorable M. Galipeault propose, secondé par l'honorable M. David, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la loi des musées de la province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, pour payer le coût des acquisitions et des constructions mentionnées dans l'article 3 de la Loi des musées de la province (Statuts refondus, 1925 chapitre 143), pour l'établissement d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas six cent mille dollars, au lieu de la somme de cent cinquante mille dollars autorisée par l'article 4 de ladite Loi des musées de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la loi des musées de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois".

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 15) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les honoraires du régistrateur de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe soient fixés à six cents et deux tiers par cent mots pour la transcription des documents mentionnés dans la loi qui accompagne la présente résolution, et que lesdits honoraires et les frais de transmission du registre spécial dans lequel cette transcription aura été faite, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 15) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 172) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général."

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet du lot No 30 dans le quatrième rang Patton, depuis le mois de juin 1926.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, requêtes, etc., adressées au gouvernement par Monsieur Ermel Fournier et Monsieur Joseph Martin, de Saint-Cléophas, au sujet de travaux de voirie depuis 1926.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 128) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Montreal Terminals".

Bill (No 135) intitulé: "Loi permettant à Mario Emile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Cinquième rapport annuel du Service provincial d'hygiène de la province de Québec pour l'année 1926-27.

(Document de la session No 28).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 1er FEVRIER 1928

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De l'Hôpital Français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Vautrin.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 172.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités.

Bill 104.—Loi modifiant la charte de "The North Shore Power Company".

Et avec amendements:

Bill 94.—Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 110.—Loi changeant le nom de "la Société d'administration générale" (The General Administration Society).

Bill 93.—Loi concernant "The Engineers' Club of Montreal".

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 137.—Loi constituant en corporation "The Quebec Baptist Church".

M. Roy du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi pour valider certains règlements et pour autres fins.

De la cité de St-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Dame Marie-Henriette-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

De la "Canadian International Paper Co., demandant la ratification d'une résolution passée entre ladite compagnie et les commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine, comté de Champlain.

Ordonné que M. Lamoureux ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Auguste Larocque"

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe."

En conséquence il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonne que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap de la Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie "Canadian International Paper Co."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il soit permis de présenter la pétition de l'Hôpital Saint-Luc demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Question par M. Sauvé.—1. Des soumissions ont-elles été demandées par le département de la colonisation pour la route entre Saint-Paul-du-Buton et Saint-Flavien-de-Panet, comté de Montmagny?

2. Dans l'affirmative, à quelles personnes le contrat a-t-il été accordé?

3. Etaient-elles les plurbas soumissionnaires?

4. Dans la négative, pour quelles raisons le contrat leur a-t-il été accordé?

5. Quelle était la différence entre le pris de ceux qui ont obtenu le contrat de cette route et les soumissionnaires qui venaient après eux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. M. Roul Boulanger, de Montmagny, pour le prix de \$65,800.00.
3. Non, il y en avait un dont la soumission était plus basse.
4. La plus basse soumission a été refusée aprce que, d'après les ingénieurs du département, le plus bas soumissionnaire était incapable, pour le prix cemandé, de remplir le contrat et d'exécuter les travaux conformément aux devis.
5. Il n'y avait qu'une seule soumission plus basse que celle de M. Raoul Boulanger, et la différence entre les deux était de \$13,590.00.

Question par M. Renaud.—1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 7 février 1927?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

Réponse par l'honorable M. Moreau:

1. 32.

2. 3.

3. et 4. M. Eugène Dumas, St-Michel, Bellechasse, \$692.63; M. Joseph Dupaul, St-Wenceslas, Nicolet, \$257.93; M. Wilfrid Roberge, Charny, Lévis, \$210.80.

Question par M. Lafleur.—1. Quels ont été les droits perçus en 1926-27: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1926-27 *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1926-27 *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans route la province, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. *a.* \$39,309.32; *b.* \$12,862.33

2. *a.* pour les licences, \$14,725.00; pour les droits d'entrée, \$13,708.55; *b.* pour les licences, \$23,668.10; pour les droits d'entrée, \$22,837.15.

3. *a.* pour les machines, \$560.00; pour les droits sur les paris, \$177,802.22; *b.* pour les machines, \$660.00; pour les droits sur les paris, \$220,678.53.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de lots de colonisation le gouvernement a-t-il fait défricher et bâtir en 1927?

2. Les lots qui avaient été retenus dans le canton Otis, en 1924, ont-ils été achetés, défrichés et cultivés ?

3. Quel montant a-t-il été remboursé qu gouvernement pour des lots que le département de la Colonisation a fait défricher et bâtir et qu'il a vendus à des colons ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 10.
2. Oui.
3. \$1,501.28.

Question par M. Guertin.—1. La partie de la route Montréal-Chapleau qui se trouve dans les limites de la cité de Hull, a-t-elle été construite entièrement aux frais de ladite cité ?

2. Dans la négative, quelle a été la contribution du gouvernement ?

3. Le ministre de la voirie a-t-il notifié la ville de Hull d'avoir à construire ladite partie de route, sinon que le gouvernement la construirait lui-même et enverrait ensuite le compte à la cité de Hull ?

4. Dans l'affirmative, à quel membre du conseil de la ville de Hull, cet avis a-t-il été donné ?

5. A quelle date ?

6. Cet avis a-t-il été donné par message téléphonique ?

7. Si non, comment ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. La route Montréal-Chapleau n'existe pas officiellement.
2. Répondu au No 1.
3. Répondu au No 1.
4. Répondu au No 1.
5. Répondu au No 1.
6. Répondu au No 1.
7. Répondu au No 1.

Question par M. Renaud.—1. Combien de municipalités dans la province n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la Loi des bons chemins: *a.* en 1923; *b.* en 1924; *c.* en 1925; *d.* en 1926; *e.* en 1927 ?

2.—Quels sont les noms et les comtés de ces municipalités ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. *a.* En 1923: quatre; *b.* en 1924, six; *c.* en 1925; huit; *d.* en 1926: douze; *e.* en 1927: deux cent cinq.

2. *a.* En 1923: Frontenac: canton de Whitton; Montmagny: paroisse de St-Juste de Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides.

b. En 1924: Bellechasse: paroisse de St-Camille de Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Lac-Saint-Jean: corporation de St-Méthode; Montmagny: paroisse de St-Juste de Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides;

c. En 1925: Bellechasse: paroisse de St-Camille de Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Hull: ville d'Aylmer; Lac-Saint-Jean: corpora-

tion de St-Méthode; Montmagny paroisse de St-Juste de Bretenièrre; partie sud-est du canton de Talon; Nicolet: paroisse de St-Pierre-les-Becquets; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides;

d. En 1926: Abitibi: village d'Amos; Beauharnois: paroisse de St-Timothée; Bellechasse: paroisse de St-Camille-de-Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Hull: ville d'Aylmer; Huntingdon: paroisse de St-Anicet; Lac-Saint-Jean: corporation de St-Méthode; Laval: paroisse de St-François-de-Sales; Montmagny: paroisse de St-Juste de Bretenièrre; partie sud-est du canton de Talon; Nicolet: paroisse de St-Pierre-les-Becquets; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides;

e. En 1927: Abitibi: village d'Amos; Argenteuil: paroisse de St-Jérusalem; ville de Lachute; canton de Chatham; Bagot: village de St-Pie; Beauce: village du Sacré-Cœur-de-Jésus; village de St-Victor-de-Tring; Beauharnois: paroisse de St-Timothée; village de Nouveau-Salaberry; paroisse de St-Clément; village de Ste-Cécile; village de Lac-St-Louis; Bellechasse: paroisse de St-Camille-de-Lellis; Berthier: paroisse de St-Barthélémy; paroisse de Ste-Geneviève-de-Berthier; paroisse de St-Norbert; Brome: partie est du canton de Farnham; corporation de Bolton-Est; Chambly: cité de Longueuil; paroisse de St-Bruno-de-Montarville; paroisse de St-Antoine-de-Longueuil; ville de Greenfield-Park; Champlain: ville de St-Tite; village de Ste-Thècle; paroisse de St-Timothée; paroisse de St-Tite; Charlevoix-Saguenay: village de La Malbaie; Châteauguay: paroisse de St-Joachim-de-Châteauguay; paroisse de St-Malachie-d'Ormstown; paroisse de Ste-Philomène; paroisse de Très-St-Sacrement; paroisse de Ste-Clotilde; Chicoutimi: ville de Bagotville; village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie; paroisse de St-Dominique-de-Jonquières; canton de Chicoutimi; paroisse de St-Honoré: canton de Bourget; canton de Taché; paroisse de St-Fulgence; ville de Port-Alfred; Compton: canton d'Auckland; ville de East-Angus; canton de Lingwick; ville de Cookshire; Deux-Montagnes: paroisse de St-Hermas; paroisse de St-Augustin; partie nord de paroisse de l'Annonciation; paroisse de St-Joseph-du-Lac; Dorchester: paroisse de St-Odilon-de-Cranbourne; paroisse de St-Anselme; paroisse de Ste-Justine; Drummond: paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil; Corporation de l'Avenir; canton de Durham; Frontenac: corporation de St-Evariste-de-Forsyth; canton de Whitton; paroisse de St-Vital-de-Lambton; Hull: ville d'Aylmer; Huntingdon: canton de Dundee; canton de Hemmingford; paroisse de St-Anicet; canton d'Elgin; Iverbille: paroisse de St-George-de-Henryville; paroisse St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir;

2. (e) en 1927; Iles-de-la-Madeleine: corporation de l'Etang-du-Nord; Jacques-Cartier: village de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, paroisse de Ste-Geneviève; Joliette: paroisse de Ste-Béatrix; paroisse de Ste-Emilie-de-l'Énergie; paroisse de St-Charles-Borromée; Kamouraska: paroisse de St-Pascal; paroisse de St-André; Labelle: village de Mont-Laurier; Lac-Saint-Jean; paroisse de St-Jérôme; village de St-Félicien; paroisse de St-Joseph-d'Alma; paroisse de St-Bruno; paroisse de St-Gédéon; paroisse de Notre-Dame-de-la-Dorée; paroisse de Ste-Hedwidge; paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville; paroisse de St-Félicien; paroisse de St-

Louis-de-Chambord; village de Val-Jalbert; village de St-Bruno; ville de Roberval; paroisse de St-François-de-Sales; canton de Delisle; corporation de St-Méthode; village de St-Cœur-de-Marie; paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur; paroisse de St-Henri-de-Taillon: L'Assomption: paroisse de l'Epiphanie; village de l'Epiphanie; paroisse de l'Assomption; Laval: paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies; paroisse de Ste-Dorothée; corporation du comté de Laval; paroisse St-François-de-Sales; ville de St-Léonard-de-Port-Maurice; Lévis: paroisse de St-Etienne-de-Lauzon; L'Islet: paroisse de St-Cyrille-de-Lessard; village de Bonsecours; paroisse de Ste-Perpétue; paroisse de St-Pamphile; corporation de Tourville; Lotbinière: village de St-Agapitville; paroisse de Ste-Croix; paroisse de St-Antoine-de-Tilly; paroisse de St-Louis-de-Lotbinière; Matapédia: paroisse St-Moïse; paroisse de Ste-Marie-de-Sayabec; paroisse de St-Jacques-le-Majeur-de-Causapschal; partie nord de paroisse de Ste-Florence-de-Beaurivage; Mégantic: paroisse St-Antoine-de-Pontbriand; canton de Ireland-Sud; ville de Black-Lake; village d'Amiante; canton de Thetford-Sud; village de Robertsonville; village de Bernierville; Missisquoi: paroisse St-Pierre-de-Vérone-à-Pike-River; paroisse de St-George-de-Clarenceville; paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge; corporation de Stanbridge-Station; Montcalm: village de St-Jacques-l'Achigan; paroisse de St-Esprit; paroisse de St-Jacques-de-l'Achigan; paroisse de Ste-Julienne; Montmagny: paroisse de Cap St-Ignace; ville de Montmagny; paroisse de St-Juste-de-Bretonnière; partie sud-est du canton de Talon; Montmorency: paroisse de St-Joachim; village de Beaulieu, I.-O.; Napierville-Laprairie: paroisse de St-Rémi-de-la-Salle; paroisse de St-Edouard-de-St-Georges; paroisse de St-Michel Archange; village de St-Rémi; paroisse de St-Patrice-de-Sherrington; paroisse de St-Constant; paroisse de St-Mathieu; Nicolet: paroisse de St-Pierre-les-Becquets; ville de Nicolet; Papineau: canton de Ripon; village de St-André-Avelin; paroisse de Ste-Angélique; village de Pointe-à-Gatineau; Pontiac; village de Campbell's-Bay; Portneuf: village de St-Marc-des-Carières; village de St-Casimir; Québec: paroisse de St-Colomb-de-Sillery; paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides; paroisse de St-Félix-de-Cap-Rouge; paroisse de Ste-Foy; village de Lretteville; village de Charlesbourg; ville de Courville; village de Montmorency, cantons de Stoneham et Tewkesbury; paroisse de St-Charles-de-Charlesbourg; ville de Québec-Ouest; Richelieu: paroisse de St-Ours; ville de St-Ours; Richmond: canton de Cleveland; Melbourne; village d'Asbestos; canton de St-Georges-de-Windsor; canton de Stoke; canton de Melbourne; Rouville: paroisse de St-Paul-d'Abbotsford; paroisse de Ste-Angèle-de-Monnoir; paroisse de St-Césaire; paroisse de St-Mathias; Shefford: village de Ste-Pudentienne; canton de Shefford; canton de St-Valérien-de-Milton; Sherbrooke: canton d'Ascot; corporation de Rock-Forest; Soulanges: paroisse de St-Joseph-de-Soulanges; Stanstead: canton de Magog; paroisse de Ste-Catherine-de-Hatley; village de Dixville; Saint-Hyacinthe: paroisse de St-Charles-de-la-Rivière-Chambly; Saint-Jean: paroisse de Ste-Marguerite-de-Blairfindie; paroisse de St-Blaise; paroisse de St-Luc; St-Maurice: paroisse de St-Barnabé; Témiscamingue: village de Ville-Marie; Témiscouata: paroisse de St-Mathias-de-Cabano; Terrebonne: paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville;

ville de Terrebonne; paroisse de St-Janvier-de-Blainville; paroisse de Ste-Adèle; village de Shawbridge; corporation de Piedmont; Vaudreuil: paroisse de Ste-Madeleine-de-Rigaud; paroisse de Ste-Marthe; Verchères: paroisse de Varennes; village de Varennes; paroisse de Verchères; paroisse de St-Mathieu-de-Belœil; village de Contrecoeur; paroisse de Ste-Julie; Yamaska: village de Pierreville.

M. Sauvé propose, secondé par M. Gault:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., entre le Gouvernement et toute personne au sujet de la dernière élection provinciale dans la division Montréal-Sainte-Marie.

La motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé soulève le point d'ordre que l'honorable M. Taschereau s'écarte de la question en discussion, en parlant de manœuvres électorales pratiquées dans le district électoral des Deux-Montagnes.

M. l'Orateur décide que l'honorable M. Taschereau a droit de répondre à des digressions (art. 236 du règlement).

Et appel de la décision de l'Orateur ayant été fait par M. Sauvé, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs

Authier,
Faillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Fortier,
Francœur,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),

Gagnon (Maskinongé),
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (I ac-Saint-Jean),
Nicol,
Oliver,
Ouellet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,

*Philps,
Pilon,
Plante,
Poulin,
Power,
Rochette,
Roy,
Samson.*

*Saurette,
Savoie,
Smart,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—57.*

CONTRE

Messieurs

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Laflour,
Renaud,
Sauré,
Tremblay.—9.*

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.
Et la motion principale était mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du barreau de la province de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la loi des musées de la province."

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières",

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Knases Bnai Israel".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier."

Bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Bill (No 132) intitulé: "Loi constituant en corporation "les Rentiers de l'Avenir".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certaines privilèges à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 2 FÉVRIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus qu'il lui soit permis de présenter la pétition de George Gordon Hyde et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec and Northern Railway Company", et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, la dite pétition est présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 21.—Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats.

Bill 170.—Loi modifiant la Loi des seigneuries.

Bill 123.—Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company, Limited" et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie.

Le bill suivant est rejeté:

Bill 88.—Loi concernant Rodolphe Moreau, relativement à l'exercice de ses droits civiques.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 133.—Loi constituant en corporation la "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal".

M. Roy, du comité des règlements, présente de neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

Pétition demandant l'adoption d'une loi concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De l'Hôpital St-Luc, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De J.-S. Royer et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'association "Exposition Provinciale de Québec, Inc", "Provincial Exhibition of Quebec Inc".,

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de l'Hôpital Français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas si-après:

De "Beauharnois Light, Heat & Power Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Des syndics de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un nouvel emprunt relativement à l'église et à la sacristie et à la consolidation de la dette existante.

Résolu que cette Chambre adopte le dit rapport.

M. Ouellet, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité s'est réuni sous la présidence de M. Ouellet et a étudié les questions suivantes:

M. Charbonneau propose, secondé par M. Bernard, qu'il soit demandé à l'honorable ministre de l'Agriculture, d'augmenter d'une façon générale les crédits actuellement accordés afin de pourvoir aux besoins toujours croissants de l'agriculture et de l'instruction agricole.

Le Comité émet également le vœu qu'une demande soit faite par la Législature au gouvernement fédéral de soumettre l'importation des bovins dans la province de Québec à une quarantaine aux frontières de la province de Québec, afin d'y pratiquer l'épreuve à la tuberculine et de prévenir la propagation de la tuberculose dans notre province.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de "L'Hôpital St-Luc, et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 145) intitulé: "Loi pour incorporer l'"Exposition Provinciale de Québec, Inc", "Provincial Exhibition of Quebec, Inc".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

1er février 1928.

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives, tel que demandé et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil durant la présente session est composé des honorables MM. Amyot,

Bryson, Caron, Garneau, Grothé, Martin, Miles, Perron, Létourneau, Roberge et Turgeon soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans le dit comité mixte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 31 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité pénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water & Power Company".

En conséquence, la Chambre de forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Tifereth Israel".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The North Shore Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi changeant le nom de "la Société d'administration générale" (The General Administration Society)".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi concernant "The Engineer's Club of Montreal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Baptist Church".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

Bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville".

Bill (No 111) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le titre de "St. Lawrence Paper Mills, Limited" à certaines propriétés et droits."

Bill (No 113) intitulé: "Loi confirmant le règlement No 89 du village de Thurso".

Bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain".

Bill (No 96) intitulé: "Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque".

Bill (No 115) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la "*Canadian International Paper Company*".

Question par l'honorable M. Francœur.—1. Combien y a-t-il d'Écoles Normales de garçons dans la province?

2. Combien y a-t-il d'Écoles Normales de filles?

3. Combien coûte, chaque année, à la province, le maintien de ces écoles?

4. Combien d'élèves-instituteurs, depuis les cinq dernières années, ont obtenu de ces écoles un diplôme d'enseignement?

5. Combien d'élèves-institutrices, depuis les cinq dernières années, ont obtenu de ces écoles un diplôme d'enseignement?

6. Combien de ces élèves-instituteurs diplômés se livrent à l'enseignement? Combien à la ville? Combien à la campagne?

7. Quel est le salaire moyen de ces instituteurs? A la ville? A la campagne?

8. Combien d'élèves-institutrices diplômées se livrent à l'enseignement? Combien à la ville? Combien à la campagne?

9. Quel est le salaire moyen de ces institutrices? A la ville? A la campagne?

10. Combien le Bureau Central des Examineurs Catholiques depuis les cinq dernières années, a-t-il accordé de diplômes? Combien aux garçons? Combien aux filles?

11. Combien de garçons diplômés de ce bureau se livrent à l'enseignement?

12. Combien de filles diplômées de ce bureau se livrent à l'enseignement?

13. Combien enseignent à la ville? Combien à la campagne?

14. Quel est le salaire moyen de ces instituteurs? A la ville? A la campagne?

15. Quel est le salaire moyen de ces institutrices? A la ville? A la campagne?

16. Combien d'instituteurs diplômés de l'*École Normale* enseignent en la cité de Montréal, sous la direction de la Commission scolaire? Quel est leur salaire?

17. Combien d'instituteurs diplômés de l'*École Normale* enseignent en la cité de Québec, sous la direction de la Commission scolaire? Quel est leur salaire?

Réponse par l'honorable M. David:

	<i>Catholiques:</i>	<i>Protestants:</i>	<i>Ensemble:</i>
1.—	2		
2.—	16	1	19
3.—En 1926-27:	\$255,145.88	\$ 6,866.67	\$262,012.55
4.—	413	53	466
5.—	2,672	1,031 (1)	3,703
6. Au total:	368	37	405
A la ville:	332	27	359
A la campagne:	36	10	46

7. Le salaire moyen des instituteurs laïques brevetés d'une école normale ou du Bureau Central (cette moyenne n'est pas établie séparément pour les brevetés des écoles normales et pour ceux du Bureau Central) est:

	<i>Catholiques:</i>	<i>Protestants:</i>	<i>Ensemble:</i>
Pour la province:	\$ 1,434	\$ 2,279	\$ 1,609
A la ville:	1,490	2,418	1,675
A la campagne:	820	1,271	945
8. Au total:	1,687	1,463	3,150
A la ville:	404	1,004	1,408
A la campagne:	1,283	459	1,742
9. Pour la province:	\$367	\$ 1,047	\$509
A la ville:	\$681	\$1,236	\$945
A la campagne:	\$286	\$586	\$312

10. 12,722 au total, pour les cinq dernières années. En 1927: 312 hommes et 2,687 femmes. Total 2,999. En 1926: 280 hommes et 2,354 femmes. Total: 2,634. (La distinction, par sexe, n'est pas faite pour les brevetés des trois années antérieures).

11. 417.

12. 5,858.

13. Garçons enseignant:

A la ville: 388.

A la campagne: 29.

Filles enseignant:

A la ville: 1,146.

A la campagne: 4,712.

14. et 15. Voir Réponses des Nos 7 et 9.

16. Nombre des instituteurs diplômés de l'École Normale enseignant sous le contrôle de la Commission scolaire de Montréal: 226.

Échelle de salaire accordé aux Instituteurs laïques en général:

	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>16 classes et plus supplément</i>	<i>Donnant le cours complém.</i>
Principaux:	\$ 2,000	\$ 3,000	\$200	
Instituteurs mariés:	1,200	2,500		\$200
Instituteurs célibataires:	900	2,500		\$200
Augmentation annuelle	\$100.			

(1) 1,031 est le nombre de diplômes, car ce chiffre comporte des répétitions attendu qu'un élève-instituteur reçoit parfois plus d'un diplôme au cours de la même année.

17. Nombre des instituteurs diplômés de l'*École Normale* enseignant sous le contrôle de la Commission scolaire de Québec: 64.

Salaire: Minimum: \$800.

Maximum: \$1,500 (2).

Augmentation annuelle: \$100.

Question par M. Lafleur.—Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: a. en 1925-26; b. en 1926-27?

Réponse par l'honorable M. David:

a. En 1925-26, par les contribuables, 81%; par le gouvernement, 19%; b. En 1926-27: Statistiques des contribuables pas encore prêtes.

Question par M. Renaud.—1. Le gouvernement a-t-il maintenant des statistiques sur le nombre des agriculteurs de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, combien y avait-il d'agriculteurs dans la province de Québec: a. en 1923; b. en 1924; c. en 1925; d. en 1926; e. en 1927?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui, pour 1926.

2. En 1923, 1924 et 1925: pas de statistiques.

En 1926: 145,156. (Stat. municipales, 1926).

En 1927: compilation de statistiques pas terminée.

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 21 mars 1927.

Copie du contrat entre M. Azellus Lavallée, de Berthierville et le gouvernement ou le ministre de l'agriculture au sujet de sa ferme expérimentale sous le contrôle du gouvernement, ainsi que de toute entente, convention, correspondance, etc., s'y rapportant.

(*Document de la session No 43*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 mars 1927.

Copie de toute correspondance, documents, etc., entre le ministère de la colonisation et ses officiers et toute personne concernant les demandes de permis, etc., pour le lot No 32-A de Milnekek.

(*Document de la session No 42*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 mars 1927.

Copie de toute correspondance, etc., entre le ministère de la colonisation et toute personne, depuis 1926, au sujet du lot 3 du rang VIII du canton Desmeloizes, Abitibi.

(*Document de la session No 41*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 21 mars 1927.

Copie de toute correspondance entre monsieur Alfred Proulx, de La Sarre, comté de Pontiac, et le gouvernement au sujet de certains

(2) Les instituteurs mariés reçoivent, de plus, une indemnité de \$100. par enfant qui fréquente l'école.

lots de colonisation dans les rangs 7 et 8 de La Sarre, du lot No 51 du rang 8 de Palmarolle et des lots 48 et 49 du rang 10 de Roquemore.

(Document de la session No 40).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 février 1927.

Copie de tous documents, correspondances, etc., entre le gouvernement et autre gouvernement ou personne au sujet de l'émigration des Canadiens français aux Etats-Unis depuis 1925.

(Document de la session No 39).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 mars 1927.

Copie de toute correspondance, télégramme, entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet du lot 57, rang VI, Poularies, Abitibi, en 1926 et 1927.

(Document de la session No 38).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 7 mars, 1927.

Copie de toute correspondance, réclamations, etc., entre le gouvernement et des colons de Macamic, en 1926 et 1927, concernant leur salaire non payé comme employés à la construction de la route Macamic-Rouyn.

(Document de la session No 37).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 25 mars 1927.

Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou D. Bouchard et Elzéar Lefrançois, au sujet de la pêche avec filets dans le fleuve Saint-Laurent, en front de la devanture de la seigneurie de Sainte-Anne, située au commencement des Monts Notre-Dame, dans la paroisse ou vis-à-vis de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, depuis 1920.

(Document de la session No 36).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 3 FÉVRIER 1928

Prière.

Onze heures du matin.

M. Roy, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De Stanislas-Donatien Joubert et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'annulation de l'acte de donation passé à Montréal, le 20 avril 1921, sous le No 6218 des minutes de Me J.-A. Savignac, N. P.

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril, 1921. "

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la Loi des seigneuries".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur, ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 16, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les honoraires du registraire de la division d'enregistrement de Bellechasse soient fixés à six cents et deux tiers par cent mots pour la transcription des documents mentionnés dans la loi qui accompagne la présente résolution, et que lesdits honoraires et les frais de transmission du registre spécial dans lequel cette transcription aura été faite, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lu une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 16) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 17, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu — Que les honoraires du régistrateur de la division d'enregistrement de Montmagny soient fixés à six cents et deux tiers par cent mots pour la transcription des documents mentionnés dans la loi qui accompagne la présente résolution, et que lesdits honoraires et les frais de transmission du registre spécial dans lequel cette transcription aura été faites, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 17) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et contrats passés entre la "Murray Bay Paper Company, Limited" et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de "L'Hôpital St-Luc", et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie."

Bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 136) intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc".

Bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristies de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal et la consolidation de la dette existante."

Bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 7 FÉVRIER 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 113.—Loi confirmant le règlement No 89 du village de Thurso.

Avec amendements :

Bill 81.—Loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

M. Roy, du comité des règlements, présente, le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De la Compagnie "Yukon Loan & Trust", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisation à changer son nom.

De Reginald Saunders Meredith et autres, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Quebec Labrador Railway Co."

De George Gordon Hyde et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec and Northern Railway Company".

De la municipalité de la paroisse du Pont Viau, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant un règlement d'emprunt.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant :

Bill 101.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 138) intitulé: "Loi validant le règlement No 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 148) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec and Northern Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie "Yukon Loan & Trust".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi concernant les poteaux des services publics sur certains chemins."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la sécurité dans les édifices publics."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi pour assurer la sécurité et l'ordre public."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des architectes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'art musical."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire du district de Pontiac."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine

séance.
Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur certaines mutations de propriétés."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les divertissements."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi relative au prêt agricole."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Moreau ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination de vérificateurs des comptes pour certaines municipalités".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de Canadiens-français émigrés aux États-Unis, sont revenus au Canada: (a) en 1926, (b) en 1927?

2. Combien sont établis dans la province?

3. Combien: (a) sur des fermes; (b) dans l'industrie ou le Commerce?

4. Quels sont leurs noms et leurs adresses?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. 3. 4. Cette statistique, recueillie par le Gouvernement fédéral, ne fait aucune distinction entre les Canadiens de langue française et les Canadiens de langue anglaise, de même qu'elle n'indique d'aucune façon les noms et la destination des rapatriés.

Question par M. Gault.—Quel montant a été reçu du gouvernement du Dominion chaque année, au cours des dix dernières années, comme aide à la construction et à l'amélioration des chemins de la province?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

En 1918, rien; en 1919, rien; 1920, rien; en 1921, \$305,571.19; en 1922, \$481,962.24; en 1923, \$1,930,647.41; en 1924, \$1, 389,748.55; en 1925, \$640,490.61; en 1926, rien; en 1927, rien.

Question par M. Lafleur.—Quels ont été les droits du pauvre perçus dans toute la province en 1926-27; *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

(*a.*) Par la cité de Montréal, \$795,544.08; *b.* par les autres municipalités dans toute la province, \$229,274.94.

Question par M. Sauvé.—1. Sur quelles statistiques le ministre de la Voirie s'est-il basé pour dire, dans un discours public qu'il a fait récemment, que durant les cinq dernières années, les touristes avaient dépensé dans la province de Québec, la somme de deux cent dix-huit millions de piastres?

2. Le gouvernement peut-il produire ces statistiques?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le ministre de la voirie, lorsqu'il a déclaré que, durant les cinq dernières années, les touristes avaient dépensé deux cent dix-huit millions de piastres dans la province de Québec, s'est basé sur des statistiques préparées par la Commission Fédérale de la voirie, pour 1926.

2. Ces statistiques peuvent être obtenues du gouvernement fédéral.

Question par M. Guertin.—1. La partie de la route Montréal-Hull, qui se trouve dans les limites de la cité de Hull, a-t-elle été construite entièrement aux frais de la dite cité?

2. Dans la négative, quelle a été la contribution du gouvernement?

3. Le ministre de la voirie a-t-il notifié la ville de Hull d'avoir à construire ladite partie de route, sinon que le gouvernement la construirait lui-même et enverrait ensuite le compte à la cité de Hull?

4. Dans l'affirmative, à quel membre du conseil de la ville de Hull, cet avis a-t-il été donné?

5. A quelle date?

6. Cet avis a-t-il été donné par message téléphonique?

7. Si non, comment?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. \$25,744,85 à 2%.

3. Le ministre de la voirie a notifié la cité de Hull de voir à réparer le chemin de la Gatineau.

4. A la corporation de la cité de Hull.

5. Le 14 juin 1927.

6. Non.

7. Par lettre recommandée.

Question par M. Lafleur.—1. Quelles sont les municipalités qui ont des chemins améliorés non encore entretenus par le gouvernement?

2. Quelle est la longueur de ces chemins dans chacune desdites municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Saint-Anicet, 38.02 milles; village de Deschaillons, 2.09 milles; paroisse de St-Louis-de-Pintendre, 4.40 milles; paroisse de St-Antoine de-Padoue, 1.45 mille.

Question par M. Renaud.—Quel montant a exigé de gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1926-27 jusqu'à concurrence de \$30,494,500.02 tel qu'il apparaît à la page 248 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1927?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Cités:—Cap-de-la-Madeleine, \$464.70; Hull, \$661.00; Joliette, \$197.50; Lachine, \$25.00; Longueuil, \$143.80; Montréal, \$1,010.00; Montréal, Commission Métropolitaine, \$760.00; Outremont, \$135.00; Rivière-du-Loup, \$200.00; St-Jean, \$89.00; Shawinigan-Falls, \$103.00; Sherbrooke, \$872.00; Sorel, \$337.50; Thetford-Mines, \$227.35; Trois-Rivières, \$323.00; Verdun, \$967.50; Westmount, \$753.50.

Villes:—Acton-Vale, \$55.00; Coaticook, \$66.50; Cookshire, \$62.50; Donnacona, \$60.00; Dorval, \$40.00; Drummondville, \$176.25; East-Angus, \$197.50; Farnham, \$335.00; Ile-Cadieus, \$20.00; Jonquière, \$342.50; Lachute, \$65.00; Lac-Sergent, \$30.00; Laprairie, \$87.50; Lasalle, \$185.00; Laval-des-Rapides, \$35.00; Laval-sur-le-Lac, \$210.50; Montmagny, \$130.00; Montréal-Est, \$147.50; Pointe-Claire, \$140.00; Port-Alfred, \$187.50; Québec-Ouest, \$154.85; Roberval, \$81.00; Ste-Agathe-des-Monts, \$290.00; St-Jérôme, \$74.50; St-Joseph-d'Alma, \$147.50; St-Laurent, \$185.00;

Villages:—Almaville, \$65.00; Beauport-Est, \$20.00; Brôme, \$30.00; Carillon, \$10.00; Charlesbourg, \$54.00; Frelighsburg, \$25.00; L'Abord-à-Plouffe, \$105.00; L'Enfant-Jésus, \$143.00; Macamic, \$83.00; Mont-Joli, \$35.00; Mont-Laurier, \$95.00; Neuville, \$45.00; Rouyn, \$90.00; St-Alban, \$50.00; St-Eustache, \$35.00; St-Eustache-sur-le-Lac, \$45.00; Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, \$20.00; St-Jean-Bte-de-l'Ile-Verte, \$10.00; St-Jean-de-Boischatel, \$30.00; St-Jérôme, \$75.00; St-Jovite, \$70.00; Ste-Scholastique, \$10.00; Shawville, \$77.50; Upton, \$35.00; Verchères, \$60.00; Weedon-Centre, \$10.00

Paroisses:—Précieux-Sang, \$20.00; Repentigny, \$67.00; St-Benoît, \$75.00; Ste-Catherine-de-Fossambault, \$30.00; St-David-de-l'Auberivière, \$20.00; St-Etienne-de-la-Malbaie, \$25.00; Ste-Foy, \$80.00; St-Fulgence, \$72.50; Ste-Gertrude, \$10.00; St-Hubert, \$45.00; St-Joachim de Châteauguay, \$30.00; Ste-Marie de Sayabec, \$55.00; St-Octave de Dosquet, \$45.00.

Cantons:—Bagot, partie nord-ouest, \$77.50; Bourget, \$80.02; Colombourg, \$30.00; Garthby, \$90.00; Litchfield, \$35.00; Loranger, \$20.00; Mansfield & Pontefract, \$45.00; Ste-Edwidge de Clifton, \$10.00; Taché, \$65.00; Tremblay, \$77.50; Waltham & Bryson, \$25.25

Comtés:—L'Assomption, \$62.50.

Municipalités rurales:—Charlesbourg-Est, \$40.00; St-François-de-Sales, \$55.00.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi des la prévention des incendies".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au changement de chef-lieu du district judiciaire de Pontiac."

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 39) intitulé: "Loi concernant le palais de justice du district de Québec."

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 49) intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail".

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 45) intitulé: "Loi relative au prêt agricole".

Sur la motion de l'honorable M. Moreau secondé par l'honorable M. Lapierre, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative

au bill (No 46) intitulé: "Loi concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon."

Bill (No 129) intitulé: "Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril, 1921."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 145) intitulé: "Loi pour incorporer l'"Exposition provinciale de Québec, Inc.", "Provincial Exhibition of Quebec, Inc".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre, reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 31 janvier dernier:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en Comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Shawinigan Water and Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la chambre.

MERCREDI 8 FÉVRIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Desmarais, secondé par M. Marchand, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de J.-J. Healy et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des Chiropraticiens de la province de Québec, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, la dite pétition est présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 139.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.

Et avec amendements:

Bill 121.—Loi ratifiant le règlement numéro 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à "The Arthabaska Clothing Company".

Bill 144.—Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, les bills suivants:

Bill 83.—Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville.

Bill 111.—Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Bill 91.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie "King Edward Park & Amusement Company".

Et sans amendements, le bill suivant:

Bill 136.—Loi concernant l'Hôpital Français, et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

M. Thériault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 130.—Loi modifiant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 126) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Quebec Labrador Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'école des Hautes-Études de Montréal?

2. Depuis la réponse du 15 février 1927, d'autres réparations ont-elles été faites?

3. Dans l'affirmative: a. lesquelles; b. quand; c. par qui?

Réponse par l'honorable M. David:

1. \$778,100.16.

2. et 3. Rien.

Question par M. Tremblay.—1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'École des Beaux-Arts de Montréal?

2. Depuis la réponse du 15 février 1927, d'autres réparations ont-elles été faites?

3. Dans l'affirmative: *a.* lesquelles; *b.* quand; *c.* par qui?

Réponse par l'honorable M. David:

1. \$372,056.71.

2. et 3. Rien.

Question par M. Guertin.—1. Quels ont été les droits perçus, dans le comté de Hull, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec, chaque année, depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

2. Quels ont été les droits perçus dans le comté de Hull, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la Loi des licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

3. Quel a été le revenu, dans le comté de Hull, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur les dits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus par le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49, chaque année depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

	Du 1er sept. 1921 au 30 juin 1922	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
1.—	\$1,002.90	1,520.60	1,563.10	995.40	1,331.60	582.85
2.—Pour les licences...	14,010.00	10,510.00	7,010.00	7,010.00	3,505.00	10,515.00
Pour les droits d'en- trée.....	11,098.70	8,079.57	5,269.00	4,021.34	1,689.13	8,475.14
3.—Pour les appareils.	225.00	250.00	225.00	200.00	100.00	315.00
Pour les droits sur les paris.....	55,965.97	64,784.55	63,887.24	53,546.08	25,228.23	71,288.90
4.—Aucun, par le com- té de Hull.						

Question par M. Renaud.—1. Combien de médecins vétérinaires ont-ils été employés par le gouvernement pour faire subir aux troupeaux, dans la province, l'épreuve de la tuberculine: *a.* en 1926; *b.* en 1927?

2. Quels sont leurs noms et adresses?

3. Dans quelles paroisses et comtés a été ainsi employé chacun d'eux?

4. A combien d'animaux chacun a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine?

5. Quels sont les noms et adresses des propriétaires de ces animaux dans chaque cas?

6. Combien d'animaux, chacun de ces médecins vétérinaires a-t-il condamnés?

7. Quels sont les noms et adresses des propriétaires dont les animaux ont été ainsi condamnés dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Moreau:

1. *a.* 48; *b.* 50.

2. et 3. Bélanger, Dr J.-A., 15 rue Manseau, Joliette, comtés de Joliette et Montcalm; Bigras, Dr J.-T., Notre-Dame-de-Ham Co. Wolfe, partie du comté de Wolfe, comprenant les paroisses de N.-D.-de-Ham, Ham-Nord, St-Fortunat, Sanborn, St-Jacques, St-Adrien de Ham, Ham-Sud, Wotton, St-Camille; Besner, Dr Jean, Vaudreuil Station, comté de Vaudreuil; Canuel, Dr J.-L., Mont-Joli, Matane, comtés de Matane, Matapédia, Gaspé et Bonaventure; Champagne, Dr Eugène, St-Georges de Windsor, Richmond, partie du comté de Richmond, comprenant les paroisses de St-Georges de Windsor, Windsor-Mills, St-François-Xavier, Bromptonville, cantons Stoke et Ascot, Greenley, St-Hippolyte dans Wolfe; Champagne, Dr Félix, Victoriaville, comté d'Arthabaska; Charlebois, Dr J.-E., St-Télesphore, Soulanges, comté de Soulanges; Cherrier, Dr Alfred, St-Jérôme, Terrebonne, comté de Terrebonne moins les paroisses de Ste-Thérèse, St-Janvier, Ste-Anne-des-Plaines et Terrebonne; Décary, Dr C.-A., 127 rue Du Couvent, St-Henri (Montréal), comté de Jacques-Cartier; Dubois, Dr J.-P., Plessisville, Mégantic, partie de Mégantic comprenant les paroisses de Plessisville, N.-D.-de-Lourdes, Ste-Julie, Laurierville, Lyster, Ste-Anastasie, Inverness, Somerset et Savoie; Duchêne, Dr T.-R., Chicoutimi, comté de Chicoutimi; Dufresne, Dr Alfred, 198 rue Grant, Longueuil, comtés de Chambly et Verchères; Dupré, Dr A., Ste-Anne de la Pocatière, Kamouraska, comtés de l'Islet et Kamouraska; Durocher, Dr Edmond, Ste-Scholastique, Deux-Montagnes, partie de Deux-Montagnes comprenant, les paroisses de Ste-Scholastique, St-Hermas, Ste-Monique, St-Placide, St-Benoît, St-Canut, St-Colomban et St-Joachim; Fortier, Dr J.-A. St-Anselme, Dorchester, partie de la Beauce comprenant Ste-Marie, St-Elzéar, Naud, St-Séverin, St-Anges, et St-Maxime, partie de Dorchester comprenant St-Anselme, Ste-Claire, St-Malachie, B. Bourbonnais, St-Edouard, Frampton-Ouest, B. Lacasse, St-Nazaire, St-Léon, St-Luc, Ste-Hénédine, St-Isidore, Ste-Margeurite, St-Bernard, Abénakis, Honfleur dans Bellechasse; Fortin, Dr F., Danville, Richmond, partie de Richmond comprenant les paroisses de Danville, Shipton, Cleveland,

Richmond, Melbourne, Gore, St-Claude, St-Cyr, Asbestos, Brompton-Gore; Gariépy, Dr G.-E., Acton-Vale, Bagot, comté de Bagot plus 11ème rang de Roxton, Shefford; Gariépy, Dr Victor, Waterloo, Shefford, comté de Shefford, moins 11ème rang de Roxton; Gingras Dr Edmond,, 159 Commerciale, Lévis, comté de Lévis, plus une partie de Bellechasse comprenant les paroisses de Beaumont, St-Charles, St-Michel, La Durantaye, Boyer et St-Vallier; Grignon, Dr L.-M., Mont-Laurier, Labelle, comté de Labelle; Grothé, Dr J.-D.-M., 206 Ave. Dupuis, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, région de Montréal où il n'y a pas de médecin vétérinaire officiellement nommé; Guévin, Dr J.-M., Rimouski, comté de Rimouski; Jasmin, Dr J.S., 5 rue Chevalier, Cartierville, Jacques-Cartier, Comtés de Laval (moins St-François de Sales) et toute l'île de Montréal; Jasmin, Dr L.-P., Ste-Thérèse, Terrebonne, partie du comté de Terrebonne comprenant Ste-Thérèse, St-Janvier, Ste-Anne-des-Plaines et Terrebonne; Jacques, Dr J.-M., Deschaillons, Lotbinière, comté de Lotbinière; Labelle Dr E.-C., Rivière-du-Loup-Centre, Témiscouata, comté de Témiscouata; Labelle, Dr Gustave, St-Eustache, Deux-Montagnes, partie de Deux-Montagnes comprenant St-Eustache, Oka, St-Augustin, St-Joseph-du-Lac et St-François de Sales dans Laval; Laflèche, Dr O.-R., Louiseville, Maskinongé, comté de Maskinongé; Lajoie, Dr L.-G., 166 Bonaventure, Trois-Rivières, comtés de Trois-Rivières et St-Maurice et partie de Champlain comprenant Labissonnière, Champlain, St-Maurice, St-Narcisse, Lac à la Tortue, Garneau Jct., Proulxville et Grandes Piles; Leblanc, Dr H.-A., Magog, comté de Brome plus Ste-Catherine de Hatley et Magog dans Stanstead; Major, Dr J.-O.-A., Amos, Abitibi, comté d'Abitibi; Massé, Dr J.-A., St-Ferdinand, Mégantic, partie du comté de Mégantic comprenant les paroisses de St-Ferdinand, St-Adrien-d'Irlande, Maple-Grove, St-Pierre-Baptiste, Ste-Sophie, Chandonnet, Irlande-Nord, Richardville, St-Damase, Cranberry, B. Bennett, Kimberley, Lower Ireland, Larochelle, B. Beaudoin et St-Julien de Wolfestown dans Wolfe; Marciel, Dr E., Napierville, comtés de Laprairie et Napierville; O'Neill, Dr J.J., Roberval, Lac-St-Jean, comté du Lac-St-Jean; Ouellet, Dr G.-A., St-Casimir, Portneuf, comté de Portneuf et partie de Champlain comprenant La Pérade, Batis-can, St-Prosper, St-Adelphe, Ste-Geneviève, St-Stanislas, Hérouxville, Ste-Tite, et Ste-Thècle; Rainville, Dr J.-H., 27 rue Mondor, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe; Rajotte, Dr Arthur, Drummondville, comtés de Drummond et Yamaska; Rajotte, Dr G.-H., l'Assomption, comté de l'Assomption; Rajotte, Dr H.-A., Sorel, Richelieu, comté de Richelieu; Richer, Dr Emile, Weedon, Wolfe, partie de Wolfe comprenant les paroisses de Weedon, St-Raymond, St-Gérard, Garthby, Stratford, D'Israéli, Ham-Sud, Marbleton, St-Adrien de Ham, Plamondon's Hill, St-Camille, Lingwick et Gould dans Compton; Rivard Dr R., Gentilly, Nicolet, comté de Nicolet; Robert, Dr A., St-Gabriel de Brandon, Berthier, comté de Berthier; Roy, Dr C., Thetford-Mines, Mégantic, partie de Mégantic, comprenant les paroisses de Thetford-Mines, Robertson, Saint-Cœur-de-Marie, St-Antoine, West Broughton, Leeds, Kenner's Mills, Irlande Sud, Black-Lake, Coleraine, St-Méthode, St-Joseph,

Lemesurier, Salaberry, Maple Hill et Windsor Mills, cantons d'Astock et Price dans Frontenac; Shannon, Dr John-T., Bedford, Missisquoi, comté de Missisquoi; St-Armand, Dr Hector, 915 St-Vallier, Québec, comtés de Québec, Montmorency et Charlevoix; Tétreault, Dr H.-R., St-Césaire, Rouville, comté de Rouville; Touchette, Dr J.-O. Lachute,, Argenteuil, comté d'Argenteuil; Turgeon, Dr Elie, Montmagny, comté de Montmagny moins les paroisses de St-Fabien, Ste-Lucie et Daaquam, comté de Bellechasse moins les paroisses de Beaumont, St-Charles, St-Michel, La Durantaye, Boyer, St-Vallier, Honfleur, St-Magloire, Ste-Sabine et St-Camille; Veilleux, Dr J.-M., St-Georges-Est, Beauce, partie du comté de Beauce comprenant les paroisses de Beauce Jct., St-Frédéric, Tring-Jct., St-Victor, St-Ephrem, St-Honoré, Shenley, B. Hamel, St-Benoit, St-Georges, St-Joseph, St-François, Jersey Mills, B. Bolduc, St-Théophile, Armstrong, St-Côme, St-Zacharie et Ste-Aurélié, partie de Frontenac comprenant St-Evariste, St-Hilaire et St-Gédéon, partie de Dorchester comprenant St-Prosper, Guindon, Ste-Rose, Résignan, St-Louis, St-Cyprien, St-Benjamin, B. Morisset, St-Odilon, Fir Grove, Cranbourne, Ste-Justine et Ste-Germaine, partie de Montmagny comprenant St-Fabien, Ste-Lucie, Daaquam, partie de Bellechasse comprenant St-Magloire, Ste-Sabine et St-Camille; Veilleux, Dr Pierre, Lac-Mégantic, Frontenac, comté de Frontenac moins St-Evariste, St-Hilaire, St-Gédéon et cantons d'Astock et Price; Viau, Dr A., St-Jean, comté d'Iberville.

4 et 6.—Bélanger, Dr J.-A. 3,007, 75; Bigras, Dr J.-Y. 2,804, Besner, Dr Jean, 931, 50; Canuel, Dr J.-L. 1,713, 112; Champagne, Dr Eug. 1,929, 77; Champagne, Dr F. 4,738, 80; Charlebois, Dr J.-E. 166, 1; Cherrier, Dr Alf. 1,197, 63; Dubois, Dr J.-P. 1,145, 18; Duchesne, Dr T.-R. 1,123, 207; Dufresne, Dr Alf. 2,389, 132; Dupré, Dr A. 2,203, 96; Durocher, Dr Ed. 8,710, 52; Fortier, Dr J.-A. 3,435, 113; Fortin, Dr F. 1,104, 108; Gariépy, Dr G.-E. 2,150, 37; Gariépy, Dr Victor, 2,679, 120; Décary, Dr C.-A. 754, 55; Gingras, Dr Ed. 3,301, 163; Grignon, Dr L.-M. 527, 1; Grothé, Dr J.-D.-M. 4,456, 77; Guérin, Dr J.-M. 2,813, 8; Jasmin, Dr J.-S. 4,413, 632; Jasmin, Dr L.-P. 3,351, 146; Jacques, Dr J.-M. 1,485, 9; Labelle, Dr E.-C. 1,312, 3; Labelle, Dr Gust. 2,863, 160; Lafèche, Dr O.-R. 460, 2; Lajoie, Dr L.-G. 2,366, 1; Leblanc, Dr H.-A. 119, 7; Major, Dr J.-O.-A. 1,435, 56; Massé, Dr J.-A. 7,965, 77; Marcil, Dr E. 1,257, 5; O'Neill, Dr J.-J. 5,492, 544; Ouellet, Dr G.-A. 1,402, 34; Rainville, Dr J.-H. 335, 19; Rajotte, Dr Arthur, 3,304, 113; Rajotte, Dr G.-H. 4,517, 323; Rajotte, Dr H.-A. 2 285 15; Richer Dr Emile, 2,254, 39; Rivard, Dr R. 2,765, 19; Robert, Dr A. 1,497, 11; Roy, Dr C. 3,307, 20; Shannon, Dr J.-T. 2,113, 49; St-Amand, Dr H. 494, 36; Tétreault, Dr H.-R. 2,040, 79; Touchette, Dr J.-O. 5,305, 4; Turgeon, Dr Elie, 4,692, 180; Veilleux, Dr J.-M. 2,175, 114; Veuilleux, Dr Pierre, 1,169; Viau, Dr A. 2,338, 55;

5. La réponse à cette question exigerait beaucoup de recherches et la transcription de 10,000 noms, avec adresses.

7. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître les noms et adresses des personnes dont les animaux ont été condamnés comme tuberculeux.

Question par M. Lafleur.—1. Quels sont: *a.* les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre les cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 9 février 1927 jusqu'à date; *b.* Quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

Réponse par l'honorable M. David:

1, 2 et 3.—

Nom	Date	Profession	Professeur	Etudes
H. Pichette.....	10-5-27..	Médecin.....	Professeur...	Bactériologie.
R. Amyot.....	11-8-27..	".....	".....	Médecine.
R. Archambault.....	".....	".....	".....	".....
M. Caron.....	".....	Avocat.....	Non.....	Economie politique.
G. Caisse.....	".....	Médecin.....	".....	Orthopédie.
J. Gosselin.....	".....	".....	Professeur...	Electro-Radiologie.
J.-A. Joannette.....	".....	".....	".....	Bactériologie.
P. Larochelle.....	".....	".....	Non.....	Ophthalmologie.
W. Laverdière.....	".....	Prêtre.....	Professeur...	Géologie-Minéralogie.
P. Leduc.....	".....	Violoniste.....	Non.....	Musique.
R. Lemieux.....	".....	Médecin.....	Professeur...	Chimie-Médicale.
A. Noël.....	".....	Htes-Etudes.....	Non.....	Htes Etudes Commerciales.
R. Pomerleau.....	".....	Agronome.....	".....	Mycologie.
C.-T. Teakle.....	".....	Littérateur.....	".....	Histoire.
E.-E. Watson.....	5-10-27..	Médecin.....	".....	Electro-Radiologie.
G. Lafresnière.....	12-10-27..	Médecin.....	Professeur...	Maladies des enfants.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie la mardi 31 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Tremblay, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose les documents suivants sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 31 janvier 1928.

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet du lot No 30 dans le quatrième rang Patton, depuis le mois de juin 1926. (*Document de la session No 44*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 31 janvier 1928.

Copie de toutes correspondances, requêtes, etc., adressées au gouvernement par Monsieur Ermel Fournier et Monsieur Joseph Martin, de Saint-Cléophas, au sujet de travaux de voirie depuis 1926.

(*Document de la session No 45*).

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill No 138 intitulé: "Loi validant le règlement No 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau."

Bill No 119 intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie "Yukon Loan & Trust."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 148) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec and Northern Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 9 FÉVRIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Bouchard, secondé par M. Bullock, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Drummondville et autres demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, la dite pétition est présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 96.—Loi validant un bill concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Bill 124.—Loi ratifiant le titre de "St. Lawrence Paper Mills, Limited", à certaine propriété et certains droits.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 112.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Bill 97.—Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.

M. Ouellet, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité s'est réuni ce matin sous la présidence de M. Ouellet, et a discuté d'une manière générale la question de l'Agriculture, et il est proposé par M. Lamoureux, secondé par M. Saurette, que M. le président Ouellet et M. Authier, soient délégués auprès de l'officier en loi du gouvernement de la province de Québec pour s'enquérir—

a. des moyens à prendre pour obtenir que les actes d'hypothèque en vertu de la loi du Prêt Agricole puissent être consentis sans le ministère des notaires;

b. de la portée du paragraphe 3 de l'article 8 de la loi du Prêt agricole canadien concernant les caisses populaires Desjardins.

Ordonné que M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Quelles ont été: a. les dépenses; b. les recettes du restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1er mai 1926 au 30 avril 1927?

2. Même question, du 30 avril 1927 à date?

Réponse par l'honorable M. Nicol.:

1. a. \$7,862.74; b. \$2,120.63.

2.a. \$1,636.23; b. Aucune.

Question par M. Guertin.—1. Quel est le registraire à Montmagny?

2. Quand a-t-il été nommé et sur la recommandation de qui?

3. Quel est son traitement?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. M. Emile Boulanger.

2. 18 septembre 1924; sa compétence: il avait été registraire conjoint.

3. Il est payé par honoraires.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 29) intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 31 janvier dernier:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en Comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Asssembl e législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 4, intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés".

Bill No 6, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure".

Bill No 15, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe."

Bill No 16, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse".

Bill No 17, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny".

Bill No 76, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen."

Bill No 78, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas Victorien Barré à la pratique du droit".

Bill No 92, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E. Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de l'Agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil."

Bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile."

Bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination de vérificateurs des comptes pour certaines municipalités."

Sur la motion de M. Dansereau, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 88) intitulé: “Loi concernant Rodolphe Moreau, relativement à l’exercice de ses droits civiques”, a été rejeté, les droits ordinaires que le promoteur de ce bill a payés lui soient remboursés après déduction de tous frais d’impression et de traduction.”

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 126) intitulé: “Loi constituant en corporation “The Quebec Labrador Railway Company”.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Sur la motion de l’honorable M. Taschereau, secondé par l’honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s’ajournera, aujourd’hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

VENDREDI 10 FÉVRIER 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Question par M. Lafleur.—Combien a rapporté en 1926-27 chacune des différentes sources de revenus qui forment les recettes pour “Terres de la Couronne” apparaissant à la page 6 des Comptes Publics 1926-27?

Réponse par l’honorable M. Perrault:

Principal et intérêts.	\$ 64,562.29
Honoraires de certificats et d’enregistrements. . . .	3,191.22
Remboursement pour lots défrichés et bâtis. . . .	517.31

\$ 68,270.82

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 13) intitulé: “Loi confirmant le règlement No 89 du village de Thurso”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: “Loi concernant les biens de la succession de feu l’honorable Charles-Séraphin Rodier”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à "The Arthabaska Clothing Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie "King Edward Park & Amusement Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance. .

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé "Loi concernant L'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-D'Arc".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi valiant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le titre de "St. Lawrence Paper Mills, Limited", à certaine propriété et certain droit".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 114) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

MARDI 14 FÉVRIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que tous les règlements se rapportant aux avis, à l'introduction, à la réception et à l'examen des pétitions pour l'introduction de bills privés, sauf ceux qui se rapportent aux droits à payer, soient suspendus; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant que sa charte la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 200, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la dite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Poulin, en conséquence, présente un bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Gagnon (Maskinongé), il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus; et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Berthier demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre elle et "Log Supply Company, Limited", et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

En conséquence, la dite pétition est présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 42.—Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile.

Bill 87.—Loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro cent trente du cadastre du village de la Côte des Neiges.

Bill 119.—Loi modifiant la charte de "The Yukon Loan & Trust Company".

Bill 115.—Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine, pour accorder une commutation de taxes à la compagnie "Canadian International Paper Company".

Et avec amendements, le bill suivant:

Bill 120.—Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 116.—Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 140.—Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant l'article 44 du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Philps ait la permission de présenter un bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant l'article 413 du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant l'article 36 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—Qu'ont coûté à date, le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'école technique de Montréal?

Réponse par l'honorable M. David:

\$1,044,679.52.

Question par M. Renaud.—1. A combien de municipalités le gouvernement a-t-il fait envoyer des lettres d'avocat au sujet de travaux de voirie?

2. Quelle somme globale représentent les réclamations du gouvernement à date, au sujet de travaux de voirie contre les municipalités auxquelles il a fait envoyer des lettres d'avocat?

3. A combien de municipalités le gouvernement a-t-il intenté des poursuites au sujet de travaux de voirie?

4. Quelle somme globale représentent toutes les poursuites intentées par le gouvernement à date à certaines municipalités au sujet de travaux de voirie?

5. Quelle somme globale représentent les poursuites qui sont maintenant réglées et quel montant total a retiré ou retirera le gouvernement?

6. Quelle somme globale ont coûté ces actions ou poursuites, en frais de cour ou autres: *a.* aux municipalités intéressés; *b.* au gouvernement?

7. Quels sont les noms et prénoms de ceux qui ont agi au dossier comme avocats du gouvernement dans chacune des poursuites intentées par le gouvernement à ces municipalités au sujet de travaux de voirie et à quelle étude ou raison sociale appartenait chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Deux cent six.

2. \$1,261,268.22.

3. Trois cents.

4. \$802,338.26.

5. Montant des règlements, \$426,872.16; montant total retiré sur ces règlements, \$373,431.86; montant à retirer sur ces règlements, \$53,440.30.

6. *a.* \$5,220.73; *b.* \$32,851.40.

7. John G. Ahern, de Markey, Skinner & Ahern; Aimé Leblanc, de Leblanc, Plante & Leblanc; Louis-A. Talbot, C.R.; Laetare Roy; J.-Alexandre Legault, C.R.; Edouard Gaudreault; Armand Sylvestre; François Lajoie, C.R., de Lajoie & Lajoie; Lucien Dugas; J.-Wilfrid Ste-Marie, C.R.; Stanislas Poulin, C.R., de Poulin & Sabourin; Eugène Rivard; Oscar Drouin, C.R., de Drouin & Drouin; Vincent Dupuis, de Dupuis et Venne; H.-A. Fortier, C.R., de Fortier & Major; Amédée Caron, de Casgrain & Caron; Wilfrid Lalonde; Léonce Cliche; Léon Casgrain, C.R., de Casgrain & Lizotte; E. P. McCabe; Albert Berthiaume; Léopold Désilets, de Fortier & Désilets; Onésime Tremblay; Thomas Lefebvre; Oscar-L. Boulanger, de Boulanger & Marquis; Antoine Chauvin, C.R.; J.-A. Thouin, C.R., de Brodeur & Thouin; Léopold Pinsonnault.

Question par M. Blain.—1. Y a-t-il eu des plaintes contre l'administration du protonotaire du district de Bedford depuis 3 ans?

2. Dans l'affirmative, quelle en était la nature?

3. Le gouvernement a-t-il fait vérifier les livres dudit protonotaire?

4. Dans l'affirmative, a-t-on trouvé un déficit et lequel?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Non.

2.

3. Non.

4.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un étant montrant: 1. Quelle quantité d'avoine le ministre de la Colonisation a-t-il fait distribuer gratuitement aux colons de notre province: *a.* en 1926; *b.* en 1927; 2. Quelles variétés; 3. Dans quels comtés et à qui?

Question par M. Renaud.—1. Qu'a coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités la construction des 9,148 milles de chemins améliorés de la province?

2. Combien de milles de ces chemins ont dû être refaits?

3. Qu'a coûté la réfection: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

4. Qu'a coûté l'entretien et la réparation: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. *a.* \$53,934,945.83; *b.* emprunts, \$5,413,043.86; subventions, \$4,399,920.15.

2. Des revêtements de surfaces ont été faits sur 1101.32 milles.
3. a. \$8,703,564.60; b. \$1,112,224.25.
4. a. \$13,096,890.42; b. \$1,971,547.69.

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le nombre des employés de la Prison de Bordeaux qui bénéficient de l'assurance-groupe?

2. Quel est le nombre de ceux qui n'en bénéficient pas?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 5.
2. 100.

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le nombre des employés du greffier de la paix à Montréal qui bénéficient de l'assurance-groupe?

2. Quel est le nombre de ceux qui n'en bénéficient pas?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 29.
2. 36.

Question par M. Tremblay.—Combien de prisonniers ont laissé la Prison de Bordeaux, le 16 mai 1927 ou la semaine précédant le 16 mai 1927, avant l'expiration totale de leur terme?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le 16 mai 1927: aucun; La semaine précédant le 16 mai 1927: deux prisonniers libérés sur "ticket of leave" par le Gouverneur général.

Question par M. Tremblay.—1. Un nommé Pierre Valois a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date?
3. Quelles étaient ses attributions?
4. Dans quel bureau était-il employé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.
2. Depuis le 9 juillet 1921.
3. et 4. Constable au bureau du grand constable à Montréal.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 52) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 31 janvier dernier: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Crépeau:

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en constatant que le gouvernement adopte en partie, bien que tardivement, la politique préconisée par la loyale opposition de Sa Majesté, au sujet de la réduction de la dette publique, de la voirie, de l'industrie, du crédit agricole;

Cette Chambre regrette qu'il n'ait encore rien fait pour assurer:

a. Une administration de la justice plus effective, plus expéditive et moins coûteuse;

b. Une politique énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le repatriement des nôtres;

c. Un inventaire national et des statistiques plus complètes et plus exactes, de manière à pouvoir mieux connaître notre situation;

d. Une exploitation plus rationnelle de nos richesses naturelles en vue de protéger plus efficacement notre patrimoine national;

e. Une plus juste répartition des impôts et des charges publiques.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 15 FÉVRIER 1928

Prière.

Sur la motion de M. Power, secondé par M. Thériault, il est—

Ordonné que toutes les règles de la Chambre concernant les avis, la présentation et la réception de pétitions pour la présentation des bills privés, sauf celles qui se rapportent au paiement des honoraires soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'hôpital Jeffrey Hale, de la cité de Québec, demandant de modifier sa charte, 29 Victoria, chapitre 106 et la loi qui la modifie, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 151, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital de Jeffrey Hale de la cité de Québec".

En conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Power, en conséquence, présente un bill (No 151) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital de Jeffrey Hale de la cité de Québec", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 30.—Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil.

Et avec des amendements les bills suivants:

Bill 98.—Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.

Bill 134.—Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la "Montreal Light, Heat & Power Company", pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz.

Bill 143.—Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain.

M. Roy, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après.

De la Cie de Téléphone Bell du Canada, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation".

De la ville de Drummondville et des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Drummondville dans le comté de Drummond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de ladite ville et une résolution des dits Commissaires d'Écoles, concernant le "Manoir Drummond, Limited".

M. Thériault, du comité des Chemins, de fer et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 148.—Loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que le nom de M. Frigon soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport de la Commission d'Enquête sur la situation des écoles catholiques de Montréal, 26 février 1926—1er décembre 1927.

(Document de la session No 46).

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 149) intitulé: "Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des Commissaires d'Écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 147) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Crépeau.—1. Quels ont été les droits perçus, dans le comté de Sherbrooke, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

2. Quels ont été les droits perçus dans le comté de Sherbrooke, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la Loi des licences de Québec, chaque année, depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

3. Quel a été le revenu, dans le comté de Sherbrooke, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur les dits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec, chaque année, depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus dans le comté de Sherbrooke, chaque année, depuis que tels droits ont été imposés ?
 5. Mêmes questions pour le comté de Stanstead ?
 6. Mêmes questions pour le comté de Richmond ?
 7. Mêmes questions pour le comté de Wolfe ?
 8. Mêmes questions pour le comté de Compton ?
 9. Mêmes questions pour le comté de Frontenac ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

COMTÉS	Du 1er sept. 1921 au 30 juin, 1922	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
Sherbrooke:						
1.—	677.80	1,285.90	86.66	673.09	1,108.00	869.56
2.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
3.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
4.—	7,362.72	11,554.60	11,917.19	10,285.13	10,969.89	12,490.40
Stanstead:						
1.—	395.00	244.00	160.00	185.00	487.50	350.00
2.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
3.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
4.—	462.10	2,598.60	1,046.99	1,893.52	2,092.31	2,457.20
Richmond:						
1.—	35.00	269.96	201.00	92.00	120.00	111.00
2.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
3.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
4.—	134.48	316.75	325.86	566.23	364.63	892.02
Wolfe:						
1.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
2.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
3.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
4.—	.85	..Aucun..	..Aucun..	..Aucun..	1.85	..Aucun..
Compton:						
1.—	..Aucun..	85.00	..Aucun..	55.00	125.00	193.00
2.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
3.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
4.—	..Aucun..	..Aucun..	..Aucun..	..Aucun..	113.50	290.72
Frontenac:—						
1.—	45.00	..Aucun..	..Aucun..	..Aucun..	124.80	62.40
2.—	.....	.....	.....	Aucun.....	.....	.....
3.—	.....	.....	.....	.....	.....	.....
4.—	..Aucun..	..Aucun..	..Aucun..	..Aucun..	298.99	80.00

Question par M. Tremblay.—1. Combien y a-t-il d'employés à la Prison de Bordeaux ?

2. Sur ce nombre combien sont des employés permanents ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 105.

2. 70.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant l'article 413 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé à la motion dont la Chambre a été saisie le mardi 31 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides), lequel amendement était comme suit:

"Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en constatant que le gouvernement adopte en partie, bien que tardivement, la politique préconisée par la loyale opposition de Sa Majesté, au sujet de la réduction de la dette publique, de la voirie, de l'industrie, du crédit agricole;

Cette Chambre regrette qu'il n'ait encore rien fait pour assurer:

a. Une administration de la justice plus effective, plus expéditive et moins coûteuse;

b. Une politique énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le rapatriement des nôtres;

c. Un inventaire national et des statistiques plus complètes et plus exactes, de manière à pouvoir mieux connaître notre situation;

d. Une exploitation plus rationnelle de nos richesses naturelles en vue de protéger plus efficacement notre patrimoine national;

e. Une plus juste répartition des impôts et des charges publiques".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur le demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay,—9.*

CONTRE:

*Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bouchard,
Bouthillier,*

*Bullock,
Cantin,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Daniel,,
Dansereau,
David,*

Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Francœur,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,

McDonald,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Oliver,
Ouellet,
Papineau,
Perrault,
Phaneuf,
Philps,
Piché,
Pilon,
Plante,
Poulin,
Power,
Reed,
Rochette,
Roy,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Vautrin.—64

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1927 (Opérations de 1926).

(Document de la session No 47).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 16 FÉVRIER 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 82.—Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup.

Bill 109.—Loi modifiant la charte du Crédit Général du Canada.

Bill 131.—Loi constituant en corporation la "Morgan Trust Company".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 135.—Loi permettant à Mario-Emile Lattoni, B. A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 7, intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn"

Bill 8, intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie".

Bill 9, intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi".

Bill 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des musées de la province".

Bill 27, intitulé: "Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi".

Bill 79, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Moriss B. Signer à la pratique du droit, après examens".

Bill 84, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen".

Bill 85, intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec".

Bill 86, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens".

Bill 93, intitulé: "Loi concernant "The Engineers' Club of Montreal"

Bill 95, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier, comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis".

Bill 102, intitulé: "Loi modifiant la charte de "Le Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières".

Bill 104, intitulé: "Loi modifiant la charte de "The North Shore Power Company".

Bill 105, intitulé: "Loi changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal".

Bill 122, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 90, intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Tifereth Israel".

Bill 94, intitulé: "Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.

Bill 125, intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Knases Bnai Israel".

Bill 137, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Baptist Church".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 90) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Tifereth Israel", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 94) intitulé: "Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congregation Knases Bnai Israel", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Baptist Church", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant l'article 36 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tous documents, contrats, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, au sujet d'un contrat accordé à l'"Imperial Oil Co", pour l'entretien et la réfection de chemin dans la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache, en 1927.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que tout transfert, vente ou cession fait par l'intermédiaire d'une personne faisant, dans la province, le commerce de courtier, sera censé fait ou mis à effet dans la province, à moins que le trésorier de la province ne certifie que le contraire a été établi à sa satisfaction.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill, est en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, le bill suivant:

Bill 89, intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu maintenant une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au changement de chef-lieu du district de Pontiac".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, pour assurer le coût de la construction des palais de justice et prison pour le district judiciaire de Pontiac, à Campbell's Bay, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme ne devant pas excéder cent soixante-quinze mille dollars au lieu de la somme de cent mille dollars fixée par la section 3 de la loi 13 George V, chapitre 16.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

La motion "Que cette résolution soit maintenant lue une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que la dite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la loi relative au changement de chef-lieu du district judiciaire de Pontiac".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la loi relative au changement de chef-lieu du district judiciaire de Pontiac".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 39, intitulé: "Loi concernant le palais de justice du district de Québec".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault, informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de huit cent mille dollars, le coût des travaux nécessaires qui ont été autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour restaurer et améliorer l'ancienne partie du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, suivant des plans et devis qui ont été approuvés de la même manière.

Résolu, 2.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tout ou partie du montant ci-dessus

mentionné, d'autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout ce montant de huit cent mille dollars au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Résolu, 3—Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, annuellement ou semi-annuellement à un ou aux endroits qu'il indiquera.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi concernant le palais de justice du district de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra édicter un tarif des honoraires pour l'examen des chaudières à vapeur neuves ou usagées, et de leurs accessoires, par les examinateurs nommés en vertu de l'article 3 de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1925, chapitre 184).

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois et une seconde et adoptée.

Ordonné que la dite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi concernant L'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi autorisant la radiation d'une hypothèque

affectant le lot numéro cent trente du cadastre du village de la Côte des Neiges”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: “Loi modifiant la charte de la compagnie “Yukon Loan & Trust”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 115) intitulé: “Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie “Canadian International Paper Company”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “Que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: “Loi modifiant la charte de “Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal”.

En conséquence la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: “Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie, de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Bill (No 151) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital de Jeffrey Hale de la cité de Québec".

Bill (No 147) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 149) intitulé: "Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des Commissaires d'Écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond, Limited".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Sauvé.—1. Quand ont été commencées les réparations au Palais de Justice   Québec ?

2. Quel est le coût actuel de ces réparations ?

3. Quand seront-elles terminées ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault.

1. En juin, 1927.

2. \$341,124.01.

3. En septembre, 1928.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heure du matin.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 17 FÉVRIER 1928

Onze heures du matin.

Prière.

M. le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur-suppléant prend place au fauteuil, suivant l'article 23 des Règlements.

M. Ouellet, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de référer à la Chambre, le bill suivant:

Bill 11.—Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits.

Votre comité s'est aussi occupé des questions suivantes:

M. le Président Ouellet et M. Authier font part au Comité des renseignements qu'ils ont pris de l'officier en loi du département du procureur-général, conformément à la résolution passée à la dernière séance, et il est proposé par M. Authier, secondé par M. Bergeron, que le Comité exprime le vœu que la "Loi relative aux prêts agricoles" en voie de préparation, continue:

a. Une clause permettant que les actes d'hypothèque passée par la Commission du Crédit agricole dans la province soient sous seing privé;

b. Une clause déclarant que les caisses populaires dites caisses Desjardins, sont des sociétés coopératives locales dans le sens du sous-paragraphe C de l'article 8 de la Loi du prêt agricole canadien (fédérale).

Les personnes dont les noms suivent ont été entendues:

MM. Grenier et Richard respectivement sous-ministres de l'Agriculture et de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries; M. Drouin, Président, comité régional du comté de Beauce; M. Oscar Gatineau, sec., général de l'Union catholique des cultivateurs.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 99.—Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales".

L'honorable M. Moreau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Moreau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions ci-après énoncées, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de trente années, à la section féminine de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, désignée sous le nom de "Écoles ménagères provinciales", créée en vertu de la section 30c de la loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'édictée par la loi 6 Édouard VII, chapitre 93, section 1, et maintenue en vigueur par la loi 3 George V, chapitre 93, section 21, une allocation annuelle de deux mille cinq cents dollars.

Résolu, 2.—Que l'octroi de cette subvention sera subordonné à la condition que ladite corporation, les Écoles ménagères provinciales, fasse l'acquisition d'un immeuble pour y donner des cours d'enseignement ménager et que ces cours, au moins équivalents à ceux qu'elle a donnés jusqu'ici, y soient continués, chaque année, pendant ladite période de trente années.

Résolu, 3.—Que cette période de trente années pour laquelle la subvention sera accordée commencera à courir pendant la présente année fiscale 1927-1928, et que la subvention sera versée chaque année après l'adoption de l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur certificat du ministre de l'agriculture attestant que la corporation a rempli les conditions ci-dessus mentionnées, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil annule la subvention pour défaut d'accomplissement desdites conditions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le Bill (No 46) intitulé: "Loi concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publiques en général:

Bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant l'article 44 du Code civil".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie "King Edward Park & Amusement Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte du Crédit général du Canada".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Morgan Trust Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi permettant à Mario-Emile Lattoni, B. A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Compagnies de fidéicommissaires. États de comptes annuels pour l'année finissant le 31 décembre 1926.

(Document de la session No 48)

Rapports sur les Compagnies d'assurance 1927. (Opérations de 1926).
(Document de la session No 49)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

MARDI 21 FÉVRIER 1928

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 151.—Loi concernant une propriété de l'Hôpital Jeffrey Hale de la cité de Québec.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendements, le bill suivant:

Bill 149.—Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de la dite ville concernant le "Manoir Drummond Limited".

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant 72a du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, qui est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill 83, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville".

Bill 103, intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Shawinigan Water and Power Company".

Bill 110, intitulé: "Loi changeant le nom de "la Société d'administration générale", (The General Administration Society)".

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le montant total provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* du 1er mai 1926 au 1er mai 1927; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1er mai 1926 au 1er mai 1927; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.: *a.* du 1er mai 1926 au 1er mai 1927; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1er mai 1926 au 1er mai 1927; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1er mai 1926 au 1er mai 1927; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. *a.* \$22,425,136.09; *b.* \$17,330,246.16.
2. *a.* \$1,029,544.98; *b.* \$836,539.72.
3. *a.* \$843,077.05; *b.* \$823,518.03.
4. *a.* \$57,901.00; *b.* \$49,660.80.
5. *a.* \$48,354.36; *b.* \$35,255.51.

Question par M. Lafleur.—Quel est le montant des amendes perçues en 1926-27 en vertu de la Loi des véhicules-automobiles?

Réponse par l'honorable M. Nicol:
\$82,760.16.

Question par M. Tremblay.—1. Un nommé Bruno Bouvrette est-il à l'emploi de la Commission des Liqueurs de Québec?

2. Si oui, depuis quand?
3. Quelle est son occupation?
4. Quel est son salaire?

Réponse par l'honorable M. Nicol:
1. 2. 3. et 4. Non.

Question par M. Tremblay.—1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1927?

2. Combien dans la cité de Québec?
3. Combien dans le reste de la province?
4. Combien de transports de licences de tavernes ont-ils été accordés dans la même année: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?
5. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 313.
2. 63.
3. 237.
4. *a.* 26; *b.* 4; *c.* 30.
5. 41.

Question par M. Crépeau.—1. Depuis la réponse du 1er mars 1927, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans cette province?

2. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?
3. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Deux, pour les comtés réunis de St-Hyacinthe et Rouville et pour le comté de Témiscouata.

2. 1er juin 1927 et 1er janvier 1928.

3. Deux médecins à \$3,000.00; cinq infirmières à \$1,200.00 chacune; deux inspecteurs sanitaires à \$1,500.00; deux sténo-dactylographes, une à \$420.00 et une à \$360.00.

Question par M. Crépeau.—1. Quelle a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: a. pour l'année scolaire 1925-26; b. pour l'année scolaire 1926-27?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province: a. pour l'année scolaire 1925-26; b. pour l'année scolaire 1926-27?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Pour toute la province: a. \$444.; b. compilation pas terminée.

2. Pour chacun des comtés de la province: a. en 1925-26:

Abitibi, \$342.; Argenteuil, \$450.; Arthabaska, \$242.; Bagot, \$274.; Beauce, \$271.; Beauharnois, \$405.; Bellechasse, \$256.; Berthier, \$277.; Bonaventure, \$315.; Brome, \$418.; Chambly, \$449.; Champlain, \$270.; Charlevoix, \$275.; Châteauguay, \$373.; Chicoutimi, \$320.; Compton, \$374.; Deux-Montagnes, \$319.; Dorchester, \$257.; Drummond, \$275.; Frontenac, \$279.; Gaspé, \$302.; Hull, \$488.; Huntingdon, \$483.; Ierville, \$308.; Iles-de-la-Madeleine, \$253.; Jacques-Cartier, \$782.; Joliette, \$280.; Kamouraska, \$222.; Labelle, \$324.; Lac-St-Jean, \$327.; Laprairie, \$334.; L'Assomption, \$282.; Laval, \$471.; Lévis, \$299.; L'Islet, \$233.; Lotbinière, \$266.; Maskinongé, \$267.; Matane, \$264.; Matapédia, \$263.; Mégantic, \$282.; Missisquoi, \$364.; Montcalm, \$303.; Montmagny, \$276.; Montmorency, \$311.; Montréal, cité, \$1,174.; Napierville, \$314.; Nicolet, \$211.; Papineau, \$381.; Pontiac, \$506.; Portneuf, \$278.; Québec, cité, \$678.; Québec, comté, \$333.; Richelieu, \$256.; Richmond, \$354.; Rimouski, \$262.; Rouville, \$328.; Saguenay, \$325.; Shefford, \$318.; Sherbrooke, \$723.; Soulanges, \$371.; Stantead, \$404.; St-Hyacinthe, \$284.; St-Jean, \$355.; Sr-Maurice, \$273.; Témiscamingue, \$248.; Témiscouata, \$274.; Terrebonne, \$349.; Trois-Rivières, cité, \$531.; Vaudreuil, \$373.; Verchères, \$287.; Westmount, \$1,303.; Wolfe, \$294.; Yamaska, \$204.

Question par M. Tremblay.—1. Depuis combien de temps la charge de régistrateur est-elle vacante à Roberval?

2. Qui remplit cet office depuis la mort de M. Louis Lindsay et qui retire les émoluments?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 18 novembre 1923.

2. Le député-régistrateur, M. Georges Lévesque.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill (No 52) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à construire un pont sur la rivière Richelieu, devant relier la municipalité de la ville de Sorel à la municipalité de Saint-Joseph de Sorel, dans ou près de leurs limites, à l'endroit le plus favorable pour la route Lévis—Saint-Lambert, avec les chemins d'approche ou autres travaux nécessaires, le tout à un prix n'excédant pas huit cent mille dollars.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, piliers, approches ou autres travaux nécessaires, et que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par les présentes résolutions sera soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

Résolu, 3.—Que, pour payer la construction du pont et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions autorisés par les articles 1 et 2 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, le trésorier de la province pourra payer à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des travaux publics et du travail, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de huit cent mille dollars.

Résolu, 5.—Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Résolu, 6.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 7.—Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la deuxième des présentes résolutions ainsi que le coût de construction du dit pont, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier et remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois et une seconde et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 59, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que, à compter du 1er avril 1928, aucune personne ne pourra, dans cette province, acheter de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalent à cinq centins par gallon, mesure impériale, au lieu du droit de trois centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36).

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

La Commission des Eaux Courantes de Québec, rapport annuel 1927.
(Document de la Session No 17)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 112, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme".

Bill 113, intitulé: "Loi confirmant le règlement No 89, du village de Thurso".

Bill 121, intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à "The Arthabaska Clothing Company".

Bill 124, intitulé: "Loi ratifiant le titre de "St. Lawrence Paper Mills Limited", à certaine propriété et certain droit".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 113) intitulé: "Loi confirmant le règlement No 89, du village de Thurso", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 121) intitulé: "Loi ratifiant le règlement 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à "The Arthabaska Clothing Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le titre de "St. Lawrence Paper Mills Limited", à certaine propriété et certain droit" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 22 FÉVRIER 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 51.—Loi modifiant l'article 44 du Code civil.

Et avec amendements:

Bill 138.—Loi validant le règlement numéro 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 108.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission Métropolitaine de Montréal.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier".

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois et que le titre soit: Loi modifiant la loi concernant le Bureau central des Écoles protestantes quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 148) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec and Northern Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 149) intitulé: "Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant la "Manoir Drummond, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 151) intitulé: "Loi concernant une propriété de l'hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Blain propose, secondé par M. Guertin:

Que cette chambre invite le gouvernement du Canada à étudier de nouveau la Loi des faillites et à la faire modifier de façon à ce que l'hypothèque judiciaire, en matière de faillites, soit soumise aux lois civiles de la province de Québec.

Que le greffier transmette cette résolution au Premier Ministre du Canada.

La motion est mise en délibération, et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances et de tous documents, contrats, correspondances, etc., entre le ministère de la Voirie et toute personne au sujet de l'ouverture d'une route entre Sainte-Lucie et Sainte-Apolline, dans le comté de Montmagny.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 172) intitulé "Loi modifiant les Statuts Refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Gault:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite les noms sont appelés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—10.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bouchard,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Daniel,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,*

*Dugas,
Farand,
Fortier,
Francœur,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,*

McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Oliver,
Papineau,
Perrault,
Phaneuf,
Philps,
Piché,

Pilon,
Plante,
Power,
Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—63.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 52) intitulé: "Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu".

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Voirie".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les deniers nécessaires pour mettre à exécution la Loi de la voirie (Statuts refondus, 1925, chapitre 91,) seront pris:

1° A même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins;

2° A même les deniers que le trésorier de la province peut être autorisé, par arrêté en conseil, à prendre sur le fonds consolidé du revenu pour les fins de ladite Loi de la voirie:

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Voirie".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (no 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Voirie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi concernant une certaine subvention aux écoles managères provinciales".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant l'article 72a du Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 23 FÉVRIER 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 80.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Bill 129.—Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921.

Bill 142.—Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendements, le bill suivant:

Bill 147.—Loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation".

Et avec des amendements:

Bill 200.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Charbonneau, président *pro tempore* du Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, a l'honneur de soumettre à Votre Honorable Chambre son cinquième rapport comme suit:

Votre comité s'est de nouveau réuni ce matin sous la présidence de M. Charbonneau, et a décidé de déléguer MM. Fortier, Lafrenière et Lemieux (de Wolfe), auprès de l'officier en loi du département du procureur général, aux fins d'obtenir de plus amples informations au sujet de la loi relative au prêt agricole, actuellement en voie de préparation, et de discuter particulièrement de l'opportunité de nommer un notaire membre de la Commission du prêt agricole.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la loi des colporteurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance,

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Quel est le coût total du sablage ou gravelage du chemin dit de la Rivière-aux-Ortis, dans la paroisse de Pierreville, comté d'Yamaska?

2. Le gouvernement devait-il contribuer pour 50% du coût d'amélioration?

3. Dans la négative, quelle devait être la contribution du gouvernement?

4. Quelle somme a déjà payée le gouvernement pour la dite amélioration et quelle somme lui reste-t-il à payer?

5. Qu'attend le gouvernement pour régler définitivement cette affaire?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Selon l'ingénieur du département de la voirie, le coût des travaux d'ensablage exécutés en 1927 dans la paroisse de St-Thomas-de-Pierreville, sur le chemin de front du rang St-Jacques, est de \$2,219.49.

2. Des octrois à 50% jusqu'à concurrence de \$850.00 avaient été promis.

3. Répondu au No 2.

4. La somme de \$850.00 a été payée en entier.

5. Le conseil municipal n'ayant pas voulu accepter les comptes approuvés par l'ingénieur du département de la voirie, l'affaire est considérée comme étant réglée.

Question par M. Crépeau.—1. Combien a coûté le relèvement de la chaussée sur la route régionale à l'endroit appelé Rocher-Percé, entre Chambord et Desbiens?

2. Qui a payé les frais de ces travaux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement l'ignore.

2. La "Quebec Development Company".

Question par M. Crépeau.—1. Combien ont coûté les terrassements faits pour la route régionale le long de la rivière Péribonka?

2. Qui a payé les frais de ces travaux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement l'ignore.

2. La "Quebec Development Company".

Question par M. Tremblay.—1. Combien a coûté la reconstruction du chemin du rang quatre, canton Parent, affecté par l'inondation?

2. Qui a payé les frais de ces travaux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$89,012.04 y compris les ponts et les terrassements.

2. 50% payé par la "Quebec Development Company" et 50% par le département de la voirie.

Question par M. Sauvé.—Quelle quantité de bois de pulpe a été exportée de la province de Québec aux Etats-Unis: a. en 1925; b. en 1927?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. a. En 1925, 710,086 cordes; b. en 1927, statistiques incomplètes.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 50) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

La motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois est soumise à la Chambre.

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin: "que le bill ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité des bills publics en général".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

*Authier,
Bercovitch,
Blain,
Cohen,
Delisle,
Dillon,
Duplessis,
Gault,
Gauthier,
Guertin
Lafleur,*

*Lahaie,
Lapierre,
Oliver,
Papineau,
Poulin,
Power,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay,
Vautrin.—22*

CONTRE

Messieurs :

*Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Bouchard,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
Desmarais,
Dufour,
Farand,
Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Galipeault,
Lamoureux,
Laperrière,*

*Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Perrault,
Phaneuf,
Philps,
Pilon,
Plante,
Rochette,
Roy,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thurber.—40*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est de nouveau mise en délibération.

M. Bédard propose par voie d'amendement, secondé par M. Cantin :

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Blain,
Bouchard,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
Delisle,
Dufour,
Duplessis,
Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Galipeault,

Lamoureux,
Laperrière,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Moreau (Lac-St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Perrault,
Pilon,
Plante,
Rochette,
Roy,
Saurette,
Sauvé,
Savoie,
Taschereau,
Thériault.—39.

CONTRE

Messieurs:

Bercovitch,
Cohen,
Dillon,
Gauthier,
Lahaie,
Lapierre,

Mercier,
Papineau,
Power,
Tremblay,
Vautrin.—11.

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée est adoptée.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les droits de propriétés relatifs aux véhicules automobiles".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats".

Bill 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

Bill 26, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Bill 30, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil".

Bill 37, intitulé: "Loi modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district de Pontiac".

Bill 39, intitulé: "Loi concernant le palais de justice du district de Québec".

Bill 42, intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile".

Bill 77, intitulé: "Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi validant le règlement No 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé: "Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemin de fer".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 24 FÉVRIER 1928

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

Bill 145.—Loi constituant en corporation l'Exposition Provinciale de Québec, Inc. (Provincial Exhibition of Quebec, Inc.)

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 177.—Loi modifiant l'article 36 du Code municipal.

Et avec amendements:

Bill 175.—Loi modifiant l'article 413 du Code municipal.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Est-il vrai que le gouvernement se serait chargé du coût total de la construction de chemins dans certaines municipalités du comté de Montcalm, depuis 1919?

2. Dans l'affirmative: *a.* dans quelles municipalités; *b.* quelle longueur de chemins a été ainsi construite dans chaque cas; *c.* quel en a été le coût dans chaque cas?

3. Dans la négative, quelles municipalités du comté de Montcalm ont amélioré leurs chemins depuis 1919?

4. Quelle a été: *a.* la part de la municipalité; *b.* du gouvernement dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. Répondu au No 1.

3. et 4.— *Municipalités:* *Emprunts à 2%* *Subventions à 50%*

St-Jacques-de-l'Achigan, paroisse,	\$ 65,296.34	\$ 6,954.15
St-Esprit, paroisse,	71,563.03	5,739.49
St-Alexis, paroisse,	56,217.99	13,482.14
Ste-Julienne, paroisse,	27,260.30	1,818.98
Rawdon, village,	18,555.89	855.07

St-Liguori, paroisse,	1,156.27	883.24
St-Patrice-de-Rawdon, paroisse,	10,727.78	240.60
Conseil de comté,		6,043.53
Ste-Marie-Salomée, paroisse,		5,862.61
Notre-Dame-de-la-Merci,		50.00
Lussier, canton,		300.00
Kilkenny, canton,		456.75
St-Jacques, village,		726.79

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la Loi des colporteurs".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108), intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 147) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant l'article 44 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement: (cadastre) pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 106 du Règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'art musical".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19), intitulé: "Loi concernant les poteaux des services publics sur certains chemins".

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué;

Ordonné que le bill soit retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 81, intitulé: "Loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier".

Bill 96, intitulé: "Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque".

Bill 101, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Bill 144, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 81) intitulé: "Loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque, et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs" et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour services d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante et dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour services forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 28 FÉVRIER 1928

Prière.

M. Roy, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de Berthier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre elle et "Log Supply Company, Limited", est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

En conséquence votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 169) intitulé: "Loi concernant la consolidation et la disposition de certains revenus".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission des services publics."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport de la Commission Royale, chargée de faire enquête sur l'incendie du "Laurier Palace" et sur certaines autres matières d'intérêt général.
(Document de la session No 50).

Question par M. Guertin.—Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois, en 1927, dans les magasins de la Commission des liqueurs, à: a. Valleyfield; b. Hull; c. Sherbrooke; d. Saint-Jean; e. Joliette; f. Trois-Rivières?

Réponse par l'honorable M. Nicol.:

1927	(a) Valleyfield	(b) Hull	(c) Sherbrooke	(d) St-Jean	(e) Joliette	(f) Tr.-Rivières
	Gallons	Gallons	Gallons	Gallons	Gallons	Gallons
Janvier.....	3077.9	10097.1	2896.3	1599.7	1076.2	5397.6
Février.....	3408.8	10263.0	3082.9	1882.2	1144.5	3134.0
Mars.....	2445.8	10629.1	2655.7	1687.1	961.9	3078.1
Avril.....	4028.6	11398.4	3165.0	1942.5	1055.9	4624.6
Mai.....	3932.6	9792.0	2974.3	2111.2	929.0	3761.8
Juin.....	4268.4	7907.0	3151.0	1639.7	1151.3	4463.4
Juillet.....	4385.4	8725.0	3912.3	1049.9	1142.3	4164.1
Août.....	5723.5	8508.1	4981.3	1502.8	1172.9	5142.5
Septembre.....	5887.0	8144.7	4553.4	1226.7	1274.4	4982.5
Octobre.....	6863.8	9559.4	3978.9	1317.5	1433.2	5848.9
Novembre.....	5797.4	7853.2	3593.2	1182.6	1315.7	5092.5
Décembre.....	6723.4	13282.5	8005.1	2761.2	3405.9	11448.3

Question par M. Tremblay.—1. Combien a coûté: *a.* en 1926–27 la mise en vigueur de la Loi des liqueurs; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

2. Quel montant a été dépensé pour détectives et causes: *a.* en 1926–27; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

3. Quel montant a été payé aux avocats de la Commission des liqueurs: *a.* en 1926–27; *b.* du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. *a.* \$477,562.60; *b.* \$342,792.64.

2. *a.* \$450,277.33; *b.* \$317,263.52.

3. *a.* \$27,285.27; *b.* \$25,529.12.

Question par M. Lafleur.—1. Un nommé Oscar Laferrière est-il à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec?

2. Si oui, depuis quand?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2. Non.

Question par M. Gault.—1. Dans quelle partie des comptes publics se trouve le montant de \$305,571 reçu du Gouvernement du Dominion, en 1921, comme aide à la construction des chemins?

2. Même question pour le montant de \$481,962.24, reçu en 1922?

3. Même question pour le montant de \$1,930,647.41, reçu en 1923?

4. Même question pour le montant de \$1,389,748.55, reçu en 1924?

5. Même question pour le montant de \$640,490.61, reçu en 1925?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

Les montants donnés sont ceux perçus du 1er janvier au 31 décembre de chaque année et ne correspondent pas avec les Comptes publics, mais se trouvent compris sous la rubrique : Loi des Bons Chemins 1912, dans les sommes inscrites aux pages suivantes :

1921-22—C.P. Page 8.

1922-23—C.P. Page 8.

1923-24—C.P. Page 22.

1924-25—C.P. Page 24.

1925-26—C.P. Page 7.

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier les titres de propriété relatifs à l'emplacement de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique ?

2. Si oui, à quelle conclusion en est-il venu, et quelle décision a-t-il prise ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. Que cette propriété appartient au gouvernement.

Question par M. Gault.—1. Combien y a-t-il d'inspecteurs, à Montréal, pour la perception du fonds de l'assistance publique ?

2. Quel montant leur a été payé pendant l'année finissant le 30 juin 1927 ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Impossible de répondre à la question, tel que posée.

Question par M. Guertin.—Quels ont été les droits du pauvre perçus dans le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49, chaque année depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique ?

Réponse par l'honorable M. Nicol :

Du 1er sept. 1921 au 30 juin

1922

1922-23

1923-24

1924-25

1925-26

1926-27

\$3,159.11

\$2,055.28

\$4,669.79

\$3,055.62

\$6,107.62

\$6,115.79

Question par M. Blain.—1. Un nommé F. Bond est-il à l'emploi du gouvernement à la prison de Bordeaux ?

2. Si oui, depuis quand ?

3. Quelles sont ses fonctions ?

4. A quel salaire ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.
2. Le 9 décembre 1926.
3. Sergent.
4. \$1,050. par année.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise en délibération,

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Bouchard, secondé par M. Thériault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant l'article 36 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre, se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif le priant de bien vouloir communiquer à l'Assemblée législative un état indiquant:

1. Le nombre de conseillers législatifs qui ont reçu pleine indemnité en 1927;

2. Le nombre de conseillers législatifs qui n'ont reçu qu'une indemnité partielle;

3. Le nom des divisions alors vacantes pour lesquelles aucune indemnité de conseillers législatifs n'a été payée en 1927.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 81) intitulé: "Loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier".

M. Marchand propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 février 1928, pour: Copie d'un état indiquant: 1. Quelle quantité d'avoine le ministre de la Colonisation a-t-il fait distribuer gratuitement aux colons de notre province: *a.* en 1926; *b.* en 1927. 2. Quelles variétés. 3. Dans quels comtés et à qui. (*Document de la session No 51*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 février 1928. Pour: Copie de tous documents, contrats, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, au sujet d'un contrat accordé à

“l’Imperial Oil Co.” pour l’entretien et la réparation de chemin dans la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache en 1927.

(Document de la session No 52).

Rapport de l’Archiviste de la province de Québec, pour 1926–1927.

(Document de la session No 27).

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l’article 106 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 200) intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Montréal”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 145) intitulé: “Loi constituant en corporation l’Exposition provinciale de Québec, Inc.—(Provincial Exhibition of Quebec, Inc)”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Gagnon (Maskinongé), il est—

Ordonné que l’article 516 du règlement soit suspendu; et qu’il lui soit permis de présenter le bill No 150, intitulé: “Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et “Log Supply Company, Limited”, et “World March Corporation, Limited”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Et, alors la Chambre s’ajourne.

MERCREDI 29 FÉVRIER 1928

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu’il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:
Bill 141.—Loi modifiant la charte de la “Beauharnois Light, Heat & Power Company”.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 128, intitulé: “Loi constituant en corporation “The Montreal Terminals” ont déclaré qu’ils désiraient le retirer.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de temps a fonctionné la Commission du Lac St-Jean?

2. Combien de jugements a-t-elle rendus?

3. Combien a-t-elle coûté: *a.* pour salaires; *b.* pour dépenses?

Réponse par l’honorable M. Taschereau:

1. Du 3 mai 1927 au 5 novembre 1927.

2. 50.

3. *a.* \$10,500.; *b.* \$7,667.07.

Question par M. Tremblay.—1. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis qu’elle existe?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas?

Réponse par l’honorable M. Nicol:

1. \$2,035,808.80.

2. Entrepôt de Montréal: \$1,269,683.40; entrepôt de Québec: \$784,125.40.

Question par M. Renaud.—1. L’intérieur de l’aile C de la prison de Bordeaux est-il terminé?

2. Si oui, depuis quand?

3. Combien ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l’aménagement de la prison de Bordeaux?

Réponse par l’honorable M. Galipeault:

1. 2. et 3. Voir journaux de l’Assemblée législative, session 1927, page 177 du volume LXI.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: “Loi modifiant l’article 599 du Code de procédure civile”.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L’ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 99) intitulé: “Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw”.

M. Delisle propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l’adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois, avec changement dans le titre, comme suit: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 200, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

M. Poulin propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Et la motion est soumise à la Chambre.

M. Bercovitch propose par voie d'amendement, secondé par M. Roy:

Que cet ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender en y insérant l'article suivant après l'article 59:

"59a. Nonobstant toute loi ou résolution du conseil de la cité de Montréal à ce contraire, le coût de la construction, de la réfection et du pavage du chemin de la Côte-des-Neiges, entre le boulevard Westmount et la rue Saint-Pascal, restera à la charge de la cité de Montréal seule."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay:

Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender en y insérant l'article suivant; après l'article 6:

6a. L'article 105 de la loi 62 Victoria chapitre 58, tel que remplacé par les lois 4 Édouard VII, chapitre 49, section 3; 1 George V (1911), chapitre 60, section 7; 15 George V, chapitre 92, section 9, et 16 George V, chapitre 71, section 5 est de nouveau remplacé par le suivant:

"105. Six jours au moins avant la votation, le greffier de la cité doit donner avis public, en la manière prévue par la charte de la date de l'élection.

Cet avis doit indiquer les noms, domiciles et occupations des personnes mises en candidature dans l'ordre dans lequel ils sont ou seront imprimés sur les bulletins qui doivent servir à la votation, et cet ordre doit être alphabétique.

L'officier-rapporteur doit en même temps publier des copies imprimées des instructions qui doivent servir à guider les électeurs sur la manière de voter.

[Le greffier de la cité doit, entre le 15 janvier et le 15 mars 1929, et ensuite, tous les huit ans, entre le 15 février et le 15 mars, ouvrir dans chaque quartier de la dite cité, un bureau où les électeurs qui désirent exercer leur droit de suffrage aux élections municipales doivent aller se faire photographier et se procurer une carte contenant telle photographie, leur signature, leurs nom de famille et prénoms, leur occupation, l'adresse de leur résidence, leur âge, leur nationalité, leur allégeance et la

date de leur naturalisation, s'il y a lieu, ainsi que les armes de la ville, et, dans le cas des veuves et des femmes séparées de corps et de biens, le nom de leur mari, vivant ou défunt, ainsi que tous autres renseignements que la cité pourrait, à l'avenir, juger à propos d'ajouter, le tout dûment attesté sous serment; une copie de cette carte, avec tous les renseignements qu'elle contient, devant rester entre les mains du dit greffier de la cité.]

[Le greffier de la cité doit aussi, dans les mêmes délais, faire parvenir, en duplicata, aux électeurs ne résidant pas dans les limites de l'île de Montréal une carte que les dits électeurs doivent signer après en avoir rempli les blancs, après avoir attesté sous serment que les renseignements qu'elle contient sont exacts et y avoir collé leur photographie, et dont ils doivent, dans les délais ci-dessus mentionnés, retourner un double au dit greffier].

[Dans le cas où la carte d'un électeur aurait été détruite ou égarée, cet électeur pourra, pendant les dix jours précédant celui de la nomination, ce jour-là, et les cinq jours suivants se présenter ou écrire, suivant qu'il réside ou non dans les limites de l'île de Montréal, au bureau du greffier de la cité et y signer ou transmettre, suivant le cas, un affidavit attestant que la carte en question a été détruite ou égarée, et le greffier de la cité, doit, sur la foi de cet affidavit, remettre au dit électeur ou lui faire parvenir, suivant le cas, un duplicata de la dite carte].

[Les fonctionnaires du bureau du greffier de la cité ainsi que les personnes que ce dernier chargera de tenir les bureaux ou les électeurs doivent se procurer une carte, tel que ci-dessus indiqué, seront, pendant le temps où la chose sera rendue nécessaire par les dispositions du présent article, autorisée à recevoir les affidavit.]

[Ces cartes seront remplacées tous les huit ans, et le greffier de la cité devra publier tous les ans, en temps opportun, et de la manière prévue par la charte, un avis contenant la liste et l'adresse des bureaux où les électeurs pourront se procurer les dites cartes et tous autres renseignements nécessaires sur la manière dont telles cartes seront remises ou transmises aux électeurs, suivant le cas, ou seront remplacées, s'il y a lieu].

L'officier rapporteur doit, entre le jour de la nomination et le jour de l'élection, tenir, dans chaque quartier, un bureau de renseignements pour les électeurs et envoyer à ces derniers des cartes ou lettres leur indiquant l'endroit où ils doivent voter. Ces cartes ou lettres sont envoyées à l'adresse mentionnée sur la liste électorale ou à tout autre endroit où, dans l'opinion de l'officier-rapporteur, l'électeur peut plus sûrement être atteint. Mais toute erreur ou omission commise par le greffier ou ses représentants relativement à l'envoi de ces avis ne peut en aucune façon invalider l'élection d'un candidat, ni donner lieu à aucun recours soit contre la cité ou contre le greffier de la cité ou ses représentants, le tout à la charge de la cité."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et le rejette.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M.

Guertin: Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender en y insérant l'article suivant, après l'article 46:

46a. Nonobstant toute loi, convention, acte, règlement ou autre disposition à ce contraire, lorsqu'un bâtiment sera construit à l'angle des avenues Sicard Leclaire, Théodore, St-Clément et Viau dans les limites du quartier Maisonneuve, les restrictions quant à la ligne de construction ne s'appliqueront qu'au front du terrain tel que cadastré".

Sur la motion de M. Tremblay et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que l'amendement soit retiré.

Et, alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose sur le bureau, de la Chambre:

Sixième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1926-27. *(Document de la session No 31).*

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 28 février courant: Que le bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail" soit maintenant lu la deuxième fois.

Sept heures et demie du soir.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 1^{er} MARS 1928

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 114.—Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 mars inclusive-ment les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Roy, du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 9 mars prochain inclusive-ment les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 65.—Loi modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.

Sur la motion de M. Roy, secondé par M. Bercovitch, il est—

Ordonné que tous les règlements se rapportant aux avis, à l'introduction, à la réception et à l'examen des pétitions pour l'introduction de bills privés, sauf ceux qui se rapportent aux droits à payer, soient suspendus, afin de lui permettre de présenter la pétition de Evans Duval, fils de Zéphir Duval, de Mont-Laurier, demandant qu'il lui soit permis de vendre et hypothéquer les biens dont il est le dernier des appelés, en vertu du testament de son grand-père, feu Louis Duval, passé à St-Nicolas, Co. Lévis, le 1^{er} février 1906, et ce, pour les raisons qui seront énumérées dans ladite requête.

La pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que l'honorable M. David est la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un Bill (No 69) intitulé: "Loi concernant l'Ordre du mérite scolaire".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lues ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits".

Bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles".

Bill No 32, intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies".

Bill No 46, intitulé: "Loi concernant une certaine subvention aux Écoles ménagères provinciales".

Bill No 51, intitulé: "Loi modifiant l'article 44 du Code civil".

Bill No 59, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

Bill No 119, intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Yukon Loan & Trust Company".

Bill No 120, intitulé: "Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois".

Bill No 135, intitulé: "Loi permettant à Mario-Emile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 97, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

Bill No 111, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

Bill No 115, intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie "Canadian International Paper Company".

Bill No 134, intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz."

Bill No 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 115) intitulé: "Loi ratifiant une résolu-

tion des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie "Canadian International Paper Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 139), intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Lapierre, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 28 février dernier: que le bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail" soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant l'article 413 du Code municipal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelques temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que la Conseil législatif a apportés au bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

M. Lafleur propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, les amendements sont adoptés

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 61), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux".

Bill (No 50), intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

Bill (No 150), intitulé: "Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et "Log Supply Company, Limited" et "World Match Corporation, Limited".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, les bills suivants:

Bill No 44, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie."

Bill No 80, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

Bill No 147, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 82, intitulé: "Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup".

Bill No 138, intitulé: "Loi validant le règlement numéro 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau."

Bill No 140, intitulé: "Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante."

Bill No 143, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière du Loup", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

La Chambre prend en considération le amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 138) intitulé: "Loi validant le règlement numéro 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseils législatif a apportés au bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 28, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que toute personne qui demande l'émission de la licence requise par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour la vente ou l'installation de paratonnerres, devra payer au ministre des travaux publics et du travail, au préalable, un droit de cinquante dollars par licence.

Résolu, 2.—Que la personne à qui la licence aura été émise devra, sur réception d'un avis à cet effet du bureau des examinateurs électriciens, payer au ministre, en sus du droit mentionné dans la résolution précédente, un honoraire équivalant à quatre-vingts centins par cent dollars exigés par cette personne pour la vente ou l'installation des paratonnerres.

Résolu, 3.—Que, si le porteur d'une licence emploie un ou des agents dans cette province, une licence supplémentaire devra être obtenue pour chaque agent, sur paiement d'un droit de trois dollars, payable au ministre des travaux publics et du travail, à condition que tel agent soit domicilié dans la province de Québec.

Résolu, 4.—Que les traitements des employés ainsi que les dépenses pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 5.—Que le produit des droits et des honoraires provenant de la loi qui accompagne les présentes résolutions devra être remis par le ministre, avec un état détaillé, au trésorier de la province, pour faire partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Renaud.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1926-27 jusqu'à concurrence de \$2,036,493.20, tel qu'il apparaît à la page 258 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1927 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Abitibi: Landrienne, \$25.00; La Reine, \$25.00; Beauce: Metgermette, \$10.00; Sacré-Cœur-de-Jésus, \$35.00; St-Côme, \$10.00; Champlain: Grand-Mère, \$204.00; La-Tuque, \$34.85; Parent, \$35.00; Charlevoix: Pointe-au-Pic, \$80.00; Chicoutimi: Bagotville, \$60.00; Chicoutimi, \$100.50; Grande-Baie, \$22.50; Jonquière, \$255.00; Kénogami, \$193.00; Port-Alfred, \$140.04; Compton: Bury, \$10.00; St-Isidore-d'Auckland, \$10.00; Drummond: Drummondville, 167.50; Gaspé: Anse-Pleureuse, \$10.00; Rivière-au-Renard, \$10.00; Hochelaga: Outremont, \$72.50; Iberville: Iverbille, \$37.50; Jacques-Cartier: Côte St-Laurent No 1, \$10.00; Lasalle, \$35.00; Mont-Royal, \$70.00; St-Pierre-aux-Liens, \$173.50; Très-St-Sacrement, \$15.00; Joliette: Grand Rang de Ste-Mélanie, \$10.00; St-Félix-de-Valois, \$10.10; St-Félix-de-Valois, \$10.00; Labelle: Cantons-Unis, \$10.00; Lac-St-Jean: La Barre, \$10.00; Péribonka, \$10.00; St-Félicien, \$20.00; St-Joseph-d'Alma, \$37.50; Laprairie: Laprairie, \$70.00; Delson, \$20.00; Laval: Laval-des-Rapides, \$80.00; Lévis: Charny, \$10.00; Chaudière, \$46.00; Lévis, \$36.25; Lotbinière: Deschailions, \$10.00; Ste-Philomène-de-Fortierville, \$30.00; Matane: Ste-Angèle-de-Mérici, \$20.00; St-Rémi-de-la-Riv.-Métis, \$10.00; Matapédia: St-Benoit-Labre, \$10.00; Ste-Florence, \$10.00; St-Raphael-d'Alberville, \$10.00; St-Vianney, \$10.00; Val-Brillant, \$45.00; Montmorency: St-Tite-des-Caps, \$10.00; Portneuf: Montauban-les-Mines, \$10.00; Québec: Montmorency, \$25.00; Québec-Ouest, \$20.00; Richelieu: Filiatrault, \$20.00; Richmond: Asbestos, \$50.00; Windsor, \$10.00; Saguenay: Les Escoumains, \$35.00; Shefford: Roxton-Pound, \$10.00; Ste-Anne-de-Stukely, \$10.00; Stanstead: Stantead, \$35.00; St-Jean: Lacolle, \$10.00; St-Valentin, \$10.00; St-Maurice: Shawinigan-Falls, \$100.00; Trois-Rivières, \$236.75; Témiscouata: Fraserville, \$68.75; St-Dominique-du-Lac, 20.30; Terrebonne: St-Faustin, \$10.15;

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil et le reprend à sept heures et demie du soir.

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 50, intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que le régistrateur de la division d'enregistrement de Laval aura droit à l'honoraire fixé par l'item 9 du tarif des régistrateurs pour les transcriptions prévues par les articles 1 et 2 de la loi qui a accompagné cette résolution et à celui fixé par l'item 5 dudit tarif pour la transcription exigée par l'article 4 de ladite loi et que ces honoraires seront payés par le trésorier de la province à même les deniers affectés à l'inspection des bureaux d'enregistrement, sur approbation du procureur général.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 50) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 169) intitulé: "Loi concernant la consolidation et la disposition de certains revenus".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 33, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, en sus des officiers et employés mentionnés dans l'article 3 de la Loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180,) un ingénieur civil, et de pourvoir à sa rémunération.

Résolu, 2.—Que, conformément à la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le commissaire des incendies fera partie du service civil intérieur et recevra le traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

Résolu, 3.—Que, si le ministre des travaux public et du travail l'y autorise par écrit, le commissaire pourra, dans ses enquêtes, faire prendre les dépositions des témoins, au moyen de la sténographie.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu des S.R., 1925, ch. 133, art. 464 et ch. 134, art. 5 tel que modifié par la loi 17 Geo. V, ch. 40, 1. s, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal en vertu de 57 Vict., c. 23, s. 17, tel que modifié par la loi 17 Geo. V, ch. 45, s. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cité de Québec et de Montréal et cours professionnels, S.R., 1925, ch. 136, art. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution

du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. (Paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Inst. cath. pour garçons, Montréal, \$25,000.00; Inst. cath. pour filles, Montréal, \$25,000.00; Institut Nazareth, Montréal, \$25,000.-00; Institut McKay, Montréal, \$3,600.00; "Montreal Ass'n for the Blind," \$8,000.00; "Quebec Ass'n for the Blind", \$2,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français, par des spécialistes français dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des S.R., 1925, ch. 133, art. 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Aide supplémentaire au comité protestant du conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 déc. 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles элем. \$325,000.00), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour académie de musique de Québec, S.R., 1925, ch. 139, art. 2.—Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe. (Paiements sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, sous le contrôle de "la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", paiement sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel No 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conseils des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 Geo. V, ch. 45, s. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, S.R., 1925, ch. 18, arts. 30-37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un registraire à Roberval en remplacement de M. Louis Lindsay, décédé en 1923 ?

2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de remplir cette vacance ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. Sous considération.

Et, alors, la Chambre d'ajourne.

VENDREDI 2 MARS 1928

Prière

Sur la motion de M. Samson, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Cité de Québec demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill No 152, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et que ce bill soit maintenant lu une première et une deuxième fois.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Samson, en conséquence, présente le bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", qui est lu une première fois et une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 61.—Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux.

Bill 178.—Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer.

Et avec amendements:

Bill 50.—Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 182.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien le gouvernement a-t-il perçu en droits de coupe pour le bois fait sur les limites de Harvey & Cie, de Métabetchouan, depuis 1922 à date?

2. Combien lui reste-t-il à percevoir pour la même période?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. et 2. Il n'y a aucune concession forestière au nom de Harvey & Cie, de Métabetchouan.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier la question de reviser la table de mesurement des billots actuellement en usage dans la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle conclusion en est-il venu, et quelle décision a-t-il prise?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Non.

2. Répondue par le numéro un.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, requêtes, etc., depuis 1925, au sujets de la prohibition de la pêche avec filets, verveux, etc. ou autres engins destructeurs, dans le lac des Deux-Montagnes, entre Carillon et Oka.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company".

M. Thériault propose: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération ledit bill, et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Authier,
Bédard,
Bouchard,
Cantin,
Côté,
David,
Dillon,
Dufour,
Dugas,

Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
Mercier,

Moreau (Lac-Saint-Jean),
Nicol,
Ouellet,
Paquet,
Perrault,
Plante,
Power,

Roy,
Samson,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—31

CONTRE

Messieurs:

Elain,
Duplessis,
Guertin,

Sauré,
Tremblay.—5

La motion est ainsi adoptée.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat, & Power Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur, ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant", et en y ajoutant les mots: "mardi prochain le 6 mars".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Blain.
Duplessis,
Guertin,

Sauvé,
Tremblay.—5

CONTRE

Authier,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Bouchard,
Cantin,
Côté,
David,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Fortier,
Francœur,

Gagnon, (Kamouraska),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
Mercier,
Nicol,
Ouellet,
Roy,
Smart,
Taschereau,
Thériault.—26.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Authier,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Cantin,
Côté,
David,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Fortier,
Gagnon (Kamouraska),
Galipeault,

Gauthier,
Grant,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
Mercier,
Nicol,
Ouellet,
Roy,
Samson,
Taschereau,
Thériault,
Tremblay.—25

CONTRE

Messieurs :

*Blain,
Bouchard,
Duplessis,*

*Francaeur,
Guertin,
Sauvé.—6*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant l'article 72a du Code de procédure civile."

En conséquence la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

Bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 6 MARS 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu, ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 48.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.

Bill 181.—Loi modifiant la Loi des colporteurs.

Et sans amendements:

Bill 150.—Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et "Log Supply Company, Limited" et "World Match Corporation, Limited".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 152.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant l'article 953a du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes?
3. Combien pour vergers de démonstration?
4. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

Réponse par l'honorable M. Moreau:

1. \$27,699.26.
2. \$9,292.13.
3. \$461.34.
4. \$5,872.21.

Question par M. Renaud.—Quelle somme a été dépensée pour fins agricoles dans la province de Québec, dans les six premiers mois de l'exercice en cours?

Réponse par l'honorable M. Moreau:
\$1,275,903.66.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 50) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 28 février dernier: que le bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail" soit maintenant lu une deuxième fois.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Gault, il est,

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 178) intitulé: "Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie", a pour objet de favoriser l'expansion d'Œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur certaines mutations de propriétés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la Couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Alexandra Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile St-Joseph du Bon-Pasteur, 1730 Fullum, antérieurement Hospice St-Joseph du Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Catholic Sailors' Club", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Church Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph, Sœurs Grises, rue Cathédrale, de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Dispensary", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Sailors' Institute", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert pour "Old Brewery Mission", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat St-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prisoners' Aid Association", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Patrick's Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Malades indigents, Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, sous les soins des Sœurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Ouvroir des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40 Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Quebec Seamen's Institute", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salvation Army", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Young Women's Christian Association", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Beauceville, (Beauceville), Co. Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat St-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence de Valleyfield (Valleyfield), Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu-de-Valleyfield (Valleyfield), Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence de Lanoraie, Co. Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, (Longueil), Co. Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, (Baie-St-Paul), Co. Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Youville de St-Benoit, Co. des D.-Mont, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drummondville Hospital", (Drummondville), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital du Sacré-Cœur de Hull, (Hull), Co. Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Joseph de Lachine, Co. Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Eusèbe, (Joliette), Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Jardin de l'Enfance St-Joseph, (Joliette), Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat de la Providence Ste-Elisabeth, Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Srs de la Charité (St-André), Co. Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne-de-la-Pocatière, Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-André-Avellin, (St-André-Avellin), Co. Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de Laprairie, Co. Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert

à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence, (L'Assomption). Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence, (St-Henri-de-Mascouche), Co. l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Antoine, (St-Lin), Co. l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de la Providence, (St-Vincent-de-Paul), Co. Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Guay, (Lauzon), Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph de la Délivrance (Section Orphelinat), Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Edouard, Co. Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité, (St-Jean-Deschailions), Co. Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Ursule, (Ste-Ursule), Co. Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Joseph, (Thetford-Mines), Co. Mégantic, pour l'exercice, finissant le 30 juin 1929.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Srs de la Charité, (antérieurement "Childrens' Hospital), (St-Louis, Black Lake), Co. Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Elizabeth-de-Farnham, (Farnham) Co. Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Célestin, Co. Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu (Nicolet), Co. Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Casimir, (St-Casimir), Co. Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité (Rimouski), Co. Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Magog, (Magog), Co. Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

69. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Brehmer Rest", (Ste-Agathe-des-Monts), Co. Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

70. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Drapeau, (Ste-Thérèse-de-Blainville), Co. Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

71. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert pour l'Hospice des Dominicains du Rosaire, Co. Tr.-Riv., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

72. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Victor, (Belœil), Co. Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

73. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par rés. de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

74. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Barreau de la province de Québec; aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

75. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Officier spécial côte nord du St-Laurent; traitement et dépenses de voyage, (arrêté ministériel No 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

76. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

77. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

78. *Résolu* qu'un creit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Royal Military College of Canada Rifle Ass.", pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

79. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dr S.-P. Robin, principal, retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel, No 800 du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

80. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

81. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Archives de la province de Québec, impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

82. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1929, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

83. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'orateur, Conseil législatif, S.R., 1925, ch. 3, art. 13 (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

84. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc (assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

85. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R., 1925, ch. 3, art. 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

86. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

87. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille sept cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc, (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

88. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, S.R., 1925, ch. 10, art. 36 tel que modifié par la loi 16 Geo. V, ch. 14, s. 16 (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

89. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, constables et messagers à Québec et à Montréal, S.R., 1925, ch. 145, art. 219, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

90. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

91. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

92. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille sept cent deux dollars soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices en gén. cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

93. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

94. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

95. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

96. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance aux palais de justice et prisons, etc, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

97. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour édifices publics et "Loi des établissements industriels", S.R., 1925, ch. 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

98. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registraire des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu des S.R., 1925, ch. 97, art. 6.—"Loi des différends ouvriers de Québec".—Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 28 février dernier: que le bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail" soit maintenant lu une deuxième fois.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Gagnon (Maskinongé), il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 7 MARS 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 56.—Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi.

Bill 60.—Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales.

Bill 67.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Avec amendements:

Bill 118.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. Ouellet, du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et colonisation, a l'honneur de soumettre à votre Honorable Chambre son sixième rapport comme suit:

Votre comité s'est de nouveau réuni ce matin sous la présidence de monsieur Ouellet, et en réponse à une résolution passée à une séance précédente, M. le président Ouellet fait part au comité d'une lettre reçue de M. J.-H. Grisdale, le sous-ministre fédéral de l'agriculture, relativement à la tuberculisation des animaux aux frontières de la province; et il est résolu de remettre à une prochaine séance l'étude de cette lettre.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que les dispositions du règlement qui ont trait à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la présentation des bills privés, sauf celles qui concernent le paiement des droits, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter un bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate".

M. Cohen, en conséquence, présente un bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Quel chiffre le gouvernement admet-il officiellement comme nombre d'acres affectées par l'inondation autour du lac Saint-Jean?

2. Combien d'acres inondées?

3. Combien d'acres rendues incultes par l'infiltration?

4. Combien d'acres rendues inaccessibles ou d'accès difficile parce qu'isolés par des zones affectées?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 2. 3. 4. Le gouvernement n'est pas en état de répondre actuellement aux questions telles que posées.

Question par M. Lafleur.—1. Quel est le nombre d'automobiles de touristes qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province en 1927?

2. Quel est le nombre de résidents de la province de Québec qui ont traversé les lignes dans différents endroits de la province: *a.* en 1926; *b.* en 1927 pour émigrer aux Etats-Unis?

3. Quel est le nombre d'anciens résidents de la province de Québec qui ont traversé les lignes dans différents endroits de la province *a.* en 1926; *b.* en 1927, pour revenir demeurer dans cette province?

Réponse par l'honorable M. David:

Le gouvernement ne possède pas de statistiques pour répondre à la question tel que posée.

Question par M. Renaud.—Quelle a été la valeur moyenne par acre des terres en exploitation de la province de Québec, en 1927?

Réponse par l'honorable M. David:

\$57.00 (Statistiques publiées par le Bureau fédéral de la Statistique, le 23 février 1928).

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le nombre d'acres de terres de la Couronne cédées à la Compagnie Duke-Price pour les besoins du relèvement des eaux du lac Saint-Jean?

2. Quelle indemnité la province a-t-elle reçue pour ces terres?

3. A quelle date cette indemnité a-t-elle été payée?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Aucune acre de terre de la Couronne n'a été cédée par le gouvernement à la Compagnie Duke Price, pour le relèvement des eaux du Lac St-Jean. Cependant, par suite du droit accordé à la compagnie de maintenir les eaux du lac St-Jean au niveau du printemps, les grèves, sur le pourtour du lac, ont été affectées dans des proportions différentes, selon leur inclinaison.

2. La province n'a pas reçu d'indemnité puisqu'elle n'a pas cédé de terre, mais, elle reçoit pour le droit d'emménagement accordé, une redevance annuelle de 50c par H.P. produit au-dessus de 200,000 H.P.

3. Les redevances ont été acquittées en quatre paiements trimestriels pour l'année 1927, au total de \$31,586.16 aux dates suivantes:

9 avril 1927, 1er janvier 1927 au 31 mars 1927....	\$ 5,134.00
14 juillet 1927, 1er avril 1927 au 1er juillet 1927...	4,641.19
19 oct. 1927, 1er juillet 1927 au 1er oct. 1927.....	8,187.97
11 janvier 1928, 1er oct. 1927 au 1er janv. 1928...	13,623.00

Total..... \$31,586.16

Question par M. Sauvé.—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'utiliser l'emplacement et l'édifice de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique?

2. Si oui, pour quelles fins et quand?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Oui.

2. Quand il pourra l'utiliser avec avantage.

Question par M. Sauvé.—Quelle était la dette consolidée de la province, le 31 décembre 1927?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

\$76,199,759.61, moins fonds d'amortissement et paiements différés s'élevant à \$20,449,404.25.

Question par M. Sauvé.—1. A quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. A quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Recettes ordinaires, six mois au 31 décembre 1927: \$17,691,900.85

Paiements ordinaires et extraordinaires, six mois

au 31 décembre 1927:

\$19,692,401.59

2. Recettes totales, six mois au 31 décembre 1927: \$19,225,797.97

Total des paiements, six mois au 31 déc. 1927: \$32,250,003.19

Question par M. Sauvé.—Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province, le 31 décembre 1927?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

PASSIF:

Décembre le 31, 1927.

Dette consolidée due..... \$76,199,759.61

MOINS:—

Fonds d'amortissement..... \$5,281,866.58

Montant additionnel mis de côté en vertu de l'arrêté ministériel No 1103 du 22 juin 1927.....

688,687.50

Paiements différés *re* obligations émises à la banque d'Hochelga en vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 Geo. V, chap. 3, payable par versements annuels de \$124,172.40.....

\$14,478,850.17

\$20,449,404.25 \$55,750,355.36

Puissance du Canada—Balance de compte au 31 décembre, 1902..... 1,473,609.63

Puissance du Canada—Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q.M.O. & O. Ry..... 25,000.00

Prêts de la Puissance du Canada, *re* Logements ouvriers. 7,334,017.72

Dépôts en fidéicommiss.	2,579,671.62
Mandats non payés.	827,850.93
Fonds de l'Assistance publique.	616,808.61
Emprunt à Londres pour payer l'emprunt de 1888.	3,012,466.66
Avances de la banque.	8,186,025.33
	<hr/>
	\$79,805,805.86

ACTIF:

Décembre le 31, 1927.

Puissance du Canada: part de Québec au fonds des écoles communes.	\$ 1,185,559.36
Argent en banques.	144,690.87
Diverses avances par la province de Québec.	107,437.29
Emmagasinage des eaux de la rivière St-Maurice.	2,574,953.27
Emmagasinage des eaux de la rivière St-François.	792,735.68
Emmagasinage des eaux des rivières Ste-Anne et Savane.	285,713.69
Emmagasinage des eaux du lac Kénogami.	4,633,983.91
Emmagasinage des eaux de la rivière Mitis.	269,810.98
Emmagasinage des eaux de la rivière du Nord.	26,747.71
Sanatorium à Ste-Agathe des Monts: agrandissement: avances autorisées par la loi 9 Geo. V, chap. 4.	180,000.00
Construction d'une annexe au Palais de Justice de Montréal: avances autorisées par la Loi 10 Geo. V, chap. 4. .	4,935,449.91
Construction d'une annexe au Palais de Justice de Québec: avances autorisées par la Loi 12 Geo. V, ch. 3.	1,100,497.87
Nouvelle prison, district de Montréal: avances autorisées par la Loi 7 Ed. VII, chap. 36.	4,034,752.07
Palais de Justice et prison, district de Montcalm: avances autorisées par la Loi 1 Geo. V, chap. 8.	80,117.24
Palais de Justice et prison, district de Roberval: avances autorisées par la Loi 2 Geo. V, chap. 6.	29,800.70
Construction d'un Palais de Justice et prison, district d'Abitibi: avances autorisées par la Loi 11 Geo. V, chap. 13.	96,231.71
Construction d'un Palais de Justice et prison à St-Jérôme: avances autorisées par la Loi 12 Geo. V, chap. 21	166,973.17
Construction d'un Palais de Justice et d'une prison à Campbell's Bay: avances autorisées par la Loi 13 Geo. V, chap. 16.	160,916.89
Construction d'un Palais de Justice et prison à Ville-Marie: avances autorisées par la Loi 17 Geo. V, ch. 7. .	5,729.45
Construction d'un Musée d'Histoire naturelle à Québec: avances autorisées par la Loi 13 Geo. V, chap. 3.	150,000.00
Achat de propriété pour l'agrandissement de l'Ecole des Hautes Études Commerciales, Montréal.	45,000.00
Construction et équipement de l'École des gardes-forestiers: avances autorisées par R.S. 1925, chap. 48.	6,511.30
Installation et équipement de l'École destinée à l'enseignement de la papeterie: avances autorisées par S.R. 1925, chap. 48.	7,541.95

Achat de propriété cadastre 89a, quartier est, Montréal, pour les fins de la Morgue, autorisé par Arrêté Ministériel No 711, du 30 avril 1925.....	55,000.00
Construction de ponts sur l'île Perrot: avances autorisées par la Loi 11 Geo. V, chap. 9.....	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan à Batiscan: avances autorisées par la Loi 10 Geo. V, chap. 5.....	446,522.03
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers.....	7,334,017.72
Palais de Justice et prison à Rouyn (construction).....	1,000.00
	<hr/>
	\$29,589,488.54
Excédent du passif sur l'actif au 31 décembre 1927.....	<hr/> \$50,216,317.32 <hr/>

Question par M. Renaud.—1. Combien de milles de chemins de colonisation MM. Soucy et Carrette ont-ils faits dans le comté de Lotbinière, depuis 1919 jusqu'à date?

2. Les contrats pour ces chemins ont-ils été accordés à MM. Soucy et Carrette par soumission ou au pourcentage?

3. Si ces contrats ont été accordés par soumission, MM. Soucy et Carrette étaient-ils les plus bas soumissionnaires dans chaque cas?

4. Dans la négative, pourquoi les contrats leur ont-ils été accordés?

5. Si ces chemins ont été faits au pourcentage, quel a été le pourcentage octroyé à MM. Soucy et Carrette?

6. Qu'ont coûté ces chemins au gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Ils ont construits les chemins suivants:

Chemin de front des rangs 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18 et 19 de la seigneurie de Deschaillons; Route Villeroy-Fortierville; Route entre les seigneuries de Lotbinière et Deschaillons; Route entre les comtés de Nicolet et Lotbinière; Cinq milles en 1919, huit en 1920, sept en 1921, dix en 1922, huit en 1923, cinq en 1924, quatre en 1925, deux en 1926 et deux en 1927, cinquante et un mille en tout.

2. et 3. Au pourcentage, en 1920; pendant les autres années, les contrats ont été accordés sans soumission.

4. Parce que les prix étaient fort raisonnables et que les entrepreneurs qui avaient de l'expérience dans la construction de ces chemins offraient toutes les garanties nécessaires pour la bonne exécution des travaux.

5. 5% en 1920.

6. \$211,076.00.

Question par M. Renaud.—1. MM. Soucy et Carrette ont-ils fait des chemins de gravier dans l'Abitibi en 1927?

2. Dans l'affirmative, dans quel canton?

3. Combien de milles?

4. A quel prix au mille?

5. Combien a-t-il été payé de la verge pour le transport du gravier ?
6. Quelle était la distance à parcourir ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Dans le Témiscamingue mais non dans l'Abitibi.
2. Dans le canton de Dessandrouins.
3. 6 milles.
4. Le prix est à la verge.
5. 0.25 par $\frac{1}{2}$ mille.
6. De 0 à 6 milles.

Question par M. Renaud.—Combien d'acres de terre ont été ensemençées dans la province de Québec, en 1927 ?

Réponse par l'honorable M. David:

6,877,900 acres (Statistiques publiées dans un bulletin du Bureau fédéral de la Statistique, le 25 janvier 1928).

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

État des recettes et dépenses du 1er juillet 1927 au 1er décembre 1927.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 28 février dernier: Que le bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail" soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Blain,

Bouthillier,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Crépeau,
Dansereau,

David,
 Delisle,
 Desmarais,
 Dillon,
 Dugas,
 Farand,
 Fortier,
 Frigon,
 Gagnon (Kamouraska),
 Gagnon (Maskinongé),
 Galipeault,
 Gault,
 Gauthier,
 Grant,
 Guertin,
 Lafleur,
 Lafrenière,
 Lahaie,
 Lamoureux,
 Laperrière,
 Lapierre,
 Leduc,
 Lemieux (Wolfe),
 Lortie,
 McDonald,

Mercier,
 Messier,
 Moreau (Lac-Saint-Jean),
 Moreault (Rimouski),
 Nicol,
 Oliver,
 Ouellet,
 Papineau,
 Perrault,
 Phaneuf,
 Piché,
 Philps,
 Pilon,
 Plante,
 Poulin,
 Power,
 Reed,
 Rochette,
 Saurette,
 Sauvé,
 Savoie,
 Smart,
 Taschereau,
 Tremblay,
 Vautrin.-64.

CONTRE

Messieurs:

Bouchard,
 Duplessis,

Marchand,
 Renaud.—4.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables".

Bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant l'article 953a du Code Civil".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Question par M. Guertin.—1. A quelle date l'École technique de Hull a-t-elle été ouverte à l'enseignement?

2. Quelle était l'entente entre la cité de Hull et le gouvernement au sujet de la répartition du coût d'entretien de cette école?

3. La part de la cité de Hull pour le coût d'entretien de cette école a-t-elle été augmentée?

4. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* de combien; *c.* pour quelle raison?

5. La cité de Hull a-t-elle fait difficulté pour payer ce montant supplémentaire?

6. Dans l'affirmative, à quelle date la cité de Hull a-t-elle fait des objections: *a.* verbales; *b.* écrites?

7. Ce montant supplémentaire a-t-il été payé?

8. Dans la négative, qu'entend faire le gouvernement pour obtenir le paiement de cette somme?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 3 novembre 1924.

2. 9 Georges V, chapitre 42, section 8.

3. Oui.

4. *a.* 16 Georges V, chapitre 49, section 10; *b.* \$5,000.00; *c.* pour rencontrer les besoins de l'école.

5. Oui.

6. A plusieurs reprises depuis l'année 1926.

7. Non.

8. La loi 16 Georges V, chapitre 49, suivra son cours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 109, intitulé: "Loi modifiant la charte du Crédit général du Canada".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 109) intitulé "Loi modifiant la charte du Crédit Général du Canada, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la Commission des accidents du travail qui sera créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions sera composée de trois membres, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un comme président recevra un traitement annuel de \$10,000.00 et les deux autres chacun un traitement de \$8,000.00 par année.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission avec un traitement annuel de \$5,000.00.

Résolu, 3.—Que la commission sera assistée d'un personnel nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera le traitement de chacun des membres de ce personnel.

Résolu, 4.—Que le traitements des commissaires ainsi que les dépenses de logement et d'ameublement de la commission, seront à la charge du gouvernement de la province et payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 5.—Que lesdites dépenses de logement et d'ameublement seront payées après approbation par le ministre des travaux publics et du travail.

Résolu, 6.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à avancer à la commission, à même

le fonds consolidé du revenu, telle somme qu'il déterminera pour défrayer les autres dépenses auxquelles il n'aura pas encore été pourvu en la manière prévue par l'article 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que la commission sera comptable de l'avance ainsi faite.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 49) intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et "Log Supply Company, Limited" et "World Match Corporation, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 8 MARS 1928

Prière.

Sur la motion de M. Grant, secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant une loi pour définir le territoire régi par les dits commissaires, de façon à y inclure la partie du lit de la rivière Saint-Maurice qui traverse ce territoire et fixer à \$5,000,000.00 l'évaluation des biens-fonds possédés par "Laurentide Power Company, Limited", dans les limites du territoire régi par les dits commissaires; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 153, intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et aussi concernant l'évaluation des propriétés de "Laurentide Power Company, Limited".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Grant, en conséquence, présente un bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et aussi concernant l'évaluation des propriétés de "Laurentide Power Company, Limited", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 199.—Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables.

Avec amendements:

Bill 165.—Loi modifiant l'article 953a du Code civil.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 117.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rejeter le bill suivant:

Bill 180,—Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.

M. Roy, du comité des règlements, présente le quinzième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Combien ont coûté à date: a. la construction; b. les réparations ou reconstruction; c. l'entretien de la route Tour du lac Saint-Jean?

2. Quand ont été faites les réparations ou reconstruction et quel en a été le coût dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. \$670,322.53; b. \$301,185.02; c. \$294,136.31.

2. Réfection: 1923-24, \$62,953.08; 1924-25, \$42,165.13; 1925-26, \$57,818.51; 1926-27, \$111,131.05; 1927-28, \$27,117.25.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 2, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, des mines et des pêcheries".

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que la résolution soit retirée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au Bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le permis pour garder vivants, pendant la saison de prohibition, les animaux protégés par la Loi de la chasse, excepté ceux pris en vertu de l'article 33 de la dite loi, sera annuel et devra être renouvelé à son expiration, sur paiement de l'honoraire et en se conformant aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera.

Résolu, 2.—Que les honoraires et les conditions du permis visé par l'article 37 de la dite Loi de la chasse, seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 48 de la Loi de la chasse, tel que modifié par la section 12 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourra faire, modifier et abroger des règlements pour les fins suivantes:

1° Créer certaines réserves de chasse et de pêche dans les limites desquelles il pourra défendre complètement ou partiellement la pêche et la chasse ainsi que le port d'armes ou déterminer à quelles conditions la pêche pourra y être faite ou le gibier pourra y être chassé, tué ou pris, lorsque cela sera permis;

2° Créer certaines réserves de chasse dans les limites desquelles les indiens seuls pourront faire la chasse aux animaux à fourrure lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera à propos et aux conditions qu'il décidera.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 23, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1—Que, nonobstant toute disposition de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1925, chapitre 29), lorsque le bien est transmis par décès à une des personnes indiquées au paragraphe 1^o de l'article 3 de ladite loi et que le défunt laisse plus de cinq enfants vivants ou représentés, l'exception au montant de quinze mille dollars, en valeur, établie par la section I de ladite Loi des droits sur les successions sera augmentée de mille dollars, en valeur, par enfant après le cinquième.

Résolu, 2.—Que, pour les fins de la section I de la Loi des droits sur les successions lorsqu'il y aura disposition de la propriété, de l'usufruit ou de la jouissance d'un bien sujet à l'imposition des droits sur les successions, la période de temps fixée par l'article 6 de ladite loi sera de cinq années au lieu de trois, sujet aux restrictions contenues dans ledit article 6.

Résolu, 3.—Que, pour les fins de la section I de ladite Loi des droits sur les successions, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien sera censé transmis par décès lorsque la disposition aura pris effet plus de cinq années avant le décès du disposant, et lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès.

Résolu, 4.—Que l'article 6a de la Loi des droits sur les successions, édicté par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'appliquera aussi lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès, dans chacun des cas suivants:

a) Lorsque la réserve sera faite sous forme de charge en faveur du disposant, soit seul soit conjointement avec une autre personne;

b) Lorsque la réserve sera faite ou le contrôle s'exercera au moyen du dépôt de titres, de valeurs mobilières, de sommes d'argent ou d'objets de valeur dans un réceptacle de sûreté ou entre les mains d'un intermédiaire;

c) Lorsque le contrôle s'exercera ou l'administration aura lieu par l'entremise d'un fiduciaire ou d'une autre personne interposée;

d) Lorsque la disposition aura la forme d'un titre onéreux, mais comportera une libéralité faite à raison du décès du disposant, pourvu que, dans ce cas, la valeur de cette libéralité soit seule sujette à l'imposition des droits.

Résolu, 5.—Que ledit article 6a ne s'appliquera pas à une donation entrevifs dans laquelle le donateur se réservera, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance du bien donné, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès:

a) Lorsque cette donation entrevifs sera faite dans un contrat de mariage; ou

b) Lorsque cette donation entrevifs sera faite en faveur du même donataire d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas en tout mille dollars; ou

c) Lorsque cette donation entrevifs en sera une de biens agricoles faite par un cultivateur à un autre cultivateur et que la valeur de ces biens agricoles n'excèdera pas dix mille dollars; et, que, si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent sera seul sujet à l'imposition des droits.

Résolu, 6.—Que la validité d'une disposition tombant sous le coup dudit article 6a et des transports ou transmissions subséquents du bien qui en fera l'objet, ne sera pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la section première de la Loi des droits sur les successions.

Résolu, 7.—Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 6a de la Loi des droits sur les successions, édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera personnellement responsable des droits dus pour sa part dans la succession et rien de plus.

Résolu, 8.—Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 6a de ladite Loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions,

devra, dans les trente jours qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie dudit acte de donation.

Résolu, 9.—Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 6a de ladite Loi des droits sur les successions, tel qu'édicte par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra, dans les trois mois qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une déclaration sous serment suivant la forme indiquée au paragraphe 2 de l'article 14 de ladite Loi des droits sur les successions.

Résolu, 10.—Que, dans le cas de biens situés dans cette province et appartenant à des personnes mortes en dehors de la province, le document constatant une disposition mentionnée dans l'article 6a de ladite Loi des droits sur les successions, édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra être déposé et les déclarations produites entre les mains du percepteur du revenu de la province dans l'un des districts dans lesquels ces biens seront situés.

Résolu, 11.—Que, pour les fins de la section I de la Loi des droits sur les successions, toute donation fiduciaire devra être dénoncée par le fiduciaire dans les soixante jours de celui où il apprendra le décès du constituant; que cette dénonciation sera faite par un avis au percepteur du revenu de la province, à Montréal, si la succession du constituant est ouverte dans le district du revenu de Montréal, ou au percepteur des droits sur les successions, à Québec, si la succession est ouverte ailleurs; que cet avis devra être en la forme établie par le percepteur des droits sur les successions à Québec; et que, si la donation fiduciaire n'est pas faite par acte notarié, la dénonciation devra être faite par la production d'une copie de l'acte de fiducie à l'un des percepteurs mentionnés dans la présente résolution.

Résolu, 12.—Que toute personne qui enfreindra le paragraphe 7a de l'article 14 de ladite Loi des droits sur les successions, édicté par la section 5 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera passible d'une amende égale au double du montant des droits, quand il y en aura d'exigibles, ou d'une amende d'au plus mille dollars quand il n'y en aura pas d'exigibles, et, que, à défaut du paiement de cette amende, dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant—et, si ce dernier est une corporation, son gérant ou président—sera passible d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, et que le montant de l'amende pourra être prélevé sur ses biens personnels.

Résolu, 13.—Que le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province, selon le cas, ne pourra donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu relativement à l'administration de ladite Loi des droits sur les successions, à moins que ce ne soit sur ordonnance du tribunal, et que la présente résolution s'appliquera aussi à tout autre officier du revenu.

Résolu, 14.—Que nonobstant toute disposition de ladite Loi des droits sur les successions, lorsque la transmission du bien a lieu en faveur de l'une des personnes indiquées au paragraphe 1° de l'article 24 de ladite loi et que le défunt laissera plus de cinq enfants vivants ou représentés, l'exception au montant de quinze mille dollars, en valeur, établie par la section II de ladite loi sera augmentée de mille dollars, en valeur, par enfant après le cinquième.

Résolu, 15.—Que, pour les fins de la section II de ladite Loi des droits sur les successions, toute transmission dans la province, par une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province sera censée résulter du décès de cette personne et sera sujette à l'imposition des droits sur les successions, lorsqu'il y aura eu disposition de ces biens mobiliers, à titre gratuit, d'une manière quelconque, mais que la période de temps fixée par l'article 27 de ladite loi sera de cinq années au lieu de trois, sujet aux restrictions contenues dans ledit article 27.

Résolu, 16.—Que, pour les fins de la section II de ladite Loi des droits sur les successions, toute transmission, dans la province, par une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province, sera censée résulter du décès de cette personne lorsque la disposition aura pris effet plus que cinq années avant le décès du disposant et lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès.

Résolu, 17.—Que l'article 27a de ladite Loi des droits sur les successions, édicté par l'article 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'appliquera, lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès, dans chacun des cas suivants:

a) Lorsque la réserve sera faite sous forme de charge en faveur du disposant, soit seul soit conjointement avec une autre personne;

b) Lorsque la réserve sera faite ou le contrôle s'exercera au moyen du dépôt de titres, de valeurs mobilières, de sommes d'argent ou d'objets de valeur dans un réceptacle de sûreté ou entre les mains d'un intermédiaire;

c) Lorsque le contrôle s'exercera ou l'administration aura lieu par l'entremise d'un fiduciaire ou d'une personne interposée;

d) Lorsque la disposition aura la forme d'un titre onéreux, mais comportera une libéralité faite à raison du décès du disposant, pourvu que, dans ce cas, la valeur de cette libéralité soit seule sujette à l'imposition des droits.

Résolu, 18.—Que ledit article 27a ne s'appliquera pas à une donation entrevifs dans laquelle le donateur se réservera, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance du bien donné,

ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès;

a) Lorsque cette donation entrevifs sera faite dans un contrat de mariage; ou

b) Lorsque cette donation entrevifs sera faite en faveur du même donataire d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas en tout mille dollars; ou

c) Lorsque cette donation entrevifs en sera une de biens agricoles faite par un cultivateur à un autre cultivateur, et que la valeur de ces biens agricoles n'excèdera pas dix mille dollars; et que, si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent sera seul sujet à l'imposition des droits.

Résolu, 19.—Que la validité d'une disposition tombant sous le coup dudit article 27*a* et des transports ou transmissions subséquents du bien qui en fait l'objet, ne sera pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la section II de ladite Loi des droits sur les successions.

Résolu, 20.—Que toute personne à qui sont transmis des biens mobiliers situés en dehors de la province comme donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 27*a* de ladite Loi des droits sur les successions, édicté par la section 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera personnellement responsable des droits dus pour sa part dans la succession et rien de plus.

Résolu, 21.—Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 27*a* de ladite Loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra, dans les trente jours qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie dudit acte de donation.

Résolu, 22.—Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 27*a* de ladite Loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra, dans les trois mois qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une déclaration sous serment suivant la forme indiquée au paragraphe 2 de l'article 33 de ladite Loi des droits sur les successions.

Résolu, 23.—Que, pour les fins de la section II de ladite Loi des droits sur les successions, toute donation fiduciaire devra être dénoncée par le fiduciaire dans les soixante jours de celui où il apprendra le décès du constituant; que cette dénonciation sera faite par un avis au percepteur du revenu de la province, à Montréal, si la succession du constituant est ouverte dans le district du revenu de Montréal, ou au percepteur des droits sur les successions, à Québec, si la succession est ouverte ailleurs; que cet avis devra être en la forme établie par le percepteur des

droits sur les successions, à Québec; et que, si la donation fiduciaire n'est pas faite par acte notarié, la dénonciation devra être faite par la production d'une copie certifiée de l'acte de fiducie à l'un des percepteurs mentionnés dans la présente résolution.

Résolu, 24.—Que toute personne qui enfreindra le paragraphe 6a de l'article 33 de ladite Loi des droits sur les successions, tel qu'édicte par la section 77 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera passible d'une amende égale au double du montant des droits, quand il y en aura d'exigibles ou d'une amende d'au plus mille dollars quand il n'y en aura pas d'exigibles, et, que, à défaut du paiement de cette amende, dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant—et si ce dernier est une corporation, son gérant ou président—sera passible d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, et que le montant de l'amende pourra être prélevé sur ses biens personnels.

Résolu, 25.—Que la prolongation du délai de trois années à cinq années prescrite par les sections 2 et 8 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions n'affectera pas les donations entrevifs faites avant l'entrée en vigueur de ladite loi.

Résolu, 26.—Que les sections 3, 4, 5, 9, 10 et 11 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne s'appliqueront pas aux donations entrevifs faites avant l'entrée en vigueur de ladite loi, et que les sections 1 et 7 de ladite loi ne seront applicables qu'aux successions ouvertes depuis son entrée en vigueur.

Résolu, 27.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera censée entrée en vigueur le 2 mars 1928.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour le bon fonctionnement de chacune des écoles d'arts et métiers qui seront créées en vertu de la loi qui accompagne les présentes

résolutions des directeurs et des professeurs, et de pourvoir à leur rémunération.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill, est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 28, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres".

Bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55".

Bill No 53, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

Bill No 169, intitulé: "Loi concernant la consolidation et la disposition de certains revenus".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il a prié d'agréer, les bills suivants:

Bill No 91, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie "King Edward Park & Amusement Company".

Bill No 98, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier."

Bill No 136, intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Français, et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc".

Bill No 149, intitulé: "Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de la dite ville concernant le "Manoir Drummond, Limited".

Bill No 151, intitulé: "Loi concernant une propriété de l'hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie "King Edward Park & Amusement Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 136), intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Français, et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 149) intitulé: "Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de la dite ville concernant le "Manoir Drummond, Limited". et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 151) intitulé: "Loi concernant une propriété de l'hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, S. R., 1925, ch. 63 et 64, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'industrie laitière de la province de Québec S. R., 1925, ch. 61 et arrêté ministériel No 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École de laiterie de la province de Québec, St-Hyacinthe, S. R., 1925, ch. 62; travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la Loi des colporteurs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions auxquelles des licences prévues à l'article 21 de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront émises.

Résolu, 2.—Qu'il lui sera également loisible de prescrire les conditions qu'il croira justes et raisonnables relativement à l'installation du système de chauffage dans un édifice public, de même que les conditions auxquelles les certificats prévus à l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront émis, leur durée et les honoraires exigibles.

Résolu, 3.—Que les salaires des examinateurs et des inspecteurs et les dépenses encourues pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir un bureau d'examineurs composé de trois membres choisis parmi des électriciens compétents, âgés de pas moins de vingt-cinq ans et d'au moins cinq années d'expérience comme compagnons électriciens, et que les personnes ainsi nommées devront, en outre, parler et écrire correctement les langues française et anglaise.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer parmi les trois membres de ce bureau un examinateur en chef dont le salaire ne devra pas excéder la somme de quatre mille cinq cents dollars par année, un deuxième examinateur dont le salaire ne devra pas excéder la somme de trois mille dollars par année, et de déterminer le salaire du troisième examinateur.

Résolu, 6.—Que le bureau des examinateurs pourra, sujet à l'approbation du ministre, faire une sous-classification des licences prévues à l'article 21 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'il le juge à propos dans l'intérêt général du service, et que les honoraires qui seront exigés en rapport avec cette sous-classification ainsi que les honoraires d'inspection, seront ceux fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

Résolu, 7.—Que les honoraires des licences émises en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront les suivantes:

1. L'honoraire pour chacune des licences "A" et "B" sera de vingt-cinq dollars par année;

2. L'honoraire d'émission d'une licence temporaire, tel que prévu à l'article 23 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera de cinquante dollars;

3. Pour l'émission d'une licence "C" l'honoraire sera de cinq dollars, et l'honoraire des renouvellements annuels subséquents sera de deux dollars chacune;

4. Pour l'émission d'une des licences "D", "E" et "F" l'honoraire sera de trois dollars chacune, et l'honoraire des renouvellements annuels subséquents sera de un dollar chacune;

5. Le bureau des examinateurs aura, seul, le droit de percevoir les honoraires fixés pour l'approbation des plans et l'inspection des installations électriques de cette province.

Résolu, 8.—Que l'honoraire pour l'examen de tout compagnon électricien qui désirera obtenir un diplôme lui permettant de faire l'inspection des installations électriques et de tout ce qui se rapportera aux appareils dans cette branche de l'industrie, soit pour le compte d'un patron, d'une compagnie ou d'un service municipal, sera de vingt-cinq dollars, et de cinq dollars pour tout renouvellement de la licence.

Résolu, 9.—Que le taux pour honoraires en ce qui concerne l'examen des plans des installations mentionnées dans l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera basé sur le pourcentage de la valeur de l'installation électrique, soit une demie de un pour cent, avec minimum de dix dollars et maximum de deux cents dollars; et que le taux pour honoraires en ce qui concerne l'examen des plans des installations électriques mentionnées à l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, lorsque ces installations électriques seront faites par des entrepreneurs non résidents, détenteurs de la licence mentionnée à l'article 23 et au paragraphe 2 de l'article 26 de ladite loi, sera de un pour cent de la valeur de telle installation électrique avec un minimum de cinquante dollars.

Résolu, 10.—Que l'honoraire pour l'inspection de tout système de chauffage dans les édifices visés à l'article 13 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera de cinq dollars, sauf les églises, chapelles, couvents, collèges, écoles, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, palais de justice et prisons, où cette inspection doit être faite gratuitement.

Résolu, 11.—Que les inspecteurs visés par l'article 41 de la loi qui accompagne les présentes résolutions recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille huit cents dollars par année.

Résolu, 12.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer parmi les inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens ci-dessus mentionnés, un inspecteur en chef dont le salaire ne devra pas excéder la somme de deux mille cinq cents dollars par année et dont les devoirs seront de diriger, sous le contrôle des examinateurs, les agissements des inspecteurs.

Résolu, 13.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un secrétaire pour le bureau des examinateurs, dont le salaire ne devra pas excéder la somme de deux mille dollars par année et dont les devoirs consisteront dans la direction des travaux de cléricature et de comptabilité ainsi que les autres détails des divers services du bureau des examinateurs, sous le contrôle et la direction des examinateurs.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 20) intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 9 MARS 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rappeler sans amendement le bill suivant:

Bill 47.—Loi modifiant le Code municipal.

Avec amendements:

Bill 179.—Loi modifiant la Loi des Ingénieurs forestiers.

M. Thériault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 126.—Loi constituant en corporation "The Quebec Labrador Railway Company".

Ordonné que M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi concernant les droits seigneuriaux dus dans la province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret de certains règlements par les électeurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement ou quelqu'un de ses membres a-t-il reçu des plaintes écrites ou verbales au sujet de l'application de l'article 4 de la Loi des droits sur les divertissements, tels qu'amendé par 17 Geo. V, chapitre 36, depuis ce dernier amendement?

2. Si oui, de qui dans chaque cas?

3. Sur quel point portaient la ou les plaintes?

4. Quelle solution a été apportée dans chaque cas?

5. Est-ce l'intention du gouvernement ou de quelqu'un de ses membres de modifier de nouveau cet article?

6. Si oui, de quelle manière?

7. A la demande de qui?

Réponse par l'honorable M. David.

Non.

Question par M. Rochette.—1. Le gouvernement a-t-il fait l'acquisition d'une ferme expérimentale pour le renard argenté dans le comté de Charlevoix?

2. Dans la négative, le gouvernement subventionne-t-il une telle ferme de renards argentés: *a.* dans le comté de Charlevoix; *b.* ailleurs dans la province?

3. Le gouvernement a-t-il quelque intérêt financier dans la compagnie appelée: "La renardière expérimentale de Québec, Incorporée, Limitée" de Baie St-Paul, Charlevoix?

4. L'entreprise de "La renardière Expérimentale de Québec Incorporée, Limitée", est-elle une ferme expérimentale du gouvernement?

5. Dans la négative, est-elle une entreprise privée?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Non.

5. Oui.

Sur la motion de M. Côté, secondé par M. Thériault, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 89) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, d'éducation et d'enseignement, tous les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Power, secondé par M. Piché, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 137) intitulé: “Loi constituant en corporation “The Quebec Baptist Church”, a pour objet la propagation d’un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de M. Power, secondé par M. Piché, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 151) intitulé: “Loi concernant une propriété de l’Hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec”, a pour objet de favoriser l’expansion d’œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) intitulé: “Loi concernant l’Ordre du mérite scolaire”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu’il suit:

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 33, intitulé: “Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies”.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 48) intitulé: “Loi modifiant la Loi des cités et villes”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

La motion “Que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle prise la en considération, en comité plénier, du bill (No 199) intitulé: “Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveaux pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant l'article 953a du Code civil."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la loi et l'abolition des ponts et des chemins de péage".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la sécurité dans les édifices publics."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 25) intitulé: "Loi pour assurer la sécurité et l'ordre public."

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des architectes."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier, de la Chambre.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et aussi concernant l'évaluation des propriétés de "Laurentide Power Company, Limited".

Ce bill, est en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 163, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que toute personne résidant dans cette province, y ayant une place d'affaires et y faisant un commerce de courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, devra préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de cinq cents dollars.

Résolu, 2.—Que toute personne résidant dans cette province, n'y ayant aucune place d'affaires et y agissant comme courtier en actions,

en bons, en obligations ou en actions-obligations, devra préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de cinq dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences."

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant ledit amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les divertissements."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Journal d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première fois et une seconde et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 13 MARS 1928

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 13.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les district judiciaires de Rimouski et Saguenay.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le vingt-unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 146.—Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate".

Bill 132.—Loi constituant en corporation "Les Rentiers de l'Avenir"

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill No 127, intitulé: "Loi constituant en corporation le "Comptoir Mobilier Franco-Canadien", ont déclaré qu'ils désireraient le retirer.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la loi des exemptions de taxes municipales".

En conséquence, il présente, ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département des terres et forêts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 196) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la réglementation municipale des édifices publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 157) intitulé: "Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et la dite corporation à cette fin".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 160) intitulé: "Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 197) intitulé: "Loi concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill, ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill, ait lieu à la prochaine séance

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Bibliothécaire de la Législature de Québec, Janvier à Décembre 1927.

(Document de la Session No 22).

Question par M. Blain.—1. Quels sont à date les noms des employés du greffe de la Couronne à Montréal ?

2. Quel est le salaire de chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. et 2. Voir comptes publics pour les employés nommés avant le 1er juillet 1927, Depuis cette date: Guy Ladouceur, avec un salaire annuel de \$1,200.

Question par M. Blain.—1. Quels sont à date les noms des employés du greffe de la paix à Montréal ?

2. Quel est le salaire de chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. et 2. Voir Comptes publics pour les employés nommés avant le 1er juillet 1927. Depuis cette date: Elias Albert, avec un salaire annuel de \$800.00; Romulus Mayer, avec un salaire annuel de \$1,400.00; Ubald Crevier, avec un salaire annuel de \$1,500.00.

Question par M. Guertin.—1. Un nommé Charles Touquet détient-il le claim T. 5783, bloc 12, canton Dasserat, comté Abitibi ?

2. Ce claim est-il sur la frontière interprovinciale et dans le voisinage du village de Cheminis, Province d'Ontario ?

3. D'autres personnes détiennent-t-elles un droit de résidence ou autres sur le même terrain ou partie dudit terrain ?

4. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et quel loyer chacune d'elles paie-t-elle à la Couronne ?

5. L'un de ces tenanciers a-t-il été trouvé coupable de vente illégale de boisson et condamné au mois de décembre 1927 à Villemarie ?

6. Des personnes ou des corps publics ont-ils fait des représentations au gouvernement afin que ces tenanciers soient mis en demeure d'évacuer les dits lieux ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui, à titre de concession minière depuis le 5 janvier 1928.

2. Oui, à une distance approximative d'un demi-mille de Cheminis, Ont.

3. 4. 5. et 6. Le gouvernement n'a accordé à personne de droits autres que ceux accordés à C. Touquet.

Question par M. Blain.—1. Combien de cultivateurs affectés par l'inondation des terres riveraines du lac Saint-Jean ont soumis leur cause à l'Arbitrage de la Commission du Lac Saint-Jean ?

2. Quels sont leurs noms et adresses ?

3. Quel montant d'indemnités a été réclamé par les intéressés et quel montant a été déterminé par la Commission dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. et 3. 137 cas soumis à la Commission. Les cas suivants ont été réglés :

David Claveau, St-Henri de Taillon, \$2,200, \$1,550; Henri & Ths Ls Larouche, St-Henri de Taillon, \$250; Alphonse Lefebvre, St-Henri de Taillon, \$2,700; Vve Oscar Renaud et Adélard Renaud, St-Henri de Taillon, \$3,000; Honoré Lefebvre, St-Henri de Taillon, \$8,500; Ernest Simard, St-Jérôme, \$15,000, \$8,800; Wilfrid Ouellet, St-Henri de Taillon, \$400; François Ouellet, St-Henri de Taillon, \$700; Marcellin Fortin, St-Henri de Taillon, \$250; Dame J.-Bte Gaumont, St-Prime, \$3,000, \$2,000; Georges Munger, St-Henri de Taillon, \$4,000, \$1,000; Ernest Bergeron, St-Henri de Taillon, \$500; Ernest Bergeron, St-Henri de Taillon, \$10,000, \$7,500; Henri Bergeron, Péribonka, \$1,500; Eloi Genest, St-Méthode, \$30,540; Henri Tremblay, St-Méthode, \$30,000; \$26,000; Wilfrid Boily, St-Méthode, \$2,000; Edmond Bouchard, St-Henri de Taillon, \$7,500, \$7,500; Alphège Tremblay, St-Méthode, \$13,000, \$13,000; Philippe Cauchon, Péribonka, \$20,000, \$17,500; Georges, Alphège et Vilmond Harvey, St-Henri de Taillon, \$35,000; \$30,000; Arsène Lalancette, St-Prime, \$2,500; Arsène Lalancette, St-Prime, \$1,000, \$1,000; Michel Lalancette, \$250; Michel Lalancette, St-Prime, \$3,000; Louis Lamontagne, St-Prime, \$15,000, \$12,500; Vve Xavier Gobeil, St-Méthode, \$6,000, \$6,000; Alexandre Hébert, St-Méthode, \$16,500; Johnny Martel, St-Méthode, \$6,000, \$5,500; Charles et Narcisse Dufour, St-Méthode, \$3,500; Gédéon Doucet, St-Méthode, \$8,000; \$8,000; Léon Lamontagne, St-Prime, \$7,000, \$6,000; Elie Girard, Roberval, \$600; Ernest Milot, St-Méthode, \$10,000, \$8,000; Albert Bernier, Roberval, \$200, \$200; Joseph Tremblay, Roberval, \$300, \$300; Stanislas Tremblay, Roberval, \$300, \$300; Louis Guay, Roberval, \$1,000; \$600; Pitre Girard, fils Ed., Roberval, \$1,500, \$1,000; Adélard Fortin, Chambord, \$250; Jean Harvey, St-Joseph-d'Alma, \$500, \$400; Auguste Pelletier, Roberval, \$6,000, \$4,000; Vve Bill Girard et Johnny Girard, Roberval, \$800; Norbert Fortin, Chambord, \$6000; \$4,500 Ferdinand Tremblay, St-Gédéon, \$13,500, \$13,500; Dollard Cloutier, St-Félicien, \$350; La Succ. Théodore Guy, St-Prime, \$1,650, \$1,650; Jos. Euchere Otis, Roberval, \$750, \$750;

Causes pendantes:

J.-Arthur Tremblay, St-Jérôme; Basile Néron, St-Jérôme; Arthur Lizotte, Roberval, \$300; Adolphe Asselin, St-Méthode; Antonio Hébert, St-Méthode; Dame Antonio Hébert, Roberval; Philéas Laliberté, Roberval; Wilfrid Girard, St-Jérôme; Georges Girard, St-Jérôme; Georges Lindsay, St-Gédéon; Edmond Dufour, St-Jérôme; Ferdinand Bédard, Québec; Alfred-E. Brassard, Roberval, \$6,000; Joseph Asselin, St-Félicien, \$8,000; François Girard, Roberval; Henri Lalancette, St-Méthode; Azarias Demeules, Chambord; Victor Demeules, Chambord; Joseph Demeules, Chambord; Thérance Potvin, Péribonka; Michel Michaud, Péribonka; François Nil Bouchard, Péribonka; Joseph Dufour, fils Edmond, Péribonka; Jos.-W. Paradis, Péribonka; La Cie d'Aqueduc du Lac St-Jean, Montréal; Arthur Girard, Roberval; Auguste Gagnon, Roberval; Louis Levesque, Roberval; Moïse Laroche, Roberval; Joseph Maltais, St-Cœur-de-Marie; Adélard Gagné, St-Cœur-de-Marie; Eugène Bergeron, St-Cœur-de-Marie; Edmond Bouchard, St-

Félicien; Napoléon Goudreau, St-Méthode; Albert Roy, St-Méthode; Gaspard St-Germain, St-Méthode; Alfred Milot, St-Méthode; Adélard Simard, St-Méthode; Henri Frigon, St-Méthode; Edouard Maurice, St-Prime; Anthime Rivard, St-Prime;

Causes retirées de la Commission ou réglées avec Duke-Price:

Joseph Gagnon, St-Méthode; Antoine Fournier, Péribonka; Polycarpe Moreau, Roberval; Chs-Edouard Milot, St-Méthode; Henri Trottier, Roberval; Ludger Bergeron, St-Henri-de-Taillon, \$125; Onésime Tremblay, St-Joseph-d'Alma; Trefflé Simard, St-Méthode; Johnny Gilbert, St-Henri-de-Taillon; Luc Demeules, Chambord; Ovila Milot, St-Méthode; Albert Beaudoin, St-Méthode; Joseph Duguay, St-Méthode; Joseph Tanguay, Roberval; Edouard Couture, Roberval; Vve Isaïe Galarneau, Roberval; Vve Oscar Renaud, St-Henri-de-Taillon; Herménégilde Harvey, Roberval; Joseph-Adélard Lessard, St-Gédéon; Adolphe Larouche, St-Gédéon; Hilaire Bérubé, Chambord; Joseph Hudon, Chambord; Télesphore Lavoie, Roberval; Henri Gagnon, St-Gédéon; Arthur Boily, Chambord; Joseph Bouchard, St-Méthode, \$20,000; David Tremblay, St-Henri-de-Taillon, \$6,000; Xavier Gaudreau, St-Jérôme; Ernest Gagnon, Roberval, \$500; Léopold Boivin, Péribonka; Amédée Fortin, St-Henri-de-Taillon; Honoré Croteau, St-Méthode; J.-C.-A. Ménard, Chambord, Elie Gagnon, Roberval; Henri Boivin, Roberval, \$4,000; Albert St-Hilaire, St-Henri-de-Taillon, Camille St-Hilaire, St-Henri-de-Taillon; Honorine Trudel, Québec, \$9,000; Joseph Dufour, St-Méthode, \$12,000; Johnny Fleury, St-Méthode; Dame Johnny Fleury, St-Méthode; René Bélanger, St-Henri-de-Taillon, Herménégilde Lapierre, St-Prime, \$2,000 J.-C.-A. Rinfret, St-Méthode; Delphis Bouchard, St-Henri-de-Taillon, \$6,000; Urbain Dupuis, St-Méthode, \$20,000; Joseph Guay, St-Méthode; Simon Lavoie, St-Méthode; Ernest Lépine, Jonquières;

Impossible de donner le montant réclamé dans chaque cas parce que rarement les réclamants l'ont fixé.

Question par M. Blain.—1. La Commission du Lac Saint-Jean a-t-elle fait rapport périodiquement de ses activités au gouvernement ou au ministère des terres et forêts?

2. Dans la négative, pourquoi?

3. La Commission du Lac Saint-Jean a-t-elle au moins fait un rapport préliminaire?

4. Dans la négative, pourquoi?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger ce rapport?

6. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de le demander?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

La Commission n'a pas fait rapport et rien dans la loi l'oblige à en faire.

Question par M. Lafleur.—1. M. Uldéric Paris, de Deschaillons, a-t-il déjà détenu des contrats de construction de chemins du département de la voirie?

2. Ces contrats lui ont-ils été accordés par commission ou autrement ?

3. En quelle année, et pour quels chemins ?

4. Quels montants le département de la voirie lui a-t-il payé pour ces contrats ?

5. M. Paris a-t-il été à l'emploi du département de la voirie comme surveillant de travaux ou autrement ?

6. En quelle année et sur quels chemins a-t-il travaillé ?

7. Combien a-t-il reçu comme tel ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui.

2. A prix unitaires.

3. *a.* En 1920 pour le chemin du Bord de l'Eau (route Lévis-St-Lambert) dans le village de Deschaillons; *b.* en 1922 pour la route Lévis-St-Lambert dans le village de Deschaillons et la paroisse de Ste-Emélie; *c.* en 1923 pour la route Lévis-St-Lambert dans la paroisse de Ste-Emélie; *d.* en 1922 pour la route Lévis-St-Lambert dans la paroisse de Ste-Croix.

4. *a.* \$147,201.03; *b.* \$132,858.91; *c.* \$13,534.09; *d.* rien.

5. Oui.

6. En 1924 sur la route Lévis-St-Lambert dans le village de Leclercville.

7. \$750.00.

Question par M. Tremblay.—1. Qui a le contrat pour l'entretien de la route Tour du Lac Saint-Jean ?

2. Quelle somme lui a-t-il été payée à date ?

3. A-t-il des associés dans ce contrat ?

4. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et adresses ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. E. R. Truchon.

2. \$228,509.30.

3. Le Gouvernement l'ignore.

4. Répondu à la question 3.

Question par M. Renaud.—1. Quand les travaux d'amélioration ont-ils été faits dans les chemins des paroisses ou des municipalités suivantes: *a.* Sainte-Flavie; *b.* Grand-Métis; *c.* Sandy-Bay; *d.* Saint-Ulric; *e.* Matane; paroisse; *i.* Petit-Matane; *g.* Mont-Joli; *h.* Saint-Jean-Baptiste; *i.* St-Joseph de Lepage; *j.* Sainte-Angèle, paroisse; *k.* Sainte-Angèle, village ?

2. Quel a été, dans chaque cas, le mode de contribution du gouvernement ?

3. Quel a été, dans chaque cas, la part: *a.* du gouvernement; *b.* des paroisses ou municipalités ?

4. Quel a été le coût d'achat des terrains sur le littoral pour le redressement et l'élargissement de la route dans chacune des municipalités sur le littoral ?

5. En quelle année, les cantonniers sont-ils entrés en fonctions dans chacune des dites municipalités aux frais de la voirie ?

6. Dès que les cantonniers furent en fonctions, est-ce que les municipalités ont fourni de l'argent ?

7. Dans l'affirmative, quelle somme dans chaque cas ? et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Sur les routes Rimouski-Matapédia et Rimouski-Ste-Anne-des-Monts dans la paroisse de Sainte-Flavie-de-Lepage en 1925 et 1926; la paroisse de St-Octave-de-Métis en 1925 et 1926; le village de Métis-sur-Mer en 1924 et 1925; la paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider en 1925; la paroisse de Saint-Ulric-de-Matane en 1925; le village de Saint-Ulric en 1925; la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane en 1925 et 1926; le village de Saint-Jérôme-de-Matane en 1926; le village de Mont-Joli en 1922; la municipalité de Saint-Jean-Baptiste en 1925; la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage en 1924; la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici en 1924 et 1925; le village de Sainte-Angèle de-Mérici en 1924.

2. Pour les paroisses de Sainte-Flavie-de-Lepage, Saint-Octave-de-Métis, Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider, Saint-Ulric-de-Matane, Saint-Jérôme-de-Matane et le village de Saint-Ulric, le gouvernement a exécuté les travaux et les municipalités ont fourni le bois requis pour les ponceaux et les garde-fous ainsi que tout le terrain nécessaire pour les élargissements et les redressements.

Pour les villages de Métis-sur-Mer et de Mont-Joli et la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, le gouvernement a fourni l'argent à 2%.

Pour les villages de Saint-Jérôme-de-Matane et de Sainte-Angèle-de-Mérici et la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage, le gouvernement a fourni l'argent à 50%.

Pour la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, l'argent a été fourni à 50% en 1924 et à 2% en 1925.

3. Paroisse de Sainte-Flavie-de-Lepage: *a.* \$7,512.03; *b.* bois et terrain—paroisse de Saint-Octave-de-Métis: *a.* \$13,982.17; *b.* bois et terrains—village de Métis-sur-Mer: *a.* \$19,550.65; *b.* \$1,033.37—paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider: *a.* \$18,276.91; *b.* bois et terrains—paroisse de Saint-Ulric-de-Matane: *a.* \$8,828.94; *b.* bois et terrains—village de Saint-Ulric: *a.* \$1,451.32; *b.* bois et terrains—paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane: *a.* \$29,500.43; *b.* bois et terrains—village de Saint-Jérôme-de-Matane: *a.* \$4,710.35; *b.* \$4,710.35—village de Mont-Joli: *a.* \$4,197.29; *b.* \$466.76—Saint-Jean-Baptiste: *a.* \$3,480.91 *b.* \$139.24;—paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage: *a.* \$4,644.24; *b.* \$4,644.24—paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici: *a.* \$21,821.09; *b.* \$6,088.76—village de Sainte-Angèle-de-Mérici: *a.* \$1,061.64; *b.* \$1,061.64.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. En 1925 dans la paroisse et le village de Sainte-Angèle-de-Mérici et la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage: en 1926 dans les paroisses de Sainte-Flavie-de-Lepage, de St-Octave-de-Métis, de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider et de Saint-Ulric-de-Matane, les villages de Métis-sur-Mer, de Saint-Ulric et de Mont-Joli et la municipalité de Saint-Jean-Baptiste; en 1927 dans la paroisse et le village de Saint-Jérôme-de-Matane.

6. Non.

7. Répondu à la question 6.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature et la loi de l'Exécutif".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 160) intitulé: "Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec"

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 195) intitulé: "Loi concernant le rapatriement des canadiens dans la province".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 157) intitulé: "Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi des ingénieurs-forestiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil. M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre.

MERCREDI 14 MARS 1928

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 153.—Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand-Mère et l'évaluation des propriétés de "Laurentide Power Company, Limited".

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill No 107.—Loi autorisant la cité des Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres afin de consolider sa dette flottante, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 198.—Loi amendant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du Banc du Roi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, le bill suivant:

Bill 65, intitulé: "Loi modifiant l'article 72a du Code de procédure civile".

Question par M. Sauvé.—1. Quel est dans la province de Québec, le nombre des établissements industriels qui s'approvisionnent des produits de la ferme pour leur matière première?

2. Le gouvernement accorde-t-il des octrois à quelques-uns de ces établissements?

3. Dans l'affirmative, quels sont ces établissements?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 2. et 3. Les seules statistiques industrielles recueillies par le Bureau des Statistiques de Québec se rattachent à la fabrication du beurre et du fromage. L'inspection de ces fabriques, la Société de l'Industrie Laitière et l'École de Laiterie de St-Hyacinthe ont absorbé en 1926-27, une somme globale de \$214,000.00. Le gouvernement ne recueille pas de statistiques sur les autres industries de la province.

Question par M. Sauvé.—1. Quel est le montant total qui a été dépensé pour la construction d'académies commerciales dans la province depuis 1920?

2. Quelle a été la part payée: *a.* par le gouvernement; *b.* par autres corps?

Réponse par l'honorable M. David:

Impossible de répondre à ces questions tel que posées.

Question par M. Renaud.—1. Combien de tonnes d'amiésite ont été employées dans les chemins de la province en 1927?

2. Combien de milles de chemins ont été faits avec cette quantité?

3. Quelle était la largeur moyenne de ces chemins?

4. Combien de verges carrées ont été ainsi faites?

5. Quel a été le coût à la verge carrée?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Pavage: 53,269.28 tonnes; réparations: 7,318.05 tonnes.

2. 40,495 milles ont été pavés.

3. Largeur moyenne du pavage: $16\frac{3}{4}$ pieds.

4. 397,976 verges carrées ont été pavées.

5. Coût moyen du pavage la verge carrée: \$1.55.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et des citoyens de Sainte-Flore, comté de Champlain, au sujet de "l'Impérial Oil" et de M. Evariste Berthiaume, depuis 1926.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Rochette propose, secondé par M. Piché:

Que l'Ordre de la Chambre en date du vendredi 3 février dernier portant la troisième lecture du bill No 123, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company, Limited" et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie", soit rescindé et que le bill soit inscrit sur le feuillet pour nouvelle étude en comité plénier.

La motion est mise en délibération.

L'honorable M. Taschereau soulève le point d'ordre que la motion est irrégulière, parce que la Chambre est actuellement dessaisie du bill 123, et parce que la motion ne demande pas la révocation de l'ordre, qui aux termes de l'article 473 du règlement, est censé avoir été adopté.

M. l'Orateur prend en délibéré la question soulevée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie.

Conformément à l'article 106 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis; M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill, est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

M. Grant propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre,

M. Crépeau propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay: Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Cantin,
Crépeau,
Duplessis,*

*Gault,
Guertin,
Sauvé,
Tremblay.—8*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bernard,
Bouchard,
Bouthillier,
Dansereau,
Delisle,
Dufour,
Dugas,
Fortier,*

*Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac St-Jean),
Nicol,
Papineau,
Perrault,*

Francaeur,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,

Phaneuf,
Piché,
Pilon,
Power,
Samson,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—40.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre,

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants "Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instruction de le modifier en en remplaçant l'article 14 par les suivants:

"14. Dans les trente jours de sa sanction, la présente loi sera soumise à l'approbation des électeurs municipaux de la cité des Trois-Rivières dans un referendum au scrutin secret tenu, *mutatis mutandis*, suivant les dispositions de la Loi de l'avance de l'heure (Statuts refondus, 1925, chap. 132).

"15. L'article 14 de la présente loi entrera en vigueur le jour de la sanction de celle-ci, et les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le referendum mentionné en l'article 14 aura eu lieu, mais dans le cas seulement où elles y auront été approuvées par la majorité des votants".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,

Guertin,
Power,
Sauvé,
Tremblay.—8.

CONTRE

Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bernard,
Bouchard,

Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lortie,
Marchand,
McDonald,

*Bouthillier,
Cantin,
Dansereau,
Dufour,
Dugas,
Fortier,
Francœur,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,*

*Mercier,
Messier,
Moreau (Lac St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Papineau,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Pilon,
Samson,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—40.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 22, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la sécurité dans les édifices publics".

Bill No 23, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Bill No 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur certaines mutations de propriété".

Bill No 48, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill No 50, intitulé: "Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval".

Bill No 56, intitulé: "Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi".

Bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales".

Bill No 61, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux".

Bill No 152, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

Bill No 162, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires".

Bill No 199, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables".

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 15 MARS 1928

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 4 Loi modifiant la Loi des jurés.
- 6 Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure.
- 7 Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn.
- 8 Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.
- 9 Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi.
- 10 Loi modifiant la Loi des musées de la province.

-
- 11 Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits.
 - 14 Loi modifiant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.
 - 15 Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.
 - 16 Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse.
 - 17 Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny.
 - 21 Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats.
 - 24 Loi modifiant la Loi des établissements industriels.
 - 26 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.
 - 27 Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi.
 - 28 Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.
 - 29 Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55.
 - 30 Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil.
 - 32 Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies.
 - 33 Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.
 - 37 Loi modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.
 - 39 Loi concernant le palais de justice du district de Québec.
 - 42 Loi amendant l'article 598 du Code de procédure civile.
 - 44 Loi modifiant la loi de la voirie.
 - 46 Loi concernant une certaine subvention aux Ecoles ménagères provinciales.
 - 51 Loi modifiant l'article 44 du Code civil.
 - 53 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
 - 59 Loi modifiant la Loi de la gasoline.
 - 65 Loi modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.
 - 76 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.
 - 77 Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.
 - 78 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit.
 - 79 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examens.
 - 80 Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
 - 81 Loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.
 - 82 Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup.
 - 83 Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville.
 - 84 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre

- Henry Léo Silverstone au nombre de ses membres, après examen.
- 85 Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec.
- 86 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens.
- 89 Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".
- 90 Loi constituant en corporation la *Congregation Tifereth Israel*.
- 91 Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie *King Edward Park & Amusement Company*.
- 92 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen.
- 93 Loi concernant *The Engineers' Club of Montreal*.
- 94 Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.
- 95 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis.
- 96 Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.
- 97 Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.
- 98 Loi modifiant la Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.
- 101 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
- 102 Loi modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières".
- 103 Loi modifiant la charte de *The Shawinigan Water and Power Company*.
- 104 Loi modifiant la charte de *The North Shore Power Company*.
- 105 Loi changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal".
- 109 Loi modifiant la charte du Crédit général du Canada.
- 110 Loi changeant le nom de "la Société d'administration générale" (*The General Administration Society*).
- 111 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.
- 112 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.
- 113 Loi confirmant le règlement No 89 du village de Thurso.
- 115 Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie "*Canadian International Paper Company*".
- 116 Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".
- 119 Loi modifiant la charte de *The Yukon Loan & Trust Company*.
- 120 Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois.

-
- 121 Loi ratifiant le règlement numéro 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à *The Arthabaska Clothing Company*
- 122 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen.
- 124 Loi ratifiant le titre de *St. Lawrence Paper Mills, Limited*, à certaine propriété et certain droit.
- 125 Loi constituant en corporation la *Congregation Knases Bnai Israel*.
- 134 Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated*, pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz.
- 135 Loi permettant à Mario Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du barreau de la province de Québec.
- 136 Loi concernant l'Hôpital Français, et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.
- 137 Loi constituant en corporation *The Quebec Baptist Church*.
- 139 Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.
- 140 Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.
- 143 Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain.
- 144 Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.
- 147 Loi constituant en corporation *The Bell Telephone Pension Fund Corporation*.
- 149 Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le *Manoir Drummond, Limited*.
- 151 Loi concernant une propriété de l'hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec.
- 152 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
- 169 Loi concernant la consolidation et la disposition de certains revenus.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Et, à leur retour,

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à cette Honorable Chambre que:

Le bill 106.—Loi concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la "Montreal Light, Heat & Power Consolidated" a été retiré.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné qu'à partir de jeudi, le 15 mars courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours excepté le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 183) intitulé: "Loi concernant les droits seigneuriaux dus dans la province".

Bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret de certains règlements, par les électeurs".

Bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par M. Fortier, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre: Copie de toutes correspondances et de tous documents échangés entre le gouvernement ou un de ses membres et le gouvernement du Canada, les autorités des chemins de l'Etat, la cité de Québec ou toutes autres personnes, relativement à l'établissement d'un chemin de voitures sur le pont de Québec pour relier les routes Québec-Montréal, Lévis-Saint-Lambert et autres.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que, vu le bill (No 133) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal", n'a pas été adopté, les honoraires et amendes que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction des frais d'impression et de traduction.

M. l'Orateur rend sa décision au sujet du point d'ordre soulevé, le mercredi 14 mars courant, par l'honorable M. Taschereau, à la motion de M. Rochette:

“Que l'Ordre de la Chambre en date du vendredi 3 février dernier portant la troisième lecture du bill No 123, intitulé: “Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la “Murray Bay-Paper Company, Limited” et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie”, soit rescindée et que le bill soit inscrit sur le feuillet pour nouvelle étude en comité plénier”, et s'exprime comme suit:

J'ai examiné la question avec le plus de soin et le plus d'attention possible, et voici à quelle conclusion j'en arrive: L'honorable député de Charlevoix-Saguenay a référé, au cours de ses remarques, aux “Journaux de l'Assemblée législative” de 1919 (séance du 20 février, page 101), où il est dit: “Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—
“Ordonné que l'ordre donné par cette Chambre, le mardi 11 février courant, portant la troisième lecture du bill (No 14), intitulé: “Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés, soit maintenant lu une troisième fois”, et donnant instruction au greffier “de porter le dit bill au Conseil législatif, soit révoqué.

“Ordonné que le dit bill soit réinscrit au feuillet pour troisième lecture à la prochaine séance.”

Il a aussi référé aux mêmes “Journaux de l'Assemblée Législative” (séance du 27 février, page 118), où il est dit: “Sur la motion de M. Lemieux, secondé par M. Robillard, il est—

“Ordonné que l'ordre: “Que le bill No 73.—Loi concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, soit maintenant lu une troisième fois”, lequel, a été voté, à la séance du vingt février courant, soit révoqué et que le dit bill soit renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer et autres moyens de communication avec instructions de le ré-examiner et de faire rapport.

“Ordonné que le dit bill soit renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer et autres moyens de communication pour y être ré-examiné”.

J'ai examiné ces deux autorités, mais je dois constater que l'objection qui est maintenant faite à la motion de l'honorable député de Charlevoix-Saguenay, n'a pas été soulevée dans chacun des deux cas plus haut mentionnés et que les motions en question ont été adoptées unanimement, la Chambre, d'après un principe bien reconnu, étant toujours maîtresse de ses décisions.

Du moment cependant que l'objection est soulevée par un membre, c'est le devoir de l'Orateur d'examiner la question attentivement et de la juger d'après les règlements et la jurisprudence parlementaire.

Je dois donc référer à nos règlements et à la jurisprudence qui s'y rapporte.

L'article 555 du "Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec" dit: "A moins de dispositions contraires, les règles relatives aux bills publics s'appliquent aux bills privés."

Or, à la section 6, intitulée: "De l'adoption des bills publics et de leur transmission au conseil législatif", je lis ce qui suit:

Article 472: "Quand un bill public a été lu une troisième fois, il est censé voté par la Chambre."

Article 473: "Quand un bill public qui a pris naissance dans cette chambre est voté, l'ordre suivant est par la-même censé adopté: "Que le greffier porte ce bill au conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter. Cet ordre n'est pas inséré au journal."

Article 474: "Quand un bill public qui a pris naissance au Conseil législatif est voté par cette chambre sans modifications, l'ordre suivant est par la-même censé adopté: "Que le greffier reporte ce bill au conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette chambre a voté le dit bill sans amendement." Cet ordre n'est pas inséré au journal."

Article 475: "Quand un bill public qui a pris naissance au Conseil législatif est voté par cette Chambre après avoir été modifié, l'ordre suivant est par là même censé adopté: "Que le greffier reporte ce bill au conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette chambre a voté le dit bill avec un amendement (ou plusieurs amendements) qu'elle les prie d'agréer." "Cet ordre n'est pas inséré au journal."

Article 476: "Dès qu'un bill public qui a pris naissance dans cette chambre a été voté, le greffier doit en porter ou transmettre une copie imprimée au conseil législatif, après avoir apposé au bas de cette copie le certificat suivant: "Voté par l'Assemblée législative le (date du vote)....." "Quand un bill a été porté ou transmis au conseil législatif par erreur ou qu'on découvre quelque erreur dans un bill qui a été transmis au conseil législatif, la chambre peut envoyer un message au conseil en vue de se faire retourner le bill et de rectifier l'erreur qui s'y est glissée."

Ces divers articles me portent à conclure que du moment qu'un bill a subi sa troisième lecture il doit être immédiatement porté au Conseil législatif et que cette chambre en est dessaisie.

J'ai poussé plus loin mes recherches et j'ai examiné avec soin les différentes décisions qui ont été rendues par les orateurs qui m'ont précédé.

Dans le recueil des décisions rendues par les Honorables J.-C. Wurtele, Philippe-Gabriel Marchand et Pierre-Evariste Leblanc, je n'ai pu trouver absolument rien qui puisse m'éclairer.

En feuilletant les "Décisions des Orateurs de l'Assemblée législative" de 1867 à 1901, par L.-G. Desjardins, ancien greffier de cette chambre, je trouve qu'à la séance du 25 février 1878, l'Honorable Louis Beaubien a décidé: "Qu'il est dangereux de référer de nouveau un bill à un "comité devant lequel il a été déclaré que le préambule n'était pas prouvé, et que la Chambre ne peut convenablement s'occuper de la mesure "que si elle est présentée de nouveau." (p. 80).

C'est là le sommaire de la décision que les "Journaux de l'Assemblée Législative", volume 11, page 176, donnent plus en détails de la

manière suivante: "M. l'Orateur décide: "Que dans son opinion, on a "recours là à un procédé dangereux en référant de nouveau le bill au "comité devant lequel il a été déclaré que le préambule n'était pas "prouvé; que la Chambre ne peut convenablement s'occuper maintenant "de la mesure que si elle est présentée de nouveau. Il déclare la motion "hors d'ordre." (Page 82 du volume plus haut cité.)

J'admets que le cas n'est peut-être pas tout-à-fait identique à celui qui m'est présentement soumis, mais je le mentionne pour bien indiquer que le principe en jeu est à peu près le même.

J'ai poussé plus loin mes recherches et je vois entr'autres choses dans "Sir T. Erskine May's Parliamentary Practice" 11^{ème} édition, à la page 501, ce qui suit: "Verbal amendements only can be made to a "a bill *on the third reading*. When material amendements are desirable, "the order for the third reading of the bill may be discharged, and the bill "recommitted to introduce the amendements in committee. In such cases "it has been customary to consider the bill as amended, *and to read it a "third time, immediately*." C'est ce qui a été décidé dans: "New Zealand "Government Act Amendment Bill, 7th Aug., 1857, 112 C.J. 384; "Stamp Duties Bill, 31st March, 1860, 115 ib. 174; 144 ib. 309, 381; "160 ib. 401."

Le même auteur ajoute à la page 502: "In the Commons, in addition "to the opportunities offered by the committee (see p. 491) and report "(see p. 497) stages, amendements may be offered to the title *on the "third reading stage of a bill*."

Comme on le constate par ce qui précède, il est toujours question de procédures *avant* ou *lors* de la troisième lecture, et non pas *après* comme dans le cas qui nous occupe.

Redlich (voir "The Procedure of the House of Commons", volume "III, page 98) n'est pas moins explicite: "*Recommittal is, however, a rare "exception. The usual course, after a bill has passed through the report "stage, and has been accepted by the House in the committee's form, "with or without amendment, is to take the third reading. When the "motion is made that the bill be now read as third time", the same kind "or formal amendements are permissible as on the second reading i.e., "amendments posponing it for three or six months. In the House of "Lords it is possible to move substantive amendements on third reading; but "in the Commons only grammatical and verbal amendements may be made. "IT IS NO LONGER IN ORDER TO MAKE MATERIAL ALTERA- "TIONS. In case of urgent necessity the order for third reading may be "discharged and the bill recommitted. This may be done without interrupt- "ing the proceedings: the bill may be recommitted, amended in commit- "tee, reported, considered on report and read a third time at the one "sitting by simple orders of the House. After third reading the title of the "bill may, if necessary, be amended so as to make it conform to the contents "of the bill*."

Encore là il est toujours question des procédures qui peuvent se présenter *avant* ou *lors* de la troisième lecture, mais non *après*.

"Bourinot's Parliamentary Procedure", 3^{ème} édition, à la page 673, dit ce qui suit: "On the 5th of April, 1877, in the Canadian Commons "a member proposed to send a bill respecting insolvency back to commit-

“tee, but the speaker ruled that such an amendement was inadmissible
“at that stage—the *third reading* having been agreed to Any amendement
“to the title may now be made.”

Et il ajoute: “When a bill has passed all its stages in one House,
“it is reprinted in proper form and communicated to the other House by
“one of the clerks at the table, who takes it up and presents it at the
“bar to a clerk.”

Je le répète, je suis d'opinion que lorsqu'un bill a été discuté au comité auquel il a été référé, de même qu'au comité plénier de la Chambre, et qu'il a subi régulièrement ses trois lectures, cette Chambre en est dessaisie.

S'il en était autrement, cela équivaldrait à dire que chaque fois qu'un député ne serait pas satisfait de la décision rendue, il pourrait faire une motion du genre de celle-ci et rouvrir toute la discussion, et en poussant le principe à ses dernières conséquences, ceci aurait pour effet de s'appliquer non seulement à un, mais à plusieurs projets de loi, avec comme résultat que le travail de la législature serait considérablement retardé.

Pour toutes ces raisons et après avoir bien pesé le pour et le contre, je crois qu'il vaut mieux trancher la question une fois pour toutes.

Je déclare donc la motion hors d'ordre.

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait par M. Rochette, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Authier,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Blain,
Bouchard,
Bullock,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Fortier,
Francœur,
Frigon,

Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Oliver,
Papineau,
Perrault,
Piché,
Philps,
Pilon,
Plante,
Poulin,
Power,
Roy,

<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Lafrenière,</i>	<i>Vautrin.—56.</i>

CONTRE

Messieurs:

Farand, *Rochette.—2.*

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Farand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, requête, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés et toute personne depuis 1925 inclusivement concernant l'industrie de l'élevage domestique des animaux à fourrures, principalement du renard argenté.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 187, intitulé: "Loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 200, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 99, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

Bill No 108, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Racine", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 mars 1928, pour copie d'un état des recettes et dépenses du 1er juillet 1927 au 31 décembre 1927. (*Document de la session No 53*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 22 février 1928; pour copie de toutes correspondances et de tous documents, contrats, correspondances, etc., entre le ministère de la Voirie et toute personne au sujet de l'ouverture d'une route entre Sainte-Lucie et Sainte-Apolline, dans le comté de Montmagny.

(*Document de la session No 54*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 mars 1928, pour copie de toutes correspondances, requêtes, etc., depuis 1925, au sujet de la prohibition de la pêche avec filets, verveux, etc., ou autres

engins destructeurs, dans le lac des Deux-Montagnes, entre Carillon et Oka.
(Document de la session No 55).

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les honoraires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 90) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congrégation Tifereth Israel" a pour objet l'expansion d'un culte religieux, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill, soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 105) intitulé: "Loi changeant le nom de "directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge Sainte-Brigitte de Montréal" a pour objet le développement d'une entreprise publique et de charité les honoraires ordinaires payés par les promoteurs dudit bill, soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 125) intitulé: “Loi constituant en corporation la “Congrégation Knases Bnai Israel”, a pour objet l’expansion d’un culte religieux, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill, soient remboursés, moins les frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 200) intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Montréal”, et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

M. Blain propose que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif mais avec l’amendement suivant: “en en retranchant le paragraphe 5” (page 2).

M. Crépeau propose par voie d’amendement, secondé par M. Gault: Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants: “en en retranchant le quatrième alinéa, de la page 8”.

Et l’amendement étant soumis à la Chambre, M. Tremblay propose par voie de sous-amendement, secondé par M. Sauvé:

Que la motion d’amendement en discussion soit amendée en y ajoutant ces mots: “3 en en retranchant le paragraphe 20” (page 5).

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Gault,

Sauvé,
Tremblay.—5.

CONTRE

Messieurs:

Baillargeon,
Bédard,
Casgrain,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),

Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreault (Rimouski),
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Pilon,
Plante,
Poulin,

*Galipeault,
Gauthier,
Lafrenière,
Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,*

*Power,
Roy,
Samson,
Saurette,
Taschereau,
Vautrin.—37.*

Le sous-amendement est ainsi rejeté.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre le rejette après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi constituant en corporation "les Rentiers de l'avenir".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand-Mère et aussi concernant l'évaluation des propriétés de "Laurentide Power Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département des terres et forêts".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 16 MARS 1928

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, le bill suivant:

Bill 201.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements, par les électeurs.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 174.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet.

Ordonné que l'honorable M. Moreau ait la permission de présenter un bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois. *Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Moreau, secondé par l'honorable M. Lapierre, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture".

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le total des réclamations produites dans l'affaire de M. Evariste Berthiaume, sous-entrepreneur pour l'entretien et la réfection de chemins et cédant autorisé en vertu de la Loi des faillites?

2. Sur ce total, quelle somme a été payée à date?

3. Combien de journaliers et autres sont-ils créanciers dans cette faillite?

4. Recevront-ils le plein montant de leurs réclamations?

5. Dans l'affirmative, quand?

6. Dans la négative, quel pourcentage recevront-ils?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le département de la voirie a en mains des réclamations pour \$7,829.12 environ.

2. Aucune par le département de la voirie.

3. 442 environ.

4. Le département de la voirie a en mains un montant suffisant pour couvrir le total des réclamations justifiées.

5. Répondu à la question 4.

6. Répondu à la question 4.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 159, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le surintendant des assurances pourra, sur paiement d'un droit de vingt-cinq dollars, accorder à toute personne, société ou corporation qu'il jugera recommandable, en cette province, une licence l'autorisant à agir comme courtier spécial d'assurances, pour négocier, continuer ou renouveler des contrats d'assurances, sur des propriétés ou autres intérêts dans cette province, avec des assureurs non enregistrés pour transiger ce genre d'affaires dans cette province.

Résolu, 2.—Que la licence mentionnés dans la résolution précédente pourra, à la discrétion du surintendant des assurances, être ensuite renouvelée annuellement sur paiement d'un droit de vingt-cinq dollars pour chaque renouvellement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 135) intitulé: "Loi permettant à Mario-Emile Lattoni, B. A., B C. L., d'être admis comme membre du barreau de la province de Québec", a été adressé par erreur, à l'honorable secrétaire-provincial que cette erreur a été cause que ce projet de loi est parvenu au greffier du comité des bills privés après l'expiration des délais prescrits par les articles 497 et 498 des règles, qui régissent les bills privés, le montant additionnel de \$100.00 que les promoteurs de ce bill ont payé leur soit remboursé.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Morgan Trust Company", a été rejeté par le Conseil législatif, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Piché, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 107) intitulé: "Loi autorisant la cité des Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres, afin de consolider sa dette flottante", a été retiré parce qu'une loi générale a été présentée, que les honoraires ordinaires payés par les promoteurs dudit bill soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Piché, il est—

Ordonné que, vu le bill (No 106) intitulé: "Loi concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la "Montreal, Light, Heat & Power Consolidated" a été retiré à la suite d'un règlement entre les parties, que les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill, soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments".

Bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe".

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les divertissements".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements, par les électeurs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Labrador Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Sauvé.—1. Quel montant a été octroyé par le gouvernement depuis 1920 à date pour la construction d'académies commerciales dans la province?

2. Combien d'académies commerciales ont reçu ces octrois et quelle somme a été octroyée à chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. David:

1 et 2. Depuis 1920-21, le gouvernement a payé pour aider à la construction d'écoles pour garçons: 1920-21: \$32,000.00; 1921-22: \$57,500.00; 1922-23: \$30,750.00; 1923-24: \$45,000.00; 1924-25: \$54,000.00; 1925-26: \$35,000.00; 1926-27: \$45,000.00; 1927-28: \$72,500.00;

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de tous documents, correspondance, etc., entre le gouvernement, l'un de ses membres, ou la Commission des monuments historiques et toute personne ou comité, au sujet de l'érection d'un monument au Bienheureux Jean de Brébœuf au deuxième Portage-des-Chaudières dans la cité de Hull.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 195, intitulé: "Loi concernant le rapatriement des canadiens dans la province".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement un montant de cinquante mille dollars au rapatriement des canadiens émigrés ou établis à l'étranger, et que ce montant sera payé à même le fonds consolidé du revenu, suivant le mode et les conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 195) intitulé: "Loi concernant le rapatriement des canadiens dans la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 3, intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, — Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir et d'organiser, sous le contrôle et la direction du Bureau de censure des vues animées, un système de censure des affiches, panneaux-réclame ou autre mode servant à annoncer une représentation théâtrale ou de vues fixes ou animées; d'adopter des règlements à cette fin; de prescrire les honoraires payables pour l'examen d'iceux, par ledit bureau de censure, et de nommer le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend le nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège

ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 161, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le délai pour effectuer le paiement suivant l'article 3 de la Loi de l'abolition des ponts et chemins de péage (Statuts refondus, 1925, chapitre 242), soit étendu à vingt ans.

Résolu, 2.—Que la disposition de la résolution précédente sera censée avoir eu son application depuis le 3 avril, 1927.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'abolition des ponts et des chemins de péages".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant, de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 157, intitulé: "Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand-Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et la dite corporation à cette fin".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des travaux publics et du travail à signer, pour et au nom du gouvernement de cette province, avec la corporation de la cité de Grand-Mère un contrat suivant les termes et conditions et pour les objets mentionnés dans le projet de contrat reproduit comme cédule "B" de la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 157) intitulé: "Loi validant le règlement No. 261 de la cité de Grand-Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et la dite corporation à cette fin".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 157) intitulé: "Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand-Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambrese forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 157) intitulé: "Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et la dite corporation à cette fin".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyés à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre, se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 5, intitulé: "Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la pension du président de la Commission".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, les articles 236, 237, 238, 239 et 241 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), concernant la pension des juges des sessions, s'appliqueront, en y faisant les changements nécessaires, au président de la Commission des liqueurs de Québec.

Résolu, 2.—Que la pension dudit président sera payée par la Commission des liqueurs de Québec, et, au cas de l'abolition de cette dernière, par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Bédard,
Bergeron,*

*Nicol,
Paquet,
Perrault,*

<i>Bouchard,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Power,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Mercier,</i>	<i>Thériault.—20</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Blain,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Duplissis,</i>	<i>Sauvé.</i>
	<i>Tremblay.—5.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la pension du président de la Commission".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 196) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la réglementation municipale des édifices publics".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill est l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas six millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., depuis 1923, au sujet des industries greffées sur l'agriculture dans la province de Québec.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, etc., depuis 1925 entre le gouvernement et toute personne au sujet de plaintes relatives à la diffusion de l'enseignement commercial dans la province de Québec.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 19 MARS 1928

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: "Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Frank Bond, avant d'entrer à l'emploi du gouvernement à la prison de Bordeaux, était-il sergent de police à l'emploi de la cité de Montréal?

2. Avant d'entrer à l'emploi du gouvernement, avait-il perdu sa position de sergent de police à Montréal? Si oui, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. et 2. Le gouvernement l'ignore.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 197) intitulé: "Loi concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Duplessis:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans trois mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Blain,</i>	<i>Lastleur,</i>
<i>Crépeau,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Tremblay—6</i>

CONTRE:

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Power,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thériault,</i>
	<i>Vautrin—27</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi relative au prêt agricole".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à souscrire au capital-actions de la Commission du prêt agricole canadien, instituée sous l'autorité de la Loi du prêt agricole canadien (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 66), jusqu'à concurrence de cinq pour cent de la totalité des prêts en circulation dans cette province à quelque époque que ce soit, effectués sous l'autorité de ladite Loi du prêt agricole canadien.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur demande de la commission du prêt agricole canadien ou du conseil provincial, créé par l'article 3 de la Loi du prêt agricole de Québec, tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, accompagnée d'un état des prêts consentis dans la province, autoriser le trésorier de la province à effectuer cette souscription à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 45) intitulé: "Loi relative au prêt agricole".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 45) intitulé: "Loi relative au prêt agricole".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles".

Bill No 52, intitulé: "Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu".

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 20, intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

Bill No 69, intitulé: "Loi concernant l'Ordre du mérite scolaire".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 20) intitulé: "Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 69) intitulé: "Loi concernant l'Ordre du mérite scolaire", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonnés que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 45) intitulé: "Loi relative au prêt agricole".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 188, intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture".

L'honorable M. Moreau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Moreau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, nommer un inspecteur général et les autres officiers nécessaires à la mise à exécution de la section IV de la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture (Statuts refondus, 1925, chapitre 264,) et pourvoir à leur rémunération.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des édifices de la Législature et des départements, traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection, explorations, etc., (travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts—routes, pour l'exercice finissants le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prison, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'Agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt deux mille huit cent sept dollars et soixante-six centins soit ouvert à Sa Majesté pour Frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante quatre mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt-huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province, à Ottawa; traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi en aide d'un service maritime sur la Côte nord et des îles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service entre les îles de la Madeleine et Pictou, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi à "The Clark Steamship Co., Ltd", *re:* service hebdomadaire entre Montréal et la Côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi à la compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, *re:* service entre Rimouski et la Côte Nord, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toutes correspondances, résolutions adressées au Ministère de l'Agriculture de la Province de Québec par les Sociétés d'Agriculture, Cercles Agricoles, Cercles de l'U.C.C. et autres personnes du comté de Lotbinière, concernant la division du dit comté au point de vue agronomique et la nomination d'un second agronome.

Et, alors, la Chambre, s'ajourne.

MARDI 20 MARS 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 160, intitulé: "Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir, sur la recommandation du directeur du service provincial d'hygiène, dans des comtés ou groupes de comtés, suivant le cas, qui en font la demande, des services d'hygiène publique désignés sous le nom d'"unités sanitaires de comtés" et destinés à promouvoir et à protéger la santé publique, et d'affecter à la création et au maintien desdites unités sanitaires les sommes représentant la moitié du budget annuel de chacune des unités sanitaires.

Résolu, 2.—Que ces sommes seront prélevées sur le fonds consolidé du revenu sur demande écrite du directeur du service provincial d'hygiène, pour être versées au fonds spécial affecté à la création et au maintien des unités sanitaires, détenu en fidéicommis par le trésorier de la province.

Résolu 3.—Que la nomination de l'officier médical de chaque unité sanitaire devra être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui déterminera son traitement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 160) intitulé: "Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre, se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 68, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que la résolution soit retirée.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 194.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements.

Avec amendements:

Bill 183.—Loi concernant les droits seigneuriaux dus dans cette province.

Bill 203.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

Les bills suivants ont été rapportés à la Chambre:

Bill 202.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.

Bill 205.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 173.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination de vérificateurs des comptes pour certaines municipalités.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 204.—Loi modifiant l'article 423 du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelques temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 186, intitulé: "Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution de la section II, du paragraphe 2 de la section III, de la section VII et de la section VIII de la Loi de la voirie (Statuts refondus, 1925, chapitre 91).

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps: puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 189, intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que la résolution soit retirée.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'ordre de cette Chambre, en date du mercredi 7 mars courant portant que le bill (No 49) intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail" soit lu la troisième fois à la prochaine séance, soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Gault: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon à conférer à la Commission des Accidents du Travail le pouvoir de nommer le personnel qui sera jugé nécessaire pour la plus impartiale et la plus sage administration de la loi des Accidents du Travail".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,*

*Guertin,
Laflour,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay—9*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,*

*Gauthier,
Grant,*

Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Bissonnet,
Bouchard,
Bullock,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Daniel,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Fortier,
Gagnon (Kamouraska),
Galipeault,

Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
McDonlad,
Mercier,
Moreau (Lac St-Jean),
Nicol,
Papineau,
Perrault,
Piché,
Pilon,
Plante,
Poulin,
Power,
Rochette,
Samson,
Taschereau,
Thériault,
Vautrin,—43

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 136) intitulé: "Loi concernant l'Hôpital français, et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc" a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1928, pour copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et des citoyens de Sainte-Flore, comté de Champlain, au sujet de "l'Impérial Oil" et de M. Evariste Berthiaume, depuis 1926.

(*Document de la session No 56*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 mars 1928, pour copie de toute correspondance, requête, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés et toute personne depuis 1925 inclusivement concernant l'industrie de l'élevage domestique des animaux à fourrures, principalement du renard argenté.

(*Document de la session No 57*).

A une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 5, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques, relativement à la pension du président de la commission".

Bill 43, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les divertissements".

Bill 47, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Bill 67, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

Bill 71, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

Bill 118, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill 157, intitulé: "Loi validant le Règlement No 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin".

Bill 161, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage".

Bill 167, intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

Bill 190, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Bill 195, intitulé: "Loi concernant le rapatriement des canadiens dans la province de Québec.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement s'est-il fait représenter devant la Cour Suprême dans le cas soumis par le Procureur général du Canada concernant l'interprétation du mot "personne" en rapport avec l'éligibilité au Sénat?

2. Dans l'affirmative, par qui?

3. Qu'a coûté à la province cette représentation?

4. Quelle direction avait été donnée par le gouvernement à son représentant?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. MM. Charles Lanctôt, C.R., et Aimé Geoffrion, C.R.

3. Rien, jusqu'à ce jour.

4. De soutenir, conjointement avec les représentants du Gouvernement fédéral, l'inadmissibilité des femmes au Sénat.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre.

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Gault: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "Que" par les suivants: "Ce bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de cette chambre avec instruction de l'amender de façon à autoriser l'établissement d'une assurance collective obligatoire, administrée par la Commission des accidents du travail".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bercovitch,
Blain,
Bouchard,
Crépeau,
Duplessis,*

*Gault,
Guertin,
Laflour,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—11.*

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Laperrière.</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Cantin,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>Daniel,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>David,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Power,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Lafrenière,</i>	<i>Thurber,</i>
	<i>Vautrin.—57.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre,
Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer les bills suivants :

Bill 114, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

Bill 141, intitulé : "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company".

Bill 142, intitulé : "Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon".

Bill 150, intitulé : "Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et "Log Supply Company, Limited", et "World Match Corporation, Limited".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 114) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 141) intitulé : "Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 150) intitulé : "Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et "Log Supply Company, Limited", et "World Match Corporation, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 142) intitulé : "Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 183) "Loi concernant les droits seigneuriaux dus dans cette province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour: que le bill (No 38) intitulé: "Loi des accidents du travail", soit maintenant lu la troisième fois.

Et le débat se continue.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "Que " par les suivants:

"Ce bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de cette Chambre avec instruction d'amender la cédule des différents degrés d'incapacité partielle et permanente de manière à ce que le témoignage des médecins et la faculté de l'accidenté de poursuivre son occupation habituelle soient pris en considération et que dans tous les cas d'incapacité permanente, l'indemnité soit payable sous forme de rente mensuelle, la vie durant".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Blain,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Crépeau,</i>	<i>Renaud,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay.—12.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreau (Lac-St-Jean)</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>Daniel,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>David,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Power,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Lafrenière,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Vautrin.—56.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la chambre,
M. Blain propose par voie d'emendement, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "Que "dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants;

“Ce bill soit envoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l’amender de façon à retrancher dans le paragraphe 9, de l’article 3, les mots suivants:

“Mais seulement si l’accident est causé par cette machine ou l’explosion de ces matières”.

“En retranchant dans le paragraphe 10, de l’article 3, tous les mots après le mot, “commerciaux” et en les remplaçant par les suivants:

“Où il y a plus de trois ouvriers et où il est fait usage d’une machine mue par une force motrice autre que celle de l’homme et des animaux, mais seulement si l’accident est causé par la dite machine”;

“En ajoutant le paragraphe suivant dans l’article 3, paragraphe 11:

“Les maladies industrielles ou professionnelles survenues à l’occasion du travail ou par le fait du travail”.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Bouchard,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Lafleur,
Marchand,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—12.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Bissonnet,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Daniel,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,*

*Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Pilon,
Plante,*

Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,

Power,
Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—54.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre,

M. Lafleur propose par voie d'amendement, secondé par M. Smart: "Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de cette Chambre avec instruction de l'amender de façon à ce que le montant maximum du salaire pris comme base de compensation soit de \$2,000 au lieu de \$1,500".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Bouchard,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guerin,

Lafleur,
Marchand,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—12.

CONTRE

Messieurs:

Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Bissonnet,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,

Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac Saint-Jean),

Coté,
Daniel,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,

Moreault (Rimouski),
Nicol,
Ouellet,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Pilon,
Plante,
Power,
Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—55.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre,

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Crépeau: "Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de cette Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce que:

"1. Lorsque l'accident est suivi de mort, une rente égale au 2-3 du salaire annuel de la victime soit payée mensuellement:

"a. Au conjoint survivant, lorsqu'il n'y a pas ou qu'il ne survit pas d'enfant de la victime âgé de moins de 16 ans et tant que ce conjoint gardera viduité;

"b. Aux enfants de la victime âgés de moins de 16 ans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge et lorsque l'accidenté décède veuf ou lorsque le conjoint survivant décède ou se remarie, avant qu'aucun des dits enfants ait atteint l'âge de 16 ans;

"c. Au conjoint survivant tant qu'il gardera viduité et aux enfants de la victime âgés de moins de 16 ans jusqu'à ce que ces enfants aient atteint l'âge de 16 ans, dans la proportion établie par la Commission;

"d. Lorsqu'à la mort de la victime, il n'y a ni conjoint, ni enfant survivant, aux ascendants en ligne directe de la victime et à ses descendants en ligne directe âgés de moins de 16 ans et jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge mais seulement lorsque la victime en était le principal soutien, le tout dans la proportion établie par la Commission".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Bouchard,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Lafleur,
Marchand,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—12.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Bailargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Bissonnet,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Daniel,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lafrenière,
Lahaie,
Laperrière,*

*Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé)
Lemieux (Wolfe)
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Nicol,
Ouellet,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Pilon,
Plante,
Power,
Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Vautrin.—55.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, M. Renaud propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Ce bill soit envoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à ajouter l'article suivant:

“10. Les indemnités peuvent être augmentées si l'accident est dû à la faute inexcusable du patron, ou diminuées si l'accident est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Blain,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Crépeau,</i>	<i>Renaud,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay.—10.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Daniel,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>David,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Power,</i>
<i>Gagnon (Kamouaska),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Lafrenière,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Thurber,</i>
	<i>Vautrin.—57.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, M. Crépeau propose par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé: "Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Bouchard,
Crépeau,
Duplessis,
Guertin,*

*Laflleur,
Marchand,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—10.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Bissonnet,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Daniel,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Lafrenière,
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,*

*Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rmouski),
Nicol,
Ouellet,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Pilon,
Plante,
Power,
Roy,
Samson,
Saurette,
Smart,
Taschereau,
Thériault,
Vautrin.—50.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>Daniel,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Power,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Lafrenière,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Laperrière,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Lapierre,</i>	<i>Vautrin.—50.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Blain,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Crépeau,</i>	<i>Renaud,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay.—10.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 21 MARS 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 206) intitulé: "Loi concernant la vente de poisson dans la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 164, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Bill No 196, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la réglementation municipale des édifices publics".

Bill No 197, intitulé: "Loi concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires".

Sur la motion de M. Lemieux (Wolfe), secondé par M. Pilon, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance, relativement à la tuberculose bovine.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Bill No 72, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill No 163, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Bill No 198, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi cons-

tituant en corporation la commission des écoles catholiques de Montréal”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 163) intitulé: “Loi modifiant la Loi des licences”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 198) intitulé: “Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l’appel à la Cour du banc du roi”, et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

A une heure, M. l’Orateur prononce l’ajournement.

Trois heures de l’après-midi.

Prière.

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu’il suit:

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 130, intitulé: “Loi modifiant la charte de “The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company”.

Bill No 148, intitulé: “Loi constituant en corporation “The Quebec Northern Railway Company”.

Bill No 153, intitulé: “Loi modifiant la Loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand’Mère et l’évaluation des propriétés de “Laurentide Power Company, Limited”.

Bill No 170, intitulé: “Loi modifiant la Loi des seigneuries”.

Bill No 177, intitulé: “Loi modifiant l’article 36 du Code municipal”.

Bill No 201, intitulé: “Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l’approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs”.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 22 février dernier, proposée par M. Blain: Que cette chambre invite le gouvernement du Canada à étudier de nouveau la Loi des faillites et à la faire modifier de façon à ce que l'hypothèque judiciaire, en matière de faillites, soit soumise aux lois civiles de la province de Québec;

Que le greffier transmette cette résolution au Premier ministre du Canada.

Et le débat se continue.

M. Fortier propose par voie d'amendement, secondé par M. Thériault: Que le premier aliéna de la motion en discussion soit amendé en remplaçant tous les mots après le mot: "modifier", dans la deuxième ligne par les suivants:

"De façon que l'hypothèque judiciaire ainsi que le délai relatif à l'annulation de tout droit réel ou personnel mentionné dans l'article 31 de la Loi de faillite soient soumis aux lois civiles de la province de Québec, lorsque cette hypothèque ou ce droit ont pris naissance dans ladite province".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

M. l'orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, les bills suivants:

Bill No 45, intitulé: "Loi relative au prêt agricole".

Bill No 186, intitulé: "Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie".

Bill No 194, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 126, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Labrador Railway, Company".

Bill No 165, intitulé: "Loi modifiant l'article 953a du Code civil".

Bill No 178, intitulé: "Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer".

Bill No 179, intitulé: "Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers".

Bill No 181, intitulé: "Loi modifiant la Loi des colporteurs".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 126) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Labrador Railway, Company", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant l'article 953a du Code civil", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 178) intitulé: "Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la Loi des colporteurs", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 126) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Quebec Labrador Railway, Company", et ledits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant l'article 953a du Code civil", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 178) intitulé: "Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers", et lesdits amendement sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la Loi des colporteurs", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 206) intitulé: "Loi concernant la vente du poisson dans la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur avant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 159, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Bill No 166, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

Bill No 188, intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture".

Bill No 193, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département des terres et forêts".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant la Loi du

département des terres et forêts", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 184, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que dans les endroits où la multiplicité des affaires le justifie, le maximum du traitement annuel des magistrats mentionnés au paragraphe 2 de l'article 272 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) sera de cinq mille cinq cents dollars, au lieu de celui de quatre mille cinq cents dollars, tel que fixé dans le dit paragraphe.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux soixante quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1929.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cent vingt cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133 art 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent soixante quinze dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs

instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, \$29,000.00; transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux arts: Livres de récompense, reliure, etc., \$20,000.00; Littérature, \$7,500.00; Beaux-arts, \$7,500.00; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, S. R., 1925, ch. 186, art. 155; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanières de comtés; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Québec et Montréal; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la protection du public contre les maladies vénériennes; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et des taxes sur les corpo-

rations, etc., S. R., 1925, ch. 25, 26, 29, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitement et dépenses contingentes; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle de Québec*; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lasalle de Montréal; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour octroi au Bulletin de la Ferme; pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier; entretien; pour l'exercice finissant le 30 juin, 1929.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de M. Bullock, secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 130) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Shefford Bagot and Missisquoi Railway Company", a été déposé au bureau de poste le 26 décembre 1927, que par un retard quelconque, ce projet de loi est parvenu au greffier du Comité des bills privés quelques heures après l'expiration des délais prescrits par les articles 497 et 498 des règles qui régissent les bills privés, le montant additionnel de \$300.00 que les promoteurs de ce bill ont payé leur soit remboursé.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 22 MARS 1928

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Québec, 15 mars, 1928

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative pour lui communiquer les renseignements suivants:

1. Le nombre des conseillers législatifs qui ont reçu l'indemnité entière en 1927 a été de 18;

2. Le nombre des conseillers législatifs qui ont reçu une indemnité partielle a été de 3;

3. Les noms des divisions alors vacantes pour lesquelles aucune indemnités de conseillers législatifs n'a été payée en 1927 sont Kennebec, de Lanaudière et de Salaberry, et l'informe que le Conseil législatif est d'opinion que, dans l'intérêt de l'harmonie qui doit régner entre les deux chambres, il vaudrait mieux laisser ces matières à la Chambre qui y est concernée.

Que ladite résolution soit communiquée à l'Assemblée législative par le greffier.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Et la motion: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que toute personne résidant dans cette province, y ayant une place d'affaires et y faisant un commerce de courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, devra préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de trois cents dollars, et que si cette personne a plus qu'une place d'affaires dans la province, ce droit sera augmenté de cent cinquante dollars par chaque place d'affaires en sus de la première.

Résolu, 2.—Que toute personne résidant dans cette province, n'y ayant aucune place d'affaires et y agissant comme courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, devra préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de dix dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

L'honorable M. Nicol propose que le bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences" soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est soumise à la Chambre,
Et un débat s'élève.
Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Gault, il est —
Ordonné que le débat soit ajourné.

A une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour: Que le bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la loi des vues animées" soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Authier,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Blain,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Duplessis,
Farand,
Fortier,
Francœur,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Guertin,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,

Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Nicol,
Ouellet,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Philps,
Pilon,
Plante,
Renaud,
Rochette,
Roy,
Samson,
Saurette,
Sauvé,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Tremblay,
Vautrin.—57.

CONTRE

Messieurs :

*Bernard,
Bouchard,**Desmarais,
Oliver,
Power.—5.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 66, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature et la loi de l'Exécutif".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'orateur du Conseil législatif recevra un traitement annuel de quatre mille dollars sans préjudice de l'indemnité législative, au lieu de celui de trois mille dollars fixé par l'article 13 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1925, chapitre 3,) et ce, à compter de l'ouverture de la présente session.

Résolu, 2.—Que l'orateur de l'Assemblée législative recevra annuellement un traitement de quatre mille dollars et une allocation de logement de mille dollars, sans préjudice de l'indemnité législative, au lieu du traitement de trois mille dollars fixé par l'article 43 de ladite Loi de la Législature, et ce, à compter de l'ouverture de la présente session.

Résolu, 3.—Que l'orateur suppléant de l'Assemblée législative recevra annuellement un traitement de mille cinq cents dollars, sans préjudice de l'indemnité législative, au lieu du traitement de mille dollars fixé

par l'article 43 de ladite Loi de la Législature, et, ce, à compter de l'ouverture de la présente session.

Résolu, 4.—Que le traitement et l'allocation de logement de l'orateur de l'Assemblée législative ne seront pas des causes d'incapacité au sens de l'article 65 de ladite Loi de la Législature.

Résolu, 5.—Que, pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il sera accordé, à compter de l'ouverture de la présente session, à chaque conseiller législatif et à chaque député, présents à cette session, une indemnité de deux mille cinq cents dollars au lieu de celle de deux mille dollars fixée par l'article 81 de ladite Loi de la Législature et rien de plus.

Résolu, 6.—Que le chef de l'opposition dans l'Assemblée législative recevra, sans préjudice de l'indemnité législative, et ce, à compter de l'ouverture de la présente session, une indemnité annuelle de cinq mille dollars au lieu de celle de quatre mille dollars accordée par l'article 86 de ladite Loi de la Législature.

Résolu, 7.—Que le premier ministre recevra annuellement un traitement de quatorze mille dollars, à compter du 1er janvier 1928, au lieu de celui de douze mille dollars fixé par l'article 6 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), sans préjudice de son indemnité législative.

Résolu, 8.—Que les ministres mentionnés à l'article 5 de ladite Loi de l'exécutif recevront, à compter du 1er janvier 1928, un traitement annuel de huit mille dollars au lieu de celui de six mille dollars fixé par l'article 6 de ladite loi, sans préjudice de leur indemnité législative.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,*

*Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),*

Bouchard,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Galipeault,
Gauthier,
Grant,
Lahaie,
Lamoureux,

Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Nicol,
Ouellet,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Pilon,
Plante,
Power,
Rochette,
Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Vautrin.—51.

CONTRE

Messieurs :

Blain,
Duplessis,
Francœur,

Guertin,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—7.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquences, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature et la loi de l'Exécutif".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1928, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce buget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 20 mars, 1928.

N. PÉRODEAU.

(Document de la session No 1A)

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que le message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour prime, escompte et change (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille sept cent cinq dollars et soixante centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R., 1925, ch. 3, art. 92; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent soixante-seize dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature); pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (Gouver-

nement Civil); Bureau du lieutenant-gouverneur, \$9,000.00; Département du Conseil exécutif: service d'inspection, de vérification et de comptabilité, \$2,000.00; Département du procureur-général, \$1,000.00; Département des affaires municipales, \$1,000.00; Département du secrétaire-prvincial, \$25,000.00; Département du trésor:—bureau de l'Auditeur, \$1,000.00; Ministres sans portefeuilles, dépenses contingentes, etc., \$4,400.00; Département des travaux publics et du travail, \$2,000.00; Département de l'instruction publique, \$5,500.00; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la Justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourd-muets et des aveugles: Montréal "Aossiation for the blind"; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires, écoles pauvres, etc., (en sus du montant autorisé en vertu des S. R., 1925, ch. 133, art. 474, tel que modifié par la loi 16 Geo. V, ch. 43, sec. 1) pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Archives de la province de Québec, pour relieure et renouvellement; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices en général; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et "Loi des établissements industriels", S. R., 1925, ch. 182; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de Justice, Roberval, balance prix de vente de la propriété (2. Geo. V, ch. 6); pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de Justice et prison, district Montcalm, Mont-Laurier, mur d'enceinte—(1. Geo. V, ch. 8); pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général. pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cercles agricoles; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école de laiterie de la province de Québec, St-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aviculture; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Apiculture et industrie du sucre d'érable; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et forêts); pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-six mille six cent dix-sept dollars et quatre vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Services d'hydroplans; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier:—entretien; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille soixante-six dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle de Québec*; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Régistrateurs:—salaires et dépenses contingentes; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent-général de la province en Belgique; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Strathcona Foundation*; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille sept cent soixante-huit dollars et cinquante-quatre centins soit ouvert à Sa Majesté pour Cité de Québec:—célébration de la Confédération; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Archives provinciales:—impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille six cent vingt-deux dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réception à leurs Altesses Royales le Prince de Galles et le Prince Georges, Premier Baldwin et Madame Baldwin; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bulletin de la Ferme; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille deux cent soixante-quinze dollars et huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour conflagration, Hospice St-Charles, Québec; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dîner offert par la province à Son Eminence le Cardinal Rouleau; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour monument Vauquelin:—octroi au comité; pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1928, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,485,539.07.

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1929, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$17,851,268.46.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions.

Les dites résolutions sont lues comme suit:

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1928, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,485,539.07.

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1929, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$17,851,268.46.

Lesdites résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant.

Bill No 160, intitulé: "Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 13, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski et Saguenay".

Bill No 49, intitulé: "Loi concernant la Commission des accidents du travail".

Bill No 129, intitulé: "Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921".

Bill No 183, intitulé: "Loi concernant les droits seigneuriaux dus dans cette province".

Bill No 184, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district".

Bill No 185, intitulé: "Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

Bill No 189, intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

Bill No 203, intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments".

Bill No 206, intitulé: "Loi concernant la vente du poisson dans la province".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 3, intitulé: "Loi modifiant la Loi des vues animées".

Bill No 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

Bill No 207, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 192, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Bouchard, secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies de toutes lettres, résolutions adressées au gouvernement concernant les taux de l'électricité pour fins d'éclairage et de forces motrices chargés par les compagnies et les corporations municipales dans cette province et dans les autres parties du Canada.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Delisle, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tous rapports, documents et correspondances reçus par le ministre de la Colonisation au sujet du congrès de colonisation tenu à Amos en l'année 1927.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Delisle, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis, 1925, au sujet du chemin de fer projeté de l'"Abitibi Southern Railway Co".

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de la répartition du coût d'entretien de l'École technique de Hull.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Farand, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 145) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Exposition provinciale de Québec, Inc—"Provincial Exhibition of Quebec, Inc.", a pour objet de former une association mutuelle ayant pour but l'intérêt public, et vu que ledit bill a été retiré devant le Comité du Conseil Législatif, que les honoraires ordinaires payés par les promoteurs du dit bill soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 38, intitulé: "Loi relative aux accidents du travail".

Bill No 117, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

Bill No 123, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company, Limited" et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie".

Bill No 132, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Rentiers de l'avenir".

Bill No 146, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Rentiers de l'avenir", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Francœur: Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant", et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Bernard,</i>	<i>Francœur,</i>
<i>Blain,</i>	<i>Frigon,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Tremblay—10.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Daniel,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>David,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Oliver,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Power,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Gagnon (Maskinongé),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Laharé,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Laperrière,</i>	<i>Vautrin.—44.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", et lesdits amendements sont lus une première fois".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est soumise à la Chambre.

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain: "Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant", et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Guertin,*

*Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Bouchard,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortier,
Francœur,*

*Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Nicol,
Oliver,
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Pilon,
Plante,
Power,
Rochette,*

*Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gagnon (Maskinongé),
Gauthier,
Grant,
Lahaie,
Lamoureux,*

*Roy,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Vautrin.—50. •*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans la votation précédente mais en sens inverse.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans la votation précédente.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 38) intitulé: "Loi relative aux accidents du travail," et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company, Limited", et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Étienne de la Malbaie", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 66, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif".

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a voté le bill suivant:

Bill No 18, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928, et le 30 juin 1929, et pour d'autres fins du service public".

Sur un message reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 3 Loi modifiant la Loi des vues animées.
- 5 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques, relativement à la pension du président de la commission.
- 13 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires, relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski et Saguenay.
- 20 Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

-
- 22 Loi modifiant la Loi de la sécurité dans les édifices publics.
 - 23 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.
 - 36 Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles.
 - 38 Loi des accidents du travail.
 - 41 Loi modifiant la Loi des droits sur certaines mutations de propriété.
 - 43 Loi modifiant la Loi des droits sur les divertissements.
 - 45 Loi relative au prêt agricole.
 - 47 Loi modifiant le Code municipal.
 - 48 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
 - 49 Loi concernant la Commission des accidents du travail.
 - 50 Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.
 - 52 Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu.
 - 56 Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi.
 - 58 Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.
 - 60 Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales.
 - 61 Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux.
 - 64 Loi modifiant la loi de la chasse.
 - 66 Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.
 - 67 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.
 - 69 Loi concernant l'Ordre du mérite scolaire.
 - 71 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
 - 72 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 87 Loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges.
 - 99 Loi constituant en corporation la ville de Racine.
 - 108 Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.
 - 114 Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.
 - 117 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.
 - 118 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 123 Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la "Murray Bay Paper Company Limited", et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie.
 - 126 Loi constituant en corporation "The Quebec Labrador Railway Company".
 - 129 Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921.
 - 130 Loi modifiant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".
 - 132 Loi constituant en corporation "les Rentiers de l'avenir".
 - 138 Loi validant le règlement numéro 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau.
 - 141 Loi modifiant la charte de la "Beauharnois Light, Heat & Power Company".

-
- 142 Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon.
 - 146 Loi constituant en corporation "The Hebrew Loan Syndicate".
 - 148 Loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".
 - 150 Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et "Log Supply Company, Limited", et "World March Corporation, Limited".
 - 153 Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de "Laurentide Power Company, Limited".
 - 157 Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice, et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin.
 - 159 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.
 - 160 Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales.
 - 161 Loi modifiant la Loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage.
 - 162 Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires.
 - 164 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.
 - 165 Loi modifiant l'article 953*a* du Code civil.
 - 166 Loi modifiant la Loi des terres et forêts.
 - 167 Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.
 - 170 Loi modifiant la Loi des seigneuries.
 - 177 Loi modifiant l'article 36 du Code municipal.
 - 178 Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer.
 - 179 Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers.
 - 181 Loi modifiant la Loi des colporteurs.
 - 183 Loi concernant les droits seigneuriaux dans cette province.
 - 184 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de districts.
 - 185 Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.
 - 186 Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie.
 - 188 Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture.
 - 189 Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.
 - 190 Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.
 - 192 Loi modifiant la Loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière.
 - 193 Loi modifiant la Loi des mesureurs de bois.
 - 194 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements.
 - 195 Loi concernant le rapartiment des canadiens dans la province de Québec.
 - 196 Loi modifiant la Loi de la réglementation municipale des édifices publics.
 - 197 Loi concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires.

-
- 198 Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi.
199 Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables.
200 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
201 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements, par les électeurs.
203 Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.
206 Loi concernant la vente de poisson dans la province.
207 Loi modifiant la Loi des licences.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 18 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

Après quoi il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de clôre la première session de la dix-septième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est particulièrement agréable de donner la sanction royale aux lois que vous avez adoptées au cours de cette première session.

Je forme des vœux pour que la loi des accidents du travail obtienne tous les bons résultats que vous en attendez. Il est important que l'esprit d'assistance mutuelle qui a jusqu'ici régné entre les patrons et les ouvriers de notre province se continue et s'exerce de façon efficace.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition de chacun de nos départements les crédits nécessaires à l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier de tout le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux, et de répandre ses bienfaits sur toute notre population.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif, dit :

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée; et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

Séance du 1er février 1928.

Il est permis à celui qui a la parole de s'écarter de la question en discussion pour répondre aux digressions des préopinants. (Article 236 du règlement).

Séance du 14 février 1928.

Quand un amendement a été proposé à la motion pour formation du comité des subsides, le débat ne doit porter que sur le sujet de cet amendement, tant que celui-ci n'a pas été décidé. (Note 8 sous l'article 322 du règlement).

Première séance du 15 mars 1928.

Quand un bill a été lu une troisième fois, il est censé voté (article 472 du règlement), l'ordre est par là-même censé donné au greffier de le porter au Conseil législatif (articles 473, 474, 475 du règlement), et l'Assemblée législative s'en trouve en conséquence dessaisie.

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1928

1ère SESSION DE LA 17ième LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 10 janvier 1928.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Plante, secondé par M. Power.

Les Chambres sont prorogées le 22 mars 1928.

Séances.....	54
Pétitions présentées relativement à des bills.....	80
Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	18
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	186
Bills sanctionnés.....	160
Avis de questions.....	123
Avis de motions proposant le vote d'ordres ou d'adresses.....	18
Séances de comités pléniers consacrées à l'étude de bills.,.....	165
Séances du comité des subsides.....	12
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents.....	1
Rapports du comité des bills privés en général.....	22
Rapports du comité des chemins de fer, etc.....	4
Rapports du comité des règlements.....	15
Rapports du comité des bills publics en général.....	26
Rapport du comité des comptes publics.....	1
Rapport du comité des privilèges et élections.....	1
Rapports du comité de l'Agriculture, de l'immigration, etc.....	6
Rapport du comité de l'industrie et du commerce.....	1
Rapport du comité de la bibliothèque de la législature.....	1
Rapports du Code municipal.....	5
Rapport du comité des impressions législatives.....	1

E. R. ALLEYN,

Greffier des archives.

INDEX

DES

Journaux de l'Assemblée législative DE QUÉBEC

18 GEORGE V, 1928

(VOLUME *LXII*)

ABITIBI:—Loi concernant les palais de justice et prison de l'—. (Voir *BILLS, No 9.*)

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—

1. Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 38.*)
2. Loi concernant la Commission des—. (Voir *BILLS, No 49.*)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Proposée par M. Plante, secondé par M. Power, 15; débat, 16; reprise du débat, 21, 24, 26, 31, 39; adoption, 39. (Voir *DISCOURS DU TRÔNE.*)

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)

AGRICULTURE:—Loi des abus préjudiciables à l'—. (Voir *BILLS, No 188;* voir aussi *ANIMAUX DE LA FERME; PRÊT AGRICOLE.*)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité de l'):—(Voir *COMITÉS.*)

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE:—Voir *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR.*)

ANIMAUX DE FERME:—Loi relative aux—et leurs produits. (Voir *BILLS, No 11.*)

ARCHITECTES:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 34.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ARTHABASKA CLOTHING Co.:—Loi concernant la ville d'Arthabaska et *The*—. (Voir *BILLS, No 121.*)

ART MUSICAL:—Loi relative à l'—. (Voir *BILLS, No 35.*)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 2, 6; pour la sanction de certains bills, 243, 323; à la clôture de la session, 323.

Ajourne à un jour ultérieur, 23, 37.

Ajourne pour une heure plus tôt que celle fixée par le règlement, 22, 53.

Décide d'avoir trois séances par jour, 247.

Proclamations convoquant l'—, v.

Envoie message au Conseil législatif demandant Etat indiquant les conseillers qui ont reçu indemnité entière ou partielle, 161; réponse reçue, 306.

Exprime ses remerciements à l'occasion du don à la province de maisons historiques, 44.

ASSURANCES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 159.*)

AUTOMOBILES:—(Voir *VÉHICULES*—.)

AVANCE DE L'HEURE:—Loi relative à l'—. (Voir *BILLS, No 6.*)

AVOCATS:—(Voir *BARREAU*.)

BARREAU:—

1. Loi concernant le Barreau et Gérard Raymond. (Voir *BILLS, No 76.*)

2. Loi concernant le Barreau et Charles-Stanislas-Victorien Barré. (Voir *BILLS, No 78.*)

3. Loi concernant le Barreau et Morris B. Signer. (Voir *BILLS, No 79.*)

4. Loi concernant le Barreau et Henry Leo Silverstone. (Voir *BILLS, No 84.*)

5. Loi concernant le Barreau et L.-E.-Langis Galipeault. (Voir *BILLS, No 92.*)

6. Loi concernant le Barreau et Mario-Emile Lattoni. (Voir *BILLS, No 135.*)

7. Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du Barreau. (Voir *BILLS, No 171.*)

BARRÉ, CHARLES-STANISLAS-VICTORIEN:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir *BILLS, No 78.*)

BEAUDRY, L.-RICHARD:—(Voir NADEAU, J.-ALFRED.)

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT & POWER CO.:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 141.*)

BELLECHASSE:—Loi validant certains enregistrements dans—. (Voir BILLS, *No 16.*)

BELL TELEPHONE PENSION FUND CORPORATION:—Loi constituant en corporation *The*—. (Voir BILLS, *No 147.*)

BÉNÉFICIAIRES:—(Voir SAISINE.)

BERTHIER:—(Voir LOG SUPPLY CO., LTD.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir COMITÉS.)
2. Députés nommés par le Conseil législatif pour—, 34; par l'Assemblée—, 35.
3. Rapport de bibliothécaire déposé, 229.

BILLETS DES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE—.)

BILLS:

N° 1.—Loi relative à la prestation, des serments d'office.—Présentation (M. Taschereau), 8.

N° 2.—Loi modifiant la Loi du département de la Colonisation, des mines et des pêcheries.—Résolution renv. à comité pl., 38; résolution retirée, 206. (M. Perrault).

N° 3.—Loi modifiant la Loi des vues animées.—Résolution renv. à comité pl., 235; recommandation du L.-G., concours, 263. Bill présenté (M. Taschereau), 30; débat sur la motion de 2e lect., ajourné. 307; reprise du débat; 2e et 3e lect., 308. Message du C. L., 318. Sanction, 323. (18 Geo. V, c. 60.)

N° 4.—Loi modifiant la Loi des jurés.—Présentation (M. Taschereau), 30; renv. à comité, 40; 3e lect., 84. Message du C. L., 101. Sanction. 243. (18 Geo. V, c. 59.)

N° 5.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques, relativement à la pension du président de la commission.—Résolutions renv. à comité pl., 35; recommandation du L.-G., concours 267. Bill présenté (M. Nicol), 2e et 3e lect., 268. Message du C. L., 282. Sanction, 323. (18 Geo. V, c. 24.)

BILLS:—*Suite.*

N° 6.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure.—Présentation (M. Taschereau), 29; 2e et 3e lect., 62. Message du C. L., 101. Sanction, 243. (18 Geo. V, c. 81.)

N° 7.—Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn.—Résolution renv. à comité pl., 35; recommandation du L.-G., concours, 47. Bill présenté (M. Galipeault), 2e lect., 48; 3e lect., 60. Message du C. L., 116. Sanction, 243. (18 Geo. V, c. 7.)

N° 8.—Loi modifiant la loi 17 Geo. V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.—Résolution renv. à comité pl. 35; recommandation du L. G., concours 48. Bill présenté (M. Galipeault), 2e lect., 49; 3e lect., 60. Message du C. L., 116. Sanction, 243. (18 Geo. V, c. 6.)

N° 9.—Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi.—Résolution renv. à comité pl., 35; recommandation du L.-G., concours, 49. Bill présenté (M. Galipeault), 2e lect., 49; 3e lect., 61. Message du C. L., 116. Sanction, 243. (18 Geo. V, c. 5.)

N° 10.—Loi modifiant la Loi des musées de la province.—Résolution renv. à comité pl., 36; recommandation du L.-G., étudié en comité, 50; concours, 61. Bill présenté (M. Galipeault), 2e lect., 61; 3e lect., 71. Message du C. L., 116. Sanction, 243. (18 Geo. V, c. 55.)

N° 11.—Loi modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relativement aux animaux de ferme et leurs produits.—Présentation (M. Moreau, Lac Saint-Jean), 30; renv. à comité, 101; rapporté, 126; 3e lect., 136. Message du C. L., 168. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 31.)

N° 13.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay.—Présentation (M. Taschereau), 30; renv. à comité, 40; rapporté, 228; 3e lect., 278. Message du C. L., 317. Sanction, 323. (18 Geo. V, c. 56.)

N° 14.—Loi modifiant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.—Présentation (M. Nicol), 30; 2e et 3e lect., 148. Message du C. L., 168. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 22.)

N° 15.—Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.—Résolution renv. à comité pl.,

BILLS:—*Suite.*

36; recommandation du L. G., concours, 62. Bill présenté (M. Taschereau), 30; 2e et 3e lect., 62. Message du C. L., 101. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 88.)

N° 16.—Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse.—Résolution renv. à comité pl., 36; recommandation du L. G., concours, 82. Bill présenté (M. Taschereau), 30; 2e et 3e lect., 83. Message du C. L., 101. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 86.)

N° 17.—Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny.—Résolution renv. à comité pl., 36; recommandation du L. G., concours, 83. Bill présenté (M. Taschereau), 31; 2e et 3e lect., 84. Message du C. L., 101. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 87.)

N° 18.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929, et pour d'autres fins du service public.—Présentation (M. Nicol), 2e et 3e lect., 317. Message du C. L., 323. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 1.)

N° 19.—Loi concernant les poteaux des services publics sur certains chemins.—Présentation (M. Perrault), 86; bill retiré, 154.

N° 20.—Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies.—Résolution renv. à comité pl., 100; recommandation du L. G., concours, 218. Bill présenté (M. Galipeault), 100; 2e et 3e lect., 221. Message du C. L., amend., concours, 273. Sanction, 323. (18 Geo. V, c. 62.)

N° 21.—Loi modifiant la Loi des privilèges des juges de paix et des magistrats.—Présentation (M. Taschereau), 58; renv. à comité, 71; rapporté, 73; 3e lect., 118. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 58.)

N° 22.—Loi modifiant la Loi de la sécurité dans les édifices publics.—Présentation (M. Galipeault), 86; 2e et 3e lect., 224. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 61.)

N° 23.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Résolution renv. à comité pl., 90; recommandation du L. G., concours, 208. Bill présenté (M. Nicol), 86; 2e lect., étudié en comité pl., 213; 3e lect., 225. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 17.)

BILLS:—*Suite.*

N° 24.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels.—Résolution renv. à comité pl., 91; recommandation du L. G., concours, 122. Bill présenté (M. Galipeault), 86; 2e et 3e lect., 123. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 67.)

N° 25.—Loi pour assurer la sécurité et l'ordre public.—Présentation (M. David), 86; ordre de 2e lect., révoqué, bill retiré, 224.

N° 26.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.—Résolution renv. à comité pl., 60; recommandation du L. G., concours, 118. Bill présenté (M. Nicol), 58, 2e et 3e lect., 119. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 15.)

N° 27.—Loi autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi.—Résolution renv. à comité pl., 38; recommandation du L.-G., concours, 50. Bill présenté (M. Galipeault), 2e lect., 50; 3e lect., 61. Message du C. L., 116. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 4.)

N° 28.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.—Résolutions renv. à comité pl., 134; recommandation du L.-G., étudiées en comité, 152; concours, 173. Bill présenté (M. Galipeault), 130; 2e et 3e lect., 173. Message du C. L., 215. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 63.)

N° 29.—Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55. Présentation (M. David), 82; 2e lect., étude en comité, 154; 3e lect., 160. Message du C. L., 215. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 18.)

N° 30.—Loi modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil. Présentation (M. Taschereau), 75; renv. à comité, 101; rapporté, 111; 3e lect., 120. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 83.)

N° 32.—Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies. Présentation (M. Galipeault), 86; 2e et 3e lect., 134. Message du C. L., 168. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 64.)

N° 33.—Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies. Résolution renv. à comité pl., 91; recommandation du L.-G., concours, 175. Bill présenté (M. Galipeault), 87; 2e et 3e lecture, 176. Message du C. L., 223. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 65.)

N° 34.—Loi modifiant la Loi des architectes.—Présentation (M. David), 87; 2e et 3e lect., 225.

BILLS:—*Suite.*

N° 35.—Loi modifiant la Loi de l'art musical.—Présentation (M. David), 87; bill retiré, 154.

N° 36.—Loi modifiant la Loi des écoles techniques ou professionnelles.—Résolution renv. à comité pl., 170; recommandation du L.-G., concours, 214. Bill présenté (M. David), 168; 2e et 3e lect., 215. Message du C. L., 273. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 47.)

N° 37.—Loi modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.—Résolution renv. à comité pl., 91; recommandation du L.-G., concours, 120. Bill présenté (M. Galipeault), 87; 2e et 3e lect., 121. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 11.)

N° 38.—Loi relative aux accidents du travail.—Présentation (M. Galipeault), 87; motion de 2e lect., débat, 160, 166, 170, 186, 194, 200; 2e lect., en comité plénier, 201, 236, 239, 242, 256; renv. de nouveau en comité pl., étude, motion de 3e lect., débat, 283; reprise du débat, 3e lect., 286. Message du C. L., amend., 319; 2e lect., concours, 322. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 79.)

N° 39.—Loi concernant le palais de justice du district de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 91; recommandation du L.-G., concours, 121. Bill présenté (M. Galipeault), 2e et 3e lect., 122. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 3.)

N° 41.—Loi modifiant la Loi des droits sur certaines mutations de propriétés.—Présentation (M. Nicol), 87; 2e et 3e lect., 187. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 16.)

N° 42.—Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau), 86; renv. à comité, 101; rapporté, 106; 3e lect., 120. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 91.)

N° 43.—Loi modifiant la Loi des droits sur les divertissements.—Présentation (M. David), 87; 2e lect., 226; 3e lect., 261. Message du C. L., 282. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 42.)

N° 44.—Loi modifiant la loi de la voirie.—Résolutions renv. à comité pl., 91; recommandation du L.-G., concours, 142. Bill présenté (M. Perrault), 87; 2e et 3e lect., 143. Message du C. L., 171. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 35.)

N° 45.—Loi relative au prêt agricole.—Résolutions renv. à comité pl., 91; recommandation du L.-G., concours, 271. Bill présenté (M.

BILLS:—*Suite.*

Nicol), 87; 2e lect., étude en comité, 272; 3e lect., 273. Message du C. L., 298. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 30.)

N° 46.—Loi concernant une certaine subvention aux Écoles ménagères provinciales.—Résolutions renv. à comité pl., 92; recommandation du L.-G., concours, 127. Bill présenté (M. Moreau, Lac Saint-Jean), 88; 2e et 3e lect., 143. Message du C. L., 168. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 48.)

N° 47.—Loi modifiant le Code municipal.—Présentation (M. Taschereau), 88; renv. à comité, 127; rapporté, 221; 3e lect., 267. Message du C. L., 282. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 94.)

N° 48.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Taschereau), 88; renv. à comité, 128; rapporté, 185; 3e lect., 223. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 37.)

N° 49.—Loi concernant la Commission des accidents du travail.—Résolutions renv. à comité pl., 91; recommandation du L.-G., concours, 203. Bill présenté (M. Galipeault), 88; 2e lect., étude en comité pl., rapporté, 204; ordre pour 3e lect., révoqué, de nouveau étudié en comité, rapporté, 3e lect., 280. Message du C. L., 317. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 80.)

N° 50.—Loi concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.—Résolution renv. à comité pl., 146; recommandation du L.-G., concours, 175. Bill présenté (M. Taschereau), 144, renv. à comité, 171; rapporté, 180; 3e lect., 186. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 89.)

N° 51.—Loi modifiant l'article 44 du Code civil.—Présentation (M. Taschereau), 106; renv. à comité, 128; rapporté, 139; 3e lect., 152. Message du C. L., 169. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 82.)

N° 52.—Loi pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu.—Résolutions renv. à comité pl., 109; recommandation du L.-G., concours, 134. Bill présenté (M. Galipeault), 2e lect., 135; 3e lect., 142. Message du C. L., 273. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 8.)

N° 53.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Présentation (M. Perrault), 131; 2e et 3e lect., 160. Message du C. L., 215. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 32.)

BILLS:—*Suite.*

N° 56.—Loi modifiant la Loi des renvois à la Cour du banc du roi.—Présentation (M. Taschereau), 180; renv. à comité, 187; rapporté, 195; 3e lect., 208. Message du C. L., 343. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 13.)

N° 58.—Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.—Présentation (M. David), 168; 2e et 3e lect., 297. Message du C. L., 318. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 68.)

N° 59.—Loi modifiant la Loi de la gasoline.—Résolution renv. à comité pl., 110; recommandation du L.-G., concours 136. Bill présenté (M. Nicol), 126; 2e lect., 136; renvoi à six mois proposé à la motion de 3e lect., rejeté, 3e lect., 141. Message du C. L., 169. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 23.)

N° 60.—Loi modifiant la Loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales.—Présentation (M. Taschereau), 157; renv. à comité, 184; rapporté, 195; 3e lect., 214. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 39.)

N° 61.—Loi modifiant la Loi concernant certains travaux municipaux.—Présentation (M. Taschereau), 157; renv. à comité, 171; rapporté, 180; 3e lect., 186. Message du C. L., 243. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 40.)

N° 64.—Loi modifiant la Loi de la chasse.—Résolutions renv. à comité pl., 160; recommandation du L.-G., 206; concours, 207. Bill présenté (M. Perrault), 131; 2e et 3e lect., 207. Message du C. L., amend., concours, 295. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 33.)

N° 65.—Loi modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau), 131; renv. à comité, 143; rapporté, 167; 3e lect., 184. Message du C. L., 237. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 90.)

N° 66.—Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.—Résolutions renv. à comité pl., 235; recommandation du L.-G., concours, 309. Bill présenté (M. Nicol), 2e et 3e lect., 311. Message du C. L., 323. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 12.)

N° 67.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.—Présentation (M. Taschereau), 157; renvoi à comité, 184; rapporté, 195; 3e lect., 238. Message du C. L., 282. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 72.)

N° 68.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.—Résolution renv. à comité pl., (M. Nicol), 146; retirée, 278.

BILLS:—*Suite.*

N° 69.—Loi concernant l'Ordre du mérite scolaire.—Présentation (M. David), 168; 2e et 3e lect., 223. Message du C. L., amend., concours, 273. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 46.)

N° 71.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—Présentation (M. David), 167; 2e et 3e lect., 263. Message du C. L., 282. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 44.)

N° 72.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Présentation (M. David), 150; 2e lect., étude en comité pl., 236, 252, 256; 3e lect., 260. Message du C. L., amend., 295; concours, 296. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 50.)

N° 76.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.—Pétition, 26; rapport, 27. Bill présenté (M. Vautrin), 28; renv. à comité, 36; rapporté, 44; 3e lect., 55. Message du C. L., 101. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 155.)

N° 77.—Loi nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.—Pétition, 16; rapport, 27. Bill présenté (M. Bissonnet), 29; renv. à comité, 36; rapporté, 40; 3e lect., 51. Message du C. L., 149. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 147.)

N° 78.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Marchand), 29; renv. à comité, 37; rapporté, 45; 3e lect., 55. Message du C. L., 101. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 152.)

N° 79.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examens.—Pétition, 22; rapport, 27. Bill présenté (M. Cohen), 28; renv. à comité, 36; rapporté, 45; 3e lect., 54. Message du C. L., 116. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 156.)

N° 80.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.—Pétition, 17; rapport, 32. Bill présenté (M. Samson), 34; renv. à comité, 39; rapporté, 144; 3e lect., 151. Message du C. L., 171. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 54.)

N° 81.—Loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.—Pétition, 17; rapport, 45. Bill présenté (M.

BILLS:—*Suite.*

Marchand), 46; renv. à comité, 55; rapporté, 85; 3e lect., 102. Message du C. L., amend., 154; 1ère lect., 155; concours, 161. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 150.)

N° 82.—Loi changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup.—Pétition, susp. du régl., 37; rapport, 42. Bill présenté (M. Casgrain), 46; renv. à comité, 55; rapporté, 116; 3e lect., 129. Message du C. L., amend., 171; concours, 172. Sanction, 244. (18 Geo. V., c. 10.)

N° 83.—Loi modifiant la charte de la ville d'Iberville.—Pétition, 17; rapport, 64. Bill présenté (M. Lamoureux), 65; renv. à comité, 77; rapporté, 93; 3e lect., 104. Message du C. L., 131. Sanction. 244. (18 Geo. V, c. 103.)

N° 84.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen.—Pétition, 16; rapport, 24. Bill présenté (M. Bercovitch), 29; renv. à comité, 37, rapporté, 57; 3e lect., 71. Message du C. L., 116. Sanction, 244. (18 Geo. V, c. 157.)

N° 85.—Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de Québec.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Samson), 28; renv. à comité, 36; rapporté, 40; 3e lect., 63. Message du C. L., 116. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 127.)

N° 86.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens.—Pétition, 23; rapport, 27. Bill présenté (M. Messier), 28; renv. à comité, 37; rapporté, 41; 3e lect., 52. Message du C. L., 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 159.)

N° 87.—Loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro 130 du cadastre du village de la Côte des Neiges.—Pétition, 17; rapport, 41. Bill présenté (M. Lemieux, Gaspé), 42; renv. à comité, 52; rapporté, 106; 3e lect., 123. Message du C. L., 252. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 134.)

N° 88.—Loi concernant Rodolphe Moreau, relativement à l'exercice de ses droits civiques.—Pétition, 25; rapport, 28. Bill présenté (M. Lahaie), 29; renv. à comité, 36; rapporté (rejeté), 73. Remboursement des droits, 102.

N° 89.—Loi constituant en corporation "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".—Pétition, 26; rapport, 32. Bill présenté (M. Côté), 32;

BILLS:—*Suite.*

renv. à comité, 38; rapporté, 57; 3e lect., 76. Message du C. L., 117. Remboursement des droits, 222. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 124.)

N° 90.—Loi constituant en corporation la Congrégation Tifereth Israel.—Pétition, 22; rapport, 32. Bill présenté (M. Cohen), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 57; 3e lect., 76. Message du C. L., amend., concours, 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 126.) Remboursement des droits, 254.

N° 91.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie *King Edward Park & Amusement Company*.—Pétition, 27; rapport, 42. Bill présenté (M. Poulin), 43; renv. à comité, 53; rapporté, 93; étude en comité pl., 104; 3e lect., 128. Message du C. L., amend., 215; concours, 216. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 122.)

N° 92.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Rochette), 28; renv. à comité, 37; rapporté, 41; 3e lect., 51. Message du C. L., 101. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 153.)

N° 93.—Loi concernant *The Engineers' Club of Montreal*.—Pétition, 16; rapport, 32. Bill présenté (M. Bercovitch), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 64; 3e lect., 77. Message du C. L., 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 121.)

N° 94.—Loi ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L. Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.—Pétition, 24; rapport, 32. Bill présenté (M. Authier), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 64; 3e lect., 77. Message du C. L., amend., concours, 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 149.)

N° 95.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Thériault), 29; renv. à comité, 37; rapporté, 41; 3e lect., 52. Message du C. L., 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 158.)

N° 96.—Loi validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.—Pétition, susp. du règl., 56; rapport, 64. Bill présenté (M. Bercovitch), 65; renv. à comité, 78; rapporté, 99; 3e lect., 104. Message du C. L., amend., 154; 1ère lect., 155; concours, 161. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 146.)

BILLS:—*Suite*.

N° 97.—Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.—Pétition, 17; rapport, 32. Bill présenté (M. Marchand), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 99; étude en comité pl., 105; 3e lect., 123. Message du C. L., amend., concours, 169. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 104.)

N° 98.—Loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.—Pétition, 17. Bill présenté (M. Marchand), 57; renv. à comité, 72; rapporté, 111; en comité pl., 124, 128, 137; 3e lect., titre modifié, 139. Message du C. L., amend., 215; concours, 216. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 51.)

N° 99.—Loi constituant en corporation la ville de Shipshaw.—Pétition, 25; rapport, 42. Bill présenté (M. Delisle), 42; renv. à comité, 52; rapporté, 126; en comité pl., 146, 153; 3e lect., titre modifié, 163. Message du C. L., amend., 1ère lect., 253; 2e lect., concours, 271. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 105.)

N° 99.—Loi constituant en corporation la ville de Racine.—(Voir No 99 ci-dessus.)

N° 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 17; rapport, 73. Bill présenté (M. Poulin), 75; renv. à comité, 84.

N° 101.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 16; rapport, 57. Bill présenté (M. Lafleur), 58; renv. à comité, 72; rapporté, 85; 3e lect., 103. Message du C. L., amend., 154; 1ère lect., 155; concours, 171. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 98.)

N° 102.—Loi modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières".—Pétition, 23; rapport, 32. Bill présenté (M. Duplessis), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 57; 3e lect., 72. Message du C. L., 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 128.)

N° 103.—Loi modifiant la charte de la *Shawinigan Water and Power Company*.—Pétition, 22; rapport, 32. Bill présenté (M. Bédard), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 57; en comité pl., 76; 3e lect., 92. Message du C. L., 131. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 111.)

N° 104.—Loi modifiant la charte de *The North Shore Power Company*.—Pétition, 23; rapport, 32. Bill présenté (M. Grant), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 64; 3e lect., 76. Message du C. L., 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 112.)

BILLS:—*Suite.*

N° 105.—Loi changeant le nom de “Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal”.—Pétition, 22; rapport, 27. Bill présenté (M. Cohen), 28; renv. à comité, 36; rapporté, 41; 3e lect., 51. Message du C. L., 117. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 131.) Remboursement des droits, 254.

N° 106.—Loi concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated*”.—Pétition, 22, rapport, 41. Bill présenté (M. Rochette), 43; renv. à comité, 52; rapporté (rejeté), 246. Remboursement des droits, 260.

N° 107.—Loi autorisant la cité des Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres, afin de consolider sa dette flottante.—Pétition, 27; rapport, 42. Bill présenté (M. Rochette), 43; renv. à comité, 52; rapporté (retiré), 237. Remboursement des droits, 260.

N° 108.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.—Pétition, 16; rapport, 32. Bill présenté (M. Bercovitch), 33; renv. à comité, 39; rapporté, 139; 3e lect., 151. Message du C. L., amend., 1ère lect., 253; concours, 256. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 120.)

N° 109.—Loi modifiant la charte du Crédit général du Canada.—Pétition, 32; rapport, 42. Bill présenté (M. Bouchard), 44; renv. à comité, 52; rapporté, 116; 3e lect., 129. Message du C. L., amend., concours, 203. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 117.)

N° 110.—Loi changeant le nom de “la Société d’administration générale” (*The General Administration Society*).—Pétition, 24; rapport, 42. Bill présenté (M. Plante), 43; renv. à comité, 53; rapporté, 64; 3e lect., 77. Message du C. L., 131. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 118.)

N° 111.—Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.—Pétition, 16; rapport, 64. Bill présenté (M. Bouchard), 65; renv. à comité, 77; rapporté, 93; 3e lect., 128. Message du C. L., amend., concours, 169. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 100.)

N° 112.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.—Pétition, 16; rapport, 45. Bill présenté (M. Bouchard), 46; renv. à comité, 55; rapporté, 99; 3e lect., 105. Message du C. L., amend., concours, 138. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 101.)

N° 113.—Loi confirmant le règlement No 89 du village de Thurso.—Pétition, 25; rapport, 54. Bill présenté (M. Lahaie), 54; renv. à comité,

BILLS:—*Suite*.

78; rapporté, 85; 3e lect., 102. Message du C. L., amend., concours, 138. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 106.)

N° 114.—Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.—Pétition, 32; rapport, 46. Bill présenté (M. Roy), 46; renv. à comité, 105; rapporté, 167; 3e lect., 184. Message du C. L., amend., concours, 285. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 102.)

N° 115.—Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine, pour accorder une commutation de taxes à la compagnie *Canadian International Paper Company*.—Pétition, susp. du règl., 56; rapport, 65. Bill présenté (M. Grant), 65; renv. à comité, 78; rapporté, 106; 3e lect., 124. Message du C. L., amend., 169; concours, 170. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 135.)

N° 116.—Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".—Pétition, 32; rapport, 42. Bill présenté (M. Plante), 43; renv. à comité, 53; rapporté, 106; 3e lect., 124. Message du C. L., 215. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 132.) Remboursement des droits, 254.

N° 117.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 27; rapport, 46. Bill présenté (M. Grant), 46; renv. à comité, 77; rapporté, 205; en comité pl., 237; 3e lect., 240. Message du C. L., amend., 319; 1ère lect., renv. à 6 mois proposé à la motion de 2e lect., rejeté; 2e lect. des amend., concours, 321. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 99.)

N° 118.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition, 18; rapport, 41. Bill présenté (M. Vautrin), 42; renv. à comité, 52; rapporté, 195; 3e lect., 218. Message du C. L., 282. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 49.)

N° 119.—Loi modifiant la charte de *The Yukon Loan & Trust Company*.—Pétition, 38; rapport, 85. Bill présenté (M. Marchand), 86; renv. à comité, 99; rapporté, 106; 3e lect., 124. Message du C. L., 169. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 116.)

N° 120.—Loi exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois.—Pétition, 38; rapport, 45. Bill présenté (M. Marchand), 46; renv. à comité, 55; rapporté, 106; 3e lect., 128. Message du C. L., 169. Sanction, 245. (18 Geo. V, c. 53.)

BILLS:—*Suite.*

N° 121.—Loi ratifiant le règlement numéro 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à *The Arthabaska Clothing Company*.—Pétition, 18; rapport, 41. Bill présenté (M. Thériault), 44; renv. à comité, 52; rapporté, 93; 3e lect., 103. Message du C. L., amend., concours, 138. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 138.)

N° 122.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen.—Pétition, 24; rapport, 28. Bill présenté (M. Bercovitch), 29; renv. à comité, 37; rapporté, 41; 3e lect., 51. Message du C. L., 117. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 160.)

N° 123.—Loi ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la *Murray Bay Paper Company, Limited*, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie.—Pétition, 23; rapport, 41. Bill présenté (M. Rochette), 43; renv. à comité, 52; rapporté, 73, 3e lect., 84. Message du C. L., amend., 319; concours, 322. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 142.)

N° 124.—Loi ratifiant le titre de *St. Lawrence Paper Mills, Limited*, à certaine propriété et certain droit.—Pétition, 17; rapport, 46. Bill présenté (M. Rochette), 46; renv. à comité, 78; rapporté, 99; 3e lect., 104. Message du C. L., amend., concours, 138. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 151.)

N° 125.—Loi constituant en corporation la *Congregation Knases Bnai Israel*.—Pétition, 23; rapport, 32. Bill présenté (M. Cohen), 34; renv. à comité, 39; rapporté, 57; 3e lect., 72. Message du C. L., amend., 117; concours, 118. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 125.) Remboursement des droits, 255.

N° 126.—Loi constituant en corporation *The Quebec Labrador Railway Company*.—Pétition, susp. du règl., 56; rapport, 85. Bill présenté (M. Rochette), 93; renv. à comité, 102; rapporté, 221; 3e lect., 261. Message du C. L., amend., 1ère lect., 298; concours, 299. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 107.)

N° 127.—Loi constituant en corporation le "Comptoir mobilier franco-canadien".—Pétition, 23; rapport, 45. Bill présenté (M. Thériault), 47; renv. à comité, 55; rapporté (retiré), 228.

N° 128.—Loi constituant en corporation *The Montreal Terminals*.—Pétition, 23; rapport, 54. Bill présenté (M. Cohen), 54; renv. à comité, 63; rapporté (retiré), 163.

BILLS:—*Suite*.

N° 129.—Loi annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril, 1921.—Pétition, 31; rapport, 81. Bill présenté (M. Bouchard), 82; renv. à comité, 92; rapporté, 144; en comité pl., 202; 3e lect., 236. Message du C. L., 317. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 145.)

N° 130.—Loi modifiant la charte de *The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company*.—Pétition, 16; rapport, 41. Bill présenté (M. Bullock), 44; renv. à comité, 53; rapporté, 93; 3e lect., 103. Message du C. L., 296. Remboursement des droits add., 305. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 109.)

N° 131.—Loi constituant en corporation, *La Morgan Trust Company*.—Pétition, susp. du règl., 38; rapport, 45. Bill présenté (M. Bercovitch), 46; renv. à comité, 55; rapporté, 116; 3e lect., 129. Remboursement des droits, 260.

N° 132.—Loi constituant en corporation “les Rentiers de l’avenir”.—Pétition, 24; rapport, 57. Bill présenté (M. Casgrain), 57; renv. à comité, 72; rapporté, 228; 3e lect., 257. Message du C. L., amend., 319; 3e lect., 319; renv. à 6 mois proposé à la motion de 2e lect., rejeté, 2e lect. des amend., concours, 320. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 114.)

N° 133.—Loi constituant en corporation la *Ukrainian Greek-Orthodox Church of St. Sophia, Montreal*.—Pétition, 16; rapport, 41. Bill présenté (M. Gault), 43; renv. à comité, 53; rapporté, 73; 3e lect., 139. Remboursement des droits, 247.

N° 134.—Loi ratifiant le règlement numéro 44, de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated*, pour la construction et l’exploitation d’un système de distribution du gaz.—Pétition, 17; rapport, 57. Bill présenté (M. Marchand), 58; renv. à comité, 72; rapporté, 111; 3e lect., 129. Message du C. L., amend., 169; concours, 170. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 137.)

N° 135.—Loi permettant à Mario-Emile Lattoni, B.A., B.C.L., d’être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.—Pétition, 23; rapport, 54. Bill présenté (M. Bercovitch), 54; renv. à comité, 63; rapporté, 116; 3e lect., 129. Message du C. L., 169. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 154.) Remboursement des droits add., 260.

N° 136.—Loi concernant l’Hôpital français, et changeant son nom en celui de l’Hôpital Sainte-Jeanne d’Arc.—Pétition, susp. du règl., 56; 64; rapport, 74. Bill présenté (M. Vautrin), 75; renv. à comité, 84; rap-

BILLS:—*Suite.*

porté, 93; en comité pl., 104; 3e lect., 123. Message du C. L., amend., 215; concours, 216. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 130.) Remboursement des droits, 281.

N° 137.—Loi constituant en corporation *The Quebec Baptist Church*.—Pétition, 32; rapport, 42. Bill présenté (M. Power), 44; renv. à comité, 53; rapporté, 64; 3e lect., 77. Message du C. L., amend., 117; concours, 118. Remboursement des droits, 223. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 123.)

N° 138.—Loi validant le règlement numéro 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau.—Pétition, susp. du règl., 37; rapport, 85. Bill présenté (M. Plante), 85; renv. à comité, 99; rapporté, 139; 3e lect., 149. Message du C. L., amend., concours, 172. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 143.)

N° 139.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.—Pétition, susp. du règl., 65; rapport, 73. Bill présenté (M. Plante), 74; renv. à comité, 84; en comité pl., 103; 3e lect., 123. Message du C. L., amend., 169; concours, 170. Remboursement des droits, 187. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 129.)

N° 140.—Loi autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.—Pétition, 27; rapport, 74. Bill présenté (M. Poulin), 75; renv. à comité, 84; rapporté, 106; 3e lect., 124. Message du C. L., amend., concours, 172. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 133.)

N° 141.—Loi modifiant la charte de la *Beauharnois Light, Heat & Power Company*.—Pétition, 25; rapport, 74. Bill présenté (M. Thériault), 75; renv. à comité, 84; rapporté, 163; motion pour étude en comité pl., 181; en comité, 182; renvoi à 6 mois proposé à la motion de 3e lect., rejeté, 182; 3e lect., 184. Message du C. L., amend., concours, 285. Sanction, 324. (18 Geo. V, c. 113.)

N° 142.—Loi ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon.—Pétition, 27; rapport, 64. Bill présenté (M. Roy), 74; renv. à comité, 92; rapporté, 144; 3e lect., 153. Message du C. L., amend., 285; concours, 286. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 139.)

N° 143.—Loi concernant la succession de feu Omer Lorrain.—Pétition, susp. du règl., 53; rapport, 57. Bill présenté (M. Poulin), 58; renvoi à comité, 78; rapporté, 111; 3e lect., 125. Message du C. L., amend., concours, 172. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 148.)

BILLS:—*Suite*.

N° 144.—Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.—Pétition, susp. du règl., 40, 44; rapport, 57. Bill présenté (M. Marchand), 75; renv. à comité, 84; rapporté, 93; 3e lect., 103. Message du C. L., amend., 154; 1ère lect., 155; concours, 201. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 52.)

N° 145.—Loi constituant en corporation l'Exposition provinciale de Québec, Inc.—(*Provincial Exhibition of Quebec, Inc.*).—Pétition susp., du règl., 45; rapport, 74. Bill présenté (M. Rochette), 75; renv. à comité, 92; rapporté, 150; 3e lect., 162. Remboursement des droits, 319.

N° 146.—Loi constituant en corporation *The Hebrew Loan Syndicate*.—Pétition, susp. du règl., 53; reçue, 56; susp. du règl., Bill présenté (M. Cohen), 195; renv. à comité, 218; rapporté, 228; 3e lect., 240. Message du C. L., amend., 319; concours, 322. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 119.)

N° 147.—Loi constituant en corporation *The Bell Telephone Pension Fund Corporation*.—Pétition, susp. du règl., 56; rapport, 111. Bill présenté (M. Marchand), 112; renv. à comité, 125; rapporté, 144; 3e lect., 151. Message du C. L., 171. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 115.)

N° 148.—Loi constituant en corporation *The Quebec Northern Railway Company*.—Pétition, susp. du règl., 73; rapport, 86. Bill présenté (M. Vautrin), 86; renv. à comité, 99; rapporté, 112; 3e lect., 139. Message du C. L., 296. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 108.)

N° 149.—Loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le *Manoir Drummond, Limited*.—Pétition, susp. du règl., 99; rapport, 111. Bill présenté (M. Bouchard), 112; renv. à comité, 125; rapporté, 130; 3e lect., 140. Message du C. L., amend., concours, 216. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 140.)

N° 150.—Loi ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et *Log Supply Company, Limited* et *World Match Corporation, Limited*.—Pétition, susp. du règl., 106; rapport, susp. du règl., 156. Bill présenté (M. Bastien), susp. du règl., 162; renv. à comité, 171; rapporté, 185; 3e lect., 204. Message du C. L., amend., concours, 285. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 141.)

N° 151.—Loi concernant une propriété de l'hôpital de *Jeffery Hale* de la cité de Québec.—Pétition, susp. du règl., bill présenté (M. Power), 111; renv. à comité, 125; rapporté, 130; 3e lect., 140. Message du C. L., amend., concours, 216. Remboursement des droits, 223. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 144.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 152.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Pétition, susp. du règl., bill présenté (M. Samson), renv. à comité, 180; rapporté, 185; 3e lect., 218. Message du C. L., 243. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 96.)

N° 153.—Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de *Laurentide Power Company, Limited*.—Pétition, susp. du règl., bill présenté (M. Grant), 205; renv. à comité, 225; rapporté, 237; 3e lect., 257. Message du C. L., 296. Sanction, 325. (18 Geo. V. c. 136.)

N° 157.—Loi validant le règlement No 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice, et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin.—Résolution renv. à comité pl., 235; recommandation du L.-G., concours, 265. Bill présenté (M. Galipeault), 229; 2e lect., en comité, 265; 3e lect., 266. Message du C. L., 285. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 9.)

N° 159.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 235; recommandation du L.-G., concours, 259. Bill présenté (M. Nicol), 229; 2e et 3e lect., 259. Message du C. L., amend., concours, 301. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 75.)

N° 160.—Loi relative à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales.—Résolutions renv. à comité pl., 235; recommandation du L.-G., concours, 277. Bill présenté (M. David), 229; 2e et 3e lect., 277. Message du C. L. avec titre modifié, 317. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 69.)

N° 161.—Loi modifiant la Loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage.—Résolutions renv. à comité pl., 224; recommandation du L.-G., concours, 264. Bill présenté (M. Galipeault), 185; 2e et 3e lect., 264. Message du C. L., 282. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 74.)

N° 162.—Loi modifiant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires.—Présentation (M. Nicol), 168; 2e et 2e lect., 215. Message du C. L., 243. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 19.)

N° 163.—Loi modifiant la Loi des licences.—Résolutions renv. à comité pl., 170; recommandation du L.-G., 225; concours, 226. Bill présenté (M. Nicol), 168; 2e et 3e lect., 226. Message du C. L., amend., 295; 1ère lect., 296; ordre de 2e lect. rescindé. Bill retiré, 299.

BILLS:—*Suite*.

N° 164.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.—Présentation (M. Nicol), 168; 2e et 3e lect., 239. Message du C. L., 295. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 25.)

N° 165.—Loi modifiant l'article 953*a* du Code civil.—Présentation (M. Taschereau), 185; renv. à comité, 202; rapporté, 205; 3e lect., 224. Message du C. L., amend., 298; 1ère lect. 298; concours, 299. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 85.)

N° 166.—Loi modifiant la Loi des terres et forêts.—Présentation (M. Mercier), 157; 2e et 3e lect., 224. Message du C. L., amend., concours, 301. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 27.)

N° 167.—Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.—Présentation (M. Nicol), 157; 2e et 3e lect., 242. Message du C. L., 282. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 21.)

N° 168.—Loi modifiant la Loi de la Commission des services publics.—Présentation (M. Nicol), 157.

N° 169.—Loi concernant la consolidation et la disposition de certains revenus.—Présentation (M. Nicol), 156; 2e et 3e lect., 175. Message du C. L., 215. Sanction, 246. (18 Geo. V, c. 20.)

N° 170.—Loi modifiant la Loi des Seigneuries.—Présentation (M. Fortier), 29; renv. à comité, 51; rapporté, 73; 3e lect., 82. Message du C. L., 296. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 76.)

N° 171.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du barreau de la province de Québec.—Présentation (M. Bédard), 30; renv. à comité, 39; rapporté, 57; 3e lect., 71.

N° 172.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités.—Présentation (M. Thurber), 54; renv. à comité, 63; rapporté, 64; 3e lect., 140.

N° 173.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination des vérificateurs des comptes pour certaines municipalités.—Présentation (M. Thériault), 88; renv. à comité, 101; rapporté, (retiré), 278.

N° 174.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet.—Présentation (M. Savoie), 38; renv. à comité, 51; rapporté (retiré), 258.

BILLS:—*Suite.*

N° 175.—Loi modifiant l'article 413 du Code municipal.—Présentation (M. Philps), 107; renv. à comité, 114; rapporté, 150; 3e lect., 171.

N° 176.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.—Présentation (M. Tremblay), 107; motion pour renv. au comité des bills publics rejetée; renvoi à 6 mois proposé et adopté, 146.

N° 177.—Loi modifiant l'article 36 du Code municipal.—Présentation (M. Rochette), 107; renv. à comité, 118; rapporté, 150; 3e lect., 160. Message du C. L., 296. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 95.)

N° 178.—Loi concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer.—Présentation (M. Cohen), 131; renv. à comité, 149; rapporté, 180; 3e lect., 187. Message du C. L., amend., 1ère lect., 298; concours, 300. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 73.)

N° 179.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers.—Présentation (M. Thériault), 185; renv. à comité, 200; rapporté, 221; 3e lect., 236. Message du C. L., amend., 298; 1ère lect., 299; concours, 300. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 70.)

N° 180.—Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.—Présentation (M. Bédard), 145; renv. à comité, 151; rapporté, 206.

N° 181.—Loi modifiant la Loi des colporteurs.—Présentation (M. Bédard), 144; renv. à comité, 151; rapporté, 185; 3e lect., 218. Message du C. L., amend., 298; 1ère lect., 299; concours, 300. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 43.)

N° 182.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Duplessis), 156; renv. à comité, 163; rapporté, 180.

N° 183.—Loi concernant les droits seigneuriaux dus dans cette province.—Présentation (M. Bouchard), 221; renv. à comité, 247; rapporté, 278; 3e lect., 286. Message du C. L., 318. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 77.)

N° 184.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district.—Résolution renv. à comité pl., 276; recommandation du L.-G., concours, 302. Bill présenté (M. Taschereau). 2e et 3e lect., 302. Message du C. L., 318. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 57.)

N° 185.—Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.—Présentation (M. Mercier), 270; 2e et 3e lect., 383. Message du C. L., 325. (18 Geo. V, c. 110.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 186.—Loi modifiant l'article 75 de la Loi de la voirie.—Résolution renv. à comité pl., 270; recommandation du L.-G., concours, 278. Bill présenté (M. Nicol), 269; 2e et 3e lect., 279. Message du C. L., 298. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 36.)

N° 188.—Loi modifiant la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture.—Résolution renv. à comité pl., 258; recommandation du L.-G., concours, 273. Bill présenté (M. Moreau, Lac Saint-Jean), 258; 2e et 3e lect., 274. Message du C. L., amend., concours, 301. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 78.)

N° 189.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.—Résolution renv. à comité pl., 270; retirée, 298. Bill présenté (M. Mercier), 270; 2e et 3e lect., 302. Message du C. L. 318. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 29.)

N° 190.—Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.—Présentation (M. Galipeault), 254; 2e et 3e lect., 266. Message du C. L., 282. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 66.)

N° 191.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.—Présentation (M. Taschereau), 229; retiré, 298.

N° 192.—Loi modifiant la Loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière.—Présentation (M. Mercier), 228; 2e et 3e lect., 300. Message du C. L., amend., concours, 318. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 26.)

N° 193.—Loi modifiant la Loi du département des terres et forêts.—Présentation (M. Mercier), 228; 2e et 3e lect., 257. Message du C. L., titre modifié; concours, 301. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 28.)

N° 193.—Loi modifiant la Loi des mesureurs de bois. (Voir N° 193 ci-dessus.)

N° 194.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements.—Présentation (M. Taschereau), 229; renv. à comité, 264; rapporté, 278; 3e lect., 283. Message du C. L., 298. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 71.)

N° 195.—Loi concernant le rapatriement des canadiens dans la province de Québec.—Résolution renv. à comité pl., 235; recommandation du L.-G., concours, 262. Bill présenté (M. Perrault), 1ère, 2e et 3e lect., 263. Message du C. L., 282. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 2.)

BILLS:—*Suite.*

N° 196.—Loi modifiant la Loi de la réglementation municipale des édifices publics.—Présentation (M. Galipeault), 229; 2e et 3e lect., 268. Message du C. L., 295. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 41.)

N° 197.—Loi concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires.—Présentation (M. David), 229; 2e et 3e lect., 270. Message du C. L., 295. Sanction, 295. Sanction, 325. (18 Geo. V, c. 45.)

N° 198.—Loi amendant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi.—Présentation (M. Taschereau), 206; renv. à comité, 235; rapporté, 237; 3e lect., 266. Message du C. L., amend., 295; concours, 296. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 93.)

N° 199.—Loi modifiant le Code civil relativement aux incapables.—Présentation (M. Taschereau), 185; renv. à comité, 202; rapporté, 205; 3e lect., 223. Message du C. L., 243. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 84.)

N° 200.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, susp. du règl., bill présenté (M. Poulin), 106; renv. à comité, 125; rapporté, 144; en comité pl., 162; ordre de 3e lect. rescindé, de nouveau en comité pl., amend. proposés, 164; 3e lect., 166. Message du C. L., amend., 253; 1ère lect., 253; concours, 255. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 97.)

N° 201.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements, par les électeurs.—Présentation (M. Duplessis), 222; renv. à comité, 247; rapporté, 258; 3e lect., 261. Message du C. L., 296. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 38.)

N° 202.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.—Présentation (M. Bédard), 228; renv. à comité, 247; rapporté, 278; en comité pl., le comité se lève, 297.

N° 203.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.—Présentation (M. Bercovitch), 247; renv. à comité, 261; rapporté, 278; 3e lect., 286. Message du C. L., 318. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 92.)

N° 204.—Loi modifiant l'article 423 du Code municipal.—Présentation (M. Duplessis), 247; renv. à comité, 261; rapporté (rejeté), 278.

N° 205.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales, relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe.—Présentation (M. Thériault), 254; renv. à comité, 261; rapporté, 278; en comité pl., le comité se lève, 297.

BILLS:—*Suite.*

N° 206.—Loi concernant la vente du poisson dans la province.—Présentation (M. Perrault), 295; 2e et 3e lect., 300. Message du C. L., 318. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 34.)

N° 207.—Loi modifiant la Loi des licences.—Résolutions renv. à comité pl., recommandation du L.-G., concours, 307. Bill présenté (M. Nicol), 2e et 3e lect., 307. Message du C. L., 318. Sanction, 326. (18 Geo. V, c. 14.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 8.

Deuxième lecture, renvoi à comité, 36, 38.

Deuxième lecture, renvoi à comité plénier, étude en comité plénier, rapporté, 3e lecture, 119, 121, 175.

Deuxième lecture remise à 6 mois, 147.

Renvoi à 6 mois proposé à la 2e lect., adopté, 147.

Rapport d'un comité qu'un bill a été rejeté, 73.

Rapport d'un comité qu'un bill a été retiré, 228, 237.

Rapport du comité plénier que le travail avance, 76, 104.

Bill retiré en Chambre, à la motion de 2e lect., 154.

Troisième lecture remise, 48, 61, 226, 272.

Troisième lecture, sur division, 61, 84.

Motion pour révoquer ordre de 3e lect., point d'ordre soulevé; l'orateur délibère, 239; rend sa décision, 240; décision maintenue après appel, 251.

Ordre de 3e lect. révoqué, renvoi de nouveau à comité plénier, 3e lect., 280.

Adoption avec célérité, 263, 268.

Remboursement des droits, 102, 187.

Remboursement des droits additionnels, 223, 260.

Sanction, 243, 323.

Résolutions retirées, 278.

Delais pour présentation de Pétitions et Bills, prolongés, 167.

Suspension du règlement quant à pétition et présentation de bill, 105, 111, 180.

Suspension du règlement; pétition présentée, lue et reçue et Bill présenté, 205.

Renvoi à 6 mois proposé à la 3e lect., rejeté, 141, 240.

Ordre de 2e lect. des amend. du C. L. révoqué; bill retiré, 299.

Renvoi à 3 mois proposé à la 2e lect. des amend. du C. L. rejeté, 271.

Résolution et Bill retirés, 224.

Décisions de l'Orateur *re* bills (Voir ORATEUR.)

Titre d'un bill modifié, 139, 163, 301, 317.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BOUCHARD, T.-D.:—M. — est choisi comme président des Comités pléniers de la Chambre, 39.

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX.)

BUREAU D'ENREGISTREMENT:—(Voir ENREGISTREMENTS.)

BUREAU DE COMMISSAIRES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—
Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 80.*)

CADASTRE:—(Voir CÔTE-DES-NEIGES.)

CAMERON, A. KIRK:—(Voir MAISONS HISTORIQUES.)

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.:—Loi concernant les commissaires d'écoles et le conseil du Cap-de-la-Madeleine, et la compagnie—. (Voir BILLS, *No 115.*)

CAP-DE-LA-MADELEINE:—(Voir CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.)

CAUGHNAWAGA:—(Voir PONT A—.)

CHASSE:—Loi de la—. (Voir BILLS, *No 64.*)

CHEMINS DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):
—(Voir COMITÉS.)

CHEMINS DE PÉAGE:—(Voir PONTS.)

CHICOUTIMI:—Loi concernant la prison de—. (Voir BILLS, *No 27.*)

CHIROPRACTICIENS:—(Voir PÉTITIONS.)

CITÉS ET VILLES:—

1. Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 48.*)
2. Loi des—relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements. (Voir BILLS, *No 201.*)

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant le—relativement aux registres de l'état civil. (Voir BILLS, *No 30.*)

CODE CIVIL:—*Suite.*

2. Loi modifiant l'article 44 du—. (Voir BILLS, *No 51.*)
3. Loi modifiant l'article 953*a* du—. (Voir BILLS, *No 165.*)
4. Loi modifiant le—relativement aux incapables. (Voir BILLS, *No 199.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant l'article 598 du—. (Voir BILLS, *No 42.*)
2. Loi modifiant l'article 72*a* du—. (Voir BILLS, *No 65.*)
3. Loi modifiant l'article 599 du—. (Voir BILLS, *No 182.*)
4. Loi amendant le—relativement à l'appel à la Cour du banc du roi. (Voir BILLS, *No 198.*)
5. Loi modifiant l'article 599 du — relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments. (Voir BILLS, *No 203.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant le—. (Voir BILLS, *No 47.*)
2. Loi modifiant l'article 413 du—. (Voir BILLS, *No 175.*)
3. Loi modifiant l'article 36 du—. (Voir BILLS, *No 177.*)
4. Loi modifiant l'article 228 du—. (Voir BILLS, *No 180.*)
5. Loi modifiant l'article 423 du—. (Voir BILLS, *No 204.*)

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS:—

1. Loi concernant le—et Alphonse Lapierre. (Voir BILLS, *No 86.*)
2. Loi concernant le—et Alphonse Couturier. (Voir BILLS, *No 95.*)
3. Loi concernant le—et John Gladstone Quinn. (Voir BILLS, *No 122.*)

COLPORTEURS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 181.*)

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 11.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres des différents comités permanents, 12; rapport, 12; concours, 14.

Noms des députés composant les comités permanents, 13.

Agriculture, immigration et colonisation:—1er rapport, 16; 2e, suggère d'augmenter les crédits; de soumettre au Fédéral la pratique de l'épreuve à la tuberculine pour le bétail importé, 74; 3e, suggère moyens à prendre pour obtenir que les actes d'hypothèque *re* Prêt Agricole soient émis sans les concours des notaires; *re* Caisses Populaires Desjardins, 100; 4e, donne résultat entrevue avec Procureur général *re* actes hypothèques sous seing privé et Caisses populaires Desjardins, 126; 5e, donne résultat d'entrevue avec procureur général *re* prêt agricole et de l'opportunité de nommer un notaire membre de la commission, 144; 6e, communique une lettre du sous-ministre de l'agriculture, Ottawa, sur la tuberculine, 195; Nom ajouté au comité, 19.

COMITÉS:—*Suite.*

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 35; par le Conseil, 34.

Bills privés en général:—1er rapport, 19; 2e, 40; 3e, 45; 4e, 57; 5e, 64; 6e, 73; 7e, 85; 8e, 93; 9e, 99; 10e, 106; 11e, 116; 12e, 136; 13e, 130; 14e, 139; 15e, 144; 16e, 150; 17e, 162; 18e, 167; 19e, 185; 20e, 205; 21e, 228; 22e, 237; Nom ajouté à la liste, 24, 37.

Bills publics en général:—1er rapport, 18; 2e, 40; 3e, 45; 4e, 57, 5e, 64; 6e, 73; 7e, 85; 8e, 93; 9e, 99; 10e, 106; 11e, 111; 12e, 116; 13e, 130; 14e, 139; 15e, 144; 16e, 167; 17e, 180; 18e, 185; 19e, 195; 20e, 205; 21e, 221; 22e, 228; 23e, 237; 24e, 246; 25e, 258; 26e, 278. Nom ajouté à la liste, 23, 24.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 18; 2e, 93; 3e, 112; 4e, 221; nom ajouté, 24.

Code municipal:—1er rapport, 19; 2e, 150; 3e, 206.

Comptes publics:—1er rapport, 18.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 34, par le Conseil, 75.

Industries et commerce:—Premier rapport, 19.

Privileges et elections:—1er rapport, 18; nom ajouté, 40.

Règlements:—1er rapport, 19; 2e, 27; 3e, 32; 4e, 41; 5e, 45; 6e, 53; 7e, 56; 8e, 64; 9e, 73; 10e, 81; 11e, 85; 12e, 111; 13e, 156; 14e, 167; 15e, 206.

Comité rapporte progrès, 76, 104.

Comité recommandant de prolonger délais pour réception de rapports des comités permanents, 41, 42, 167, 205.

Comité fait rapport qu'un bill a été retiré, 163, 228, 237.

Comité recommande que le Règlement soit suspendu en ce qui concerne les avis, 41, 42.

Comité plénier se lève sans faire de rapport, 297.

Comité rejette un bill, 73.

M. Bouchard est choisi président des Comités pléniers, 39.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES, MUNICIPALITÉ DE TRÈS-SAINT-SACREMENT:—Loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux—. (Voir BILLS, No 98.)

COMMISSAIRES D'ÉCOLES D'OUTREMONT:—Loi exemptant les—de certaines lois. (Voir BILLS, No 120.)

COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE MONTRÉAL:—Loi concernant les—et ceux de Très-Saint-Sacrement. (Voir BILLS, No 98.)

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 49.)

COMMISSION DES EAUX COURANTES:—(Voir EAUX COURANTES.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, Nos 72 et 118.*)

COMMISSION DES LIQUEURS:—(Voir *LIQUEURS ALCOOLIQUES.*)

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 168.*)

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 108.*)

COMPAGNIES:—

1. Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 191.*)
2. (Voir *CORPORATIONS.*)

COMPAGNIES DE QUÉBEC:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 191.*)

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER:—

1. Loi concernant la vente de billets par les—. (Voir *BILLS, No 178.*)
2. (Voir *QUEBEC LABRADOR RY. CO.; QUEBEC NORTHERN RY. CO.; SHEFFORD, BAGOT & MISSISQUOI RY. CO.*)

COMPAGNIES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE PULPE:—Loi des exemptions de taxes municipales, relativement aux—. (Voir *BILLS, No 205.*)

COMPTES PUBLICS:—(Voir *COMITÉS.*)

COMPTOIR MOBILIER FRANCO-CANADIEN—Loi constituant en corporation le—. (Voir *BILLS, No 127.*)

CONGREGATION KNASES BNAI ISRAEL:—Loi constituant en corporation la—. (Voir *BILLS, No 125.*)

CONGREGATION TIFERETH ISRAEL:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 90.*)

CONSEIL LÉGISLATIF:—

1. *Messages au Conseil:*
Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 35; des impressions, 34.
2. *Messages du Conseil:*
Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 34; des impressions, 76.
Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 101, 116, 117, 119, 131, 149, 154, 168, 169, 171, 203, 215, 223, 237, 242, 243, 273, 282, 285, 295, 296, 298, 301, 317, 318, 319, 323.
Communiquant la réponse à un ordre de la Chambre, 306.
Ordre de 2e lect. des amend. du C. L. révoqué; bill retiré, 299.

CORPORATIONS:—

1. Loi concernant les pouvoirs spéciaux de certaines—. (Voir *BILLS, No 67.*)
2. Loi concernant la taxe sur les—. (Voir *BILLS, No 68.*)
3. Loi des pouvoirs spéciaux de certaines—relativement à certains enregistrements. (Voir *BILLS, No 194.*)
4. (Voir *COMPAGNIES.*)

CORPORATION ARCHIÉPISCOPALE CATHOLIQUE DE QUÉBEC:—Loi concernant la—et la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated.* (Voir *BILLS, No 106.*)

CORPORATIONS MUNICIPALES:—Loi concernant les dettes et les emprunts des—. (Voir *BILLS, No 60.*)

CORPORATIONS SCOLAIRES:—(Voir *MUNICIPALITÉS SCOLAIRES.*)

CÔTE-DES-NEIGES:—Loi relative au lot 130, cadastre du village de la —. (Voir *BILLS, No 87.*)

COUR DU BANC DU ROI:—

1. Loi concernant les renvois à la—. (Voir *BILLS, No 56.*)
2. Loi relative à l'appel à la—. (Voir *BILLS, No 198.*)

COUTURIER, ALPHONSE:—Loi concernant le Collège des médecins et chirurgiens et—. (Voir *BILLS, No 95.*)

CRÉDIT GÉNÉRAL DU CANADA:—Loi modifiant la charte du—. (Voir *BILLS, No 109.*)

CUTHBERT, JAMES:—(Voir *MAISONS HISTORIQUES.*)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—328.

DÉPUTÉS:—

Liste des—, XI.

Les—prêtent serment et prennent séance, 1.

M. T.-D. Bouchard est choisi comme député-orateur, 39.

DETTES ET EMPRUNTS:—(Voir *CORPORATIONS MUNICIPALES.*)

DISCOURS DU TRÔNE:—A l'ouverture de la session, 8; à la clôture de la session, 323; motion pour prise en considération du—, 11.—(Voir *ADRESSE EN REPONSE AU—.*)

DIVERTISSEMENTS:—Loi modifiant relative aux droits sur les—. (Voir *BILLS, No 43.*)

DOBELL, R.:—(Voir MAISONS HISTORIQUES.)

DOCUMENTS DE LA SESSION :—

Abitibi Southern Ry Co.:—Correspondance depuis 1925 au sujet de l'—. Ordonné, 319.

Affaires municipales:—Rapport du ministre des—1926-27. Déposé 12. (No 30.)
2. (Voir statistiques).

Agriculture:—1. Rapport du ministre de l'—1926-27. Déposé, 12. (No 3.)
2. (Voir Industries greffées à l'—; Lotbinière.)

Animaux à fourrures:—(Voir Renard argenté.)

Annuaire statistique:— L'—de 1927. Déposé, 15. (No 19).

Archiviste:—Rapport de l'—pour 1926-27. Déposé, 162. (No 27.)

Assurance:—(Voir Compagnies d'—.)

Auditeur de la province:—(Voir Mandats spéciaux.)

Avoine:—Etat montrant quantité, variétés d'—distribuée aux colons, 1926 et 1927. Ordonné, 108; déposé, 161. (No 51.)

Berthiaume, Évariste:—(Voir Impérial Oil.)

Bibliothèque de la législature:—Rapport de 1927. Déposé, 229. (No 22.)

Budget:—Des dépenses pour 1928 et 1929. Déposé, 60, 312. (Nos 1 et 1a.) (Voir SUBSIDES.)

Canadiens français:—Correspondance au sujet de l'émigration des—aux États-Unis, depuis 1925. Déposé, 81 (No 39.)

Cautionnements:—Etat des—fournis par les officiers publics, du 10 janvier 1927 au 10 janvier 1928. Déposé, 15. (No 15.)

Chemins:—(Voir Voirie; Colonisation; Imperial Oil Co.)

Chemin de fer:—(Voir Compagnies de—.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Colonisation:—

1. Rapport du ministre de la—, des mines et des pêcheries, pour 1926-27. Déposé 12. (*No 7.*)
2. (Voir *Avoine; Congrès de;— Amos; Patton.*)

*Commission des Eaux courantes:—*Rapport annuel de la—. de 1927. Déposé, 137. (*No 17.*)

*Commission des liqueurs:—*Sixième rapport annuel de la—. Déposé, 166. (*No 31.*)

*Commission des Monuments historiques:—*Correspondance au sujet d'un monument à Jean de Brébœuf, au 2e Portage-des-Chaudières, Hull. Ordonné, 262.

*Commission des services publics:—*Dix-huitième rapport annuel de la—, pour 1927. Déposé, 19. (*No 16.*)

Compagnies:—(Voir *Fidéicommissaires.*)

*Compagnies d'assurance:—*1. Rapport sur les—1927. Déposé, 130. (*No 49.*)
2. (Voir *Sociétés de secours mutuels.*)

Compagnies de chemin de fer:—

1. Rapports des—pour l'année expirée le 31 décembre 1926, article 4, chapitre 31, S. R. Q., 1925. Déposé, 25, (*No 13.*)
2. Statistiques des—au 31 déc. 1926, art. 187, c. 230, S. R. Q., 1925, Déposé, 26. (*No 14.*)
3. (Voir *Abitibi Southern Ry Co.*)

Compagnies d'électricité:—(Voir *Electricité.*)

*Comptes publics:—*Etat des—pour l'exercice finissant le 30 juin 1927. Déposé, 60. (*No 2.*)

*Congrès de colonisation:—*Copies de rapports, etc., au sujet du—, à Amos, en 1927. Ordonné, 319.

*Conseillers législatifs:—*Etat montrant les—qui ont reçu indemnité complète en 1927, et partielle, etc. Ordonné, 161; déposé, 306. (*No 58.*)

*Corporations scolaires:—*Etat financier des—pour l'année finissant le 30 juin 1926. Déposé 15. (*No. 11.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Desmeloizes, canton:—Correspondance depuis 1926, au sujet du lot 3, rang VIII, canton—, Abitibi. Déposé, 80 (*No 41*).

Eaux Courantes:—(Voir *Commission des*—.)

École technique de Hull:—Correspondance au sujet de l'—. Ordonné 319.

Élection:—(Voir *Montréal-Sainte-Marie*.)

Élection générale (1927):—Rapport sur l'— et élections partielles 1923-27. Déposé, 12. (*No 32*.)

Électricité:—Lettres, résolutions, etc., au sujet de l'—pour éclairage et pouvoirs; taux chargé par les compagnies. Ordonné, 318.

Émigration:—(Voir *Canadiens français*.)

Enseignement:—Statistique de l'—pour 1926-1927. Déposé, 26. (*No 33*.)

Enseignement Commercial:—Correspondance depuis 1925 au sujet de plaintes re diffusion de l'—. Ordonné, 269.

Établissements pénitentiaires:—(Voir *Statistiques*.)

Fidéicommissaires:—Etats de comptes annuels des compagnies de —année finissant 31 décembre 1926. Déposé, 130. (*No 48*.)

Filets:—(Voir *Pêche avec*—.)

Fournier, Ermel:—Correspondance avec—et Joseph Martin, de Saint-Cléophas, au sujet de travaux de voirie, depuis, 1926. Ordonné, 63; déposé, 98. (*No 49*.)

Hull:—(Voir *École technique de*—.)

Hygiène:—Cinquième rapport annuel du Service provincial d'—, 1926-27. Déposé, 63. (*No 28*.)

Imperial Oil Co.:—Correspondance au sujet contrat avec—re chemin dans Saint-Eustache, en 1927. Ordonné, 118, déposé, 161. (*No 52*.)

Correspondance avec citoyens de Sainte-Flore, Champlain, au sujet de l'—et Evariste Berthiaume, depuis 1926. Ordonné, 238. Déposé, 281. (*No 56*.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Imprimeur du roi:—Rapport de l'—. Présenté, 14. (*No 20.*)

Industries greffées à l'Agriculture:—Correspondance depuis 1923, au sujet des—. Ordonné, 269.

Institutions d'assistance:—(Voir *Statistiques.*)

Instruction publique:—

1. Rapport du Surintendant de l'—pour 1926-27. Déposé, 15. (*No 8.*)
2. État financier du surintendant de l'—pour 1927. Déposé, 15. (*No 9.*)
3. (Voir *Enseignement; Corporations Soclaïres; Statistiques; Écoles.*)

La Sarre:—Correspondance avec Alfred Proulx, de La Sarre, Pontiac, au sujet de certains lots, rangs 7 et 8 de La Sarre, du lot No 51, rang 8, Palmarolles, et lots 48 et 49, rang 10, Roquemore. Déposé, 80. (*No 40.*)

Laurier-Palace Théâtre:—Rapport de la Commission Royale, chargée de faire enquête sur l'incendie du—. Déposé 157. (*No 50.*)

Lavallée, Azellus:—Contrat entre M.—, de Berthierville, au sujet de sa ferme expérimentale. Déposé, 80. (*No 43.*)

Lefrançois, Elzéar:—Correspondance avec—et entre le gouvernement ou D. Bouchard au sujet de la pêche avec filets dans le Saint-Laurent, en front de la seigneurie Sainte-Anne, vis-à-vis Sainte-Anne-des-Monts. Déposé, 81. (*No 36.*)

Liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Lotbinière, comté:—Correspondance par Sociétés d'Agriculture, Cercles Agricoles, Cercle de l'U. C. C., concernant la division du comté au point de vue agronomique. Ordonné, 276.

Macamic-Rouyn (route):—Correspondance en 1926 et 1927 concernant salaire non payé aux employés de la—. Déposé, 81. (*No 37.*)

Mandats spéciaux:—État des—, suiv. art. 10, c. 21, S. R. Q., 1925. Déposé, 19. (*No 35.*)

Martin, Joseph:—(Voir *Fournier, Ermel.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Milnekek:—Correspondance concernant les demandes de permis, lot No 32-A de—. Déposé, 80. (No 42.)

Mines et pêcheries:—(Voir *Colonisation*.)

Montréal—Sainte-Marie:—Correspondance au sujet de l'élection provinciale de—, motion de M. Sauvé. Débat, question d'ordre; appel; décision maintenue; 70. Ordonné, 71.

Monuments historiques:—(Voir *Commission des*—.)

Municipalités:—(Voir *Affaires municipales; Statistiques; Voirie*.)

Nominations:—(Voir *Service civil*.)

Officiers publics:—(Voir *Cautionnements; Service civil; Mandats spéciaux; Nomination dans le service civile*.)

Palmarolle, canton:—(Voir *La Sarre*.)

Patton, canton:—Correspondance re lot 30, 4e rang,—, depuis 1926. Ordonné, 63; déposé, 98. (No 44.)

Pêche avec filets:—Correspondance, depuis 1925, au sujet de la prohibition de la—, verveux, dans lac des Deux-Montagnes, entre Carillon et Oka. Ordonné, 181; déposé, 253. (No 55.)

Pont de Québec:—Correspondance entre le gouvernement de Québec, celui du Canada, les chemins de fer de l'État, la cité de Québec, au sujet d'un chemin de voitures, sur le—. Ordonné, 247.

Poulares:—Correspondance au sujet du lot 57, rang VI,—, Abitibi, en 1926 et 1927. Déposé, 81. (No 38.)

Proulx, A.:—(Voir *La Sarre*.)

Recettes et dépenses:—Etat des—depuis le premier juillet 1927, au 31 décembre 1927. Ordonné, 200; déposé 253. (No 53.)

Renard argenté:—Correspondance depuis 1928, concernant l'élevage du—et des animaux à fourrures. Ordonné, 252; déposé, 281. (No. 57.)

Roquemore:—(Voir *La Sarre*.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Routes:—(Voir *Voirie*.)

Sainte-Lucie:—Correspondance au sujet de l'ouverture d'une route entre—et Sainte-Apolline, Montmagny. Ordonné, 140; déposé, 253. (*No 54.*)

Secrétaire et registraire:—Rapport du—1926-27. Déposé, 15. (*No 6.*)

Service civil:—Rapport du Conseil exécutif *re* nominations dans le—. Déposé, 14. (*No 12.*)

Services publics:—(Voir *Commission des*—.)

Sociétés de secours mutuels:—Rapport sur les—1927 (opérations de 1926). Déposé, 115. (*No 47.*)

Statistiques:—1. Municipales pour 1926. Déposé, 15. (*No 38.*)

2. Des Établissements pénitentiaires pour 1926. Déposé, 15. (*No 24.*)

3. Des Institutions d'assistance, année 1926. Déposé, 26. (*No 26.*)

4. Judiciaires pour 1926. Déposé, 15. (*No 25.*)

5. Annuaire Statistique, 1927. Déposé, 15. (*No 19.*)

6. De l'Enseignement pour 1926-27. Déposé, 26. (*No 33.*)

7. Des Compagnies de chemin de fer, 1926. Déposé 25. (*No 14.*)

Statuts:—(Voir *Imprimeur du roi*.)

Terres et forêts:—Rapport du ministre des—pour l'année 1927. Déposé, 35. (*No 5.*)

Travaux publics:—Rapport général du ministère des—et du travail, 1927. Déposé, 12. (*No 4.*)

Tuberculose bovine:—Correspondance relative à la—. Ordonné, 295.

Voirie:—

1. Rapport du ministre de la—, 1927. Déposé, 12. (*No 21.*)

2. (Voir *Fournier, Ermel; Sainte-Lucie.*)

DROITS SUR LES DIVERTISSEMENTS:—(Voir DIVERTISSEMENTS.)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 23.*)

DROITS SUR MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 41.*)

DROITS SEIGNEURIAUX:—Loi concernant les—dûs dans cette province.
(Voir BILLS, *No 183.*)

DRUMMONDVILLE:—(Voir MANOIR DRUMMOND, LTD.)

DUVAL, EVANS—(Voir PÉTITIONS.)

EAUX COURANTES:—Loi relative au régime des—. (Voir BILLS,
No 189.)

ÉCOLES:—(Voir COMMISSION DES—DE MONTRÉAL; COMMISSAIRES D'—
PROTESTANTES; BUREAU DES COMMISSAIRES D'—DE QUÉBEC; MUNI-
CIPALITÉS SCOLAIRES; INSTRUCTION PUBLIQUE; OUTREMONT.)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir COMMISSION DES—.)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—Loi concernant les—. (Voir BILLS,
No 80.)

ÉCOLES MÉNAGÈRES:—Loi concernant une subvention aux—provincia-
les. (Voir BILLS, *No 46.*)

ÉCOLES PROTESTANTES:—Loi concernant les—de Montréal et de ses
environs. (Voir BILLS, *Nos 98 et 144.*)

ÉCOLES TECHNIQUES OU PROFESSIONNELLES:—Loi relative aux—. (Voir
BILLS, *No 36.*)

ÉDIFICES PUBLICS:—Loi de la réglementation municipale des—. (Voir
BILLS, *No 196*); Voir aussi INCENDIES; SÉCURITÉ.)

ÉLECTIONS:—(Voir LOI ÉLECTORALE.)

EMPRUNTS SCOLAIRES:—(Voir MUNICIPALITÉS.)

ENGINEERS' CLUB OF MONTREAL:—Loi concernant *The*—. (Voir BILLS,
No 93.)

ENREGISTREMENTS:—(Voir SAINT-HYACINTHE; BELLECHASSE; MONT-
MAGNY; LAVAL; CORPORATIONS.)

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No*
24.)

ÉTAT CIVIL:—(Voir REGISTRES DE L'—.)

EXÉCUTIF:—(Voir LÉGISLATURE.)

EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 202.*)
2. Loi des—, relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe. (Voir BILLS, *No 205.*)

EXPLOITATION FORESTIÈRE:—(Voir TERRES ET FORÊTS.)

EXPOSITION PROVINCIALE DE QUÉBEC:—Loi constituant en corporation l'—. (Voir BILLS, *No 145.*)

FAILLITES:—(Voir LOI DES—.)

FEMMES:—(Voir LOI ÉLECTORALE.)

GALIPEAULT, L.-E.-LANGIS:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, *No 92.*)

GAZOLINE:—Loi relative à la—. (Voir BILLS, *No 59.*)

GRAND'MÈRE:—(Voir LAURENTIDE POWER CO.; PONT SUR SAINT-MAURICE.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—

Émet brefs d'élection de Kamouraska et Portneuf, 2; Montréal-Sainte-Marie, 3.

Certificats d'élection de députés, 3, 4.

Rapport de la 17^e élection générale et d'élections partielles, 12.

Informe la Chambre qu'il a reçu jugement de la Cour supérieure concernant l'élection de M. Joseph-Ovila Gauthier, et qu'il a, en conséquence, émis bref pour nouvelle élection dans Montréal-Sainte-Marie, 3; il communique le jugement à la Chambre, 4.

HEALY, J. J.:—(Voir PÉTITIONS.)

HEBREW LOAN SYNDICATE:—Loi constituant en corporation *The*—. (Voir BILLS, *No 146.*)

HÔPITAUX:—Loi relative aux—dans les municipalités. (Voir BILLS, *No 172.*)

HÔPITAL FRANÇAIS:—Loi concernant l'—, et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc. (Voir BILLS, *No 136.*)

HÔPITAL JEFFERY HALE:—Loi concernant une propriété de l'—de la cité de Québec. (Voir BILLS, *No 151.*)

HÔPITAL SAINTE-JEANNE D'ARC:—(Voir HÔPITAL FRANÇAIS.)

HÔPITAL SAINT-LUC:—Loi modifiant la charte de l'—. (Voir BILLS, *No 139.*)

HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la charte de “Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l’—. (Voir BILLS, *No 116.*)

HYGIÈNE PUBLIQUE:—Loi concernant l'—de Québec. (Voir BILLS, *No 58.*)

IBERVILLE:—Loi modifiant la charte de la ville d'—. (Voir BILLS, *No 83.*)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (Comité des)—(Voir COMITÉS.)

INCAPABLES:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 199.*)

INCENDIES:—

1. Loi de la prévention des—. (Voir BILLS, *No 190.*)
2. Loi concernant la protection des édifices publics contre les—. (Voir BILLS, *No 20.*)
3. Loi relative aux enquêtes sur les—. (Voir BILLS, *No 32.*)
4. Loi relative à la prévention des—. (Voir BILLS, *No 33.*)

INGÉNIEURS FORESTIERS:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, *No 179.*)

INSTITUT DES PRÊTRES DE SAINTE-MARIE:—Loi concernant l'—. (Voir BILLS, *No 89.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi de—. (Voir BILLS, *No 71*); (Voir aussi ORDRE DU MÉRITE; ÉCOLES; MUNICIPALITÉS SCOLAIRES; COMMISSION DES ÉCOLES.)

JEFFERY HALE:—(Voir HÔPITAL.)

JOUBERT, STANISLAS-DONATIEN:—Loi annulant la substitution créée par un acte de donation de—. (Voir BILLS, *No 129.*)

JUGES DE PAIX:—Loi relative aux privilèges des—et des magistrats. (Voir BILLS, *No 21.*)

JURÉS:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 4.*)

JUSTICE:—(Voir *TRIBUNAUX; COUR DU BANC DU ROI; MAGISTRATS; PALAIS DE JUSTICE.*)

KING EDWARD PARK & AMUSEMENT CO:—Loi concernant la compagnie—. (Voir *BILLS, No 91.*)

KNASES BNAI ISRAEL:—(Voir *CONGRÉGATION*—.)

LAFERTÉ, HECTOR:—(L'honorable M.—Est choisi comme Orateur, 7.

LAPIERRE, ALPHONSE:—Loi concernant le Collège des médecins et chirurgiens et—. (Voir *BILLS, No 86.*)

LAROCQUE, MARIE-JOSEPH-ARMAND-AUGUSTE:—Loi validant un bail concernant la substitution de—. (Voir *BILLS, No 96.*)

LASALLE:—Loi ratifiant règlement de la Ville—. (Voir *BILLS, No 97.*)

LATTONI, MARIO-EMILE:—Loi concernant—et le barreau. (Voir *BILLS, No 135.*)

LAURENTIDE POWER CO., LTD.:—Loi concernant la municipalité scolaire de Grand'Mère et les propriétés de—. (Voir *BILLS, No 153.*)

LAUZON:—Loi ratifiant certains règlements de la ville de—. (Voir *BILLS, No 142.*)

LAVAL:—Loi concernant certains enregistrements de—. (Voir *BILLS, No 50.*)

LÉGISLATURE:—Loi relative à la—et à l'Exécutif. (Voir *BILLS, No 66.*)

LÉVIS:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 114.*)

LICENCES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, Nos 163 et 207.*)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du—à l'ouverture de la session, 9; à la clôture de la session, 323; motion pour adresse en réponse au discours du trône, débat, 15, 21, 21, 24, 26, 31, 39; adoptée, 39.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1 et 6; pour la sanction de certains bills, 243, 323; à la clôture de la session, 323.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 14.

Transmission du budget, 60; du budget supplémentaire, 312.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 12.

Proroge les Chambres, 326.

LIQUEURS ALCOOLIKES:—

1. Loi relative à la Loi des— et à la pension du président de la commission. (Voir *BILLS, No 5.*)
2. Loi des—. (Voir *BILLS, No 164.*)

LITTLE, TAYLOR:—Loi relative à l'exécuteur testamentaire de—. (Voir *BILLS, No 77.*)

LOG SUPPLY Co., LTD.—Loi concernant la ville de Berthier, — et *World Match Corporation, Limited.* (Voir *BILLS, No 150.*)

LOI 13 GEO. V, c. 48:—(Voir LAURENTIDE POWER Co.)

LOI 16 GEORGE V, c. 55:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 29.*)

LOI 17 GEO. V, c. 6:—(Voir ABITIBI.)

LOI 17 GEO. V, c. 7:—(Voir VILLE-MARIE.)

LOI 17 GEO. V, c. 8:—(Voir ROUYN.)

LOI 17 GEO. V, c. 25:—(Voir ANIMAUX DE FERME.)

LOI DE LA CHASSE:—(Voir CHASSE.)

LOI DES ACCIDENTS:—(Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL.)

LOI DES CITÉS ET VILLES:—(Voir CITÉS ET VILLES.)

LOI DES COMPAGNIES:—(Voir COMPAGNIES.)

LOI DES FAILLITES:—Motion de M. Blain que le gouvernement du Canada soit invité à étudier de nouveau la—de façon à ce que l'hypothèque judiciaire, en matières de faillites, soit soumise aux lois civiles de la province, débat, 140; adoptée, 297.

LOI DES LICENCES:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, Nos 163 et 207.*)

LOI DES LIQUEURS ALCOOLIKES:—(Voir LIQUEURS ALCOOLIKES.)

LOI DES MINES:—Loi amendant la—de Québec. (Voir *BILLS, No 53.*)

LOI DU BARREAU:—(Voir BARREAU.)

LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC:—Loi—relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité. (Voir *BILLS, No 176.*)

LORRAIN, OMER:—Loi concernant la succession de feu—. (Voir BILLS, *No 143.*)

MAGISTRATS:—

1. Loi relative aux privilèges des juges de paix et des magistrats. (Voir BILLS, *No 21.*)
2. Loi relative aux—de district. (Voir BILLS, *No 184.*)

MAISON DE REFUGE DE SAINTE-BRIGITTE DE MONTRÉAL:—Loi changeant le nom de “Directeur, vice-directeur et syndics” de la—. (Voir BILLS, *No 105.*)

MAISONS HISTORIQUES:—La Chambre exprime sa gratitude envers ceux qui ont offert à la province des—, 44.

MANDATS SPÉCIAUX:—Dépôt, 19.

MANOIR DRUMMOND, LIMITED:—Loi concernant la ville de Drummondville, les commissaires d'écoles de ladite ville et—. (Voir BILLS, *No 149.*)

MÉDECINS:—(Voir COLLÈGE DES—.)

MÉRITE SCOLAIRE—(Voir ORDRE DU—.)

MESUREURS DE BOIS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 193.*)

MINES:—Loi concernant les—de Québec. (Voir BILLS, *No 53.*)

MONTMAGNY:—Loi validant certains enregistrements dans—. (Voir BILLS, *No 17.*)

MONTRÉAL, CITÉ DE:—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal. (Voir BILLS, *Nos 100 et 200.*)

MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.:—(Voir CORPORATION ARCHÉPISCOPALE; MONT-ROYAL.)

MONTRÉAL-SAINTE-MARIE:—(Voir GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.)

MONTREAL TERMINALS:—Loi constituant en corporation *The*—. (Voir BILLS, *No 128.*)

MONT-ROYAL, VILLE DE:—Loi concernant la—et la *Montreal Light, Heat & Power Consolidated*, au sujet du gaz. (Voir BILLS, *No 134.*)

MOREAU, RODOLPHE:—Loi concernant Rodolphe Moreau, relativement à l'exercice de ses droits civiques. (Voir BILLS, *No 88.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

MORGAN TRUST Co.:—Loi constituant en corporation la—. (Voir BILLS, No 131.)

MUNICIPALITÉS:—(Voir CORPORATIONS; CITÉS ET VILLES; TRAVAUX; HÔPITAUX; VÉRIFICATEURS DES COMPTES; ÉDIFICES PUBLICS.)

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Loi concernant la consolidation des dettes flottantes des—. (Voir BILLS, No 197.)

MURRAY BAY PAPER COMPANY, LTD.:—Loi concernant la—, les commissaires d'écoles, le conseil de Saint-Etienne de la Malbaie. (Voir BILLS, No 123.)

MUSÉES DE LA PROVINCE:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, No 10.)

MUSIQUE:—(Voir ART MUSICAL.)

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS:—(Voir DROITS.)

NADEAU, J.-ALFRED:—Loi ratifiant une vente par—et autres à L. Richard Beaudry. (Voir BILLS, No 94.)

NICOLET:—Loi des tribunaux judiciaires relative au district de—. (Voir BILLS, No 174.)

NORTH SHORE POWER Co.:—Loi modifiant la charte de *The*—. (Voir BILLS, No 104.)

NOTRE-DAME DU SAINT-ROSAIRE DE MONTRÉAL:—Loi concernant l'église et sacristie de la paroisse de—. (Voir BILLS, No 140.)

O RATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 8.

Donne sa décision sur des questions d'ordre, 70, 248, 328.

Prend point d'ordre en délibéré et remet sa décision, 70, 239; rend sa décision, 70, 248.

Précis des décisions de l'—. 328.

Dépose le rapport du bibliothécaire, 381.

Election de Hector La Ferté, député de Drummond, comme—, 7.

Choix de T.-D. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, comme—suppléant, 39.

Appel de la décision de l'—maintenue, 70, 257.

Ajourne la Chambre sans qu'il y ait motion à cet effet, 254.

ORDRE DE LA CHAMBRE:—

1. Ordre concernant une Résolution révoqué.
2. Ordre concernant un bill révoqué, 280.
3. Pour le dépôt de rapports et de documents. (Voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

ORDRE DU MÉRITE SCOLAIRE:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 69.*)

ORDRE PUBLIC:—Loi pour assurer la sécurité et l'—. (Voir BILLS, *No 25.*)

OUTREMONT:—(Voir COMMISSAIRES D'ÉCOLES D'—.)

PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS:—

1. Loi relative au palais de justice de Québec. (Voir BILLS, *No 39.*)
2. Loi concernant l'agrandissement des—de l'Abitibi. (Voir BILLS, *No 9.*)
3. Loi autorisant la construction d'un—à Rouyn. (Voir BILLS, *No 7.*)
4. Loi autorisant la construction d'un—à Ville-Marie. (Voir BILLS, *No 8.*)
5. Loi relative à la prison de Chicoutimi. (Voir BILLS, *No 27.*)

PARATONNERRES:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 28.*)

PENSIONS A TITRE D'ALIMENTS:—(Voir SOMMES ET—.)

PÉTITIONS:—

De J. J. Healy et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des Chiropraticiens, 92.

De l'Hôpital Français, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, 56.

De Evans Duval, demandant l'adoption d'une loi de vendre certains biens, 167.

(Voir RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE.)

POINTS D'ORDRE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

POISSON:—Loi concernant la vente du—dans la province. (Voir BILLS, *No 206.*)

PONTS ET CHEMINS DE PÉAGE:—Loi concernant l'abolition des—. (Voir BILLS, *No 161.*)

PONT A CAUGHNAWAGA:—Loi concernant le—sur le fleuve Saint-Laurent. (Voir BILLS, *No 185.*)

PONT SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU:—Loi concernant un—. (Voir BILLS, *No 52.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PONT SUR LA RIVIÈRE SAINT-MAURICE:—Loi concernant la cité de Grand'Mère, relativement à un—. (Voir *BILLS, No 157.*)

PONT-VIAU:—Loi validant un règlement de la paroisse de—. (Voir *BILLS, No 138.*)

PONTIAC:—Loi relative au chef-lieu de—. (Voir *BILLS, No 37.*)

PÔTEAUX:—Loi concernant les—des services publics sur certains chemins. (Voir *BILLS, No 19.*)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR.*)

PRÊT AGRICOLE:—Loi relative au—. (Voir *BILLS, No 45.*)

PRISONS:—(Voir *PALAIS DE JUSTICE ET—; ABITIBI; ROUYN; VILLE-MARIE; CHICOUTIMI.*)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

PROCLAMATIONS:—Convoquant la Législature, V à IX.

PRODUITS AGRICOLES:—(Voir *AGRICULTURE.*)

QUÉBEC:—Loi concernant le palais de justice du district de—. (Voir *BILLS, No 39.*)

QUÉBEC, CITÉ DE:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir *BILLS, No 152.*)

QUEBEC BAPTIST CHURCH:—Loi constituant en corporation *The—*. (Voir *BILLS, No 137.*)

QUEBEC LABRADOR RY. Co.:—Loi constituant en corporation *The—*. (Voir *BILLS, No 126.*)

QUEBEC NORTHERN RY. Co.:—Loi constituant en corporation *The—*. (Voir *BILLS, No 148.*)

QUESTIONS D'ORDRE:—

Point d'ordre soulevé à l'effet que le député qui a la parole s'écarte de la question en discussion, 70. L'orateur rejette le point d'ordre, 70, (voir *DÉCISIONS DE L'ORATEUR, 328*); appel de la décision; décision maintenue, 71.

Point d'ordre soulevé que la motion, à l'effet de révoquer l'ordre de 3e lecture d'un bill et d'inscrire ce bill sur le feuillet pour nouvelle étude en comité plénier est irrégulière, 238; l'orateur délibère, 239; point d'ordre maintenue, 248, (voir *DÉCISIONS DE L'ORATEUR, 328*); appel de sa décision; décision maintenue, 251.

QUESTIONS D'ORDRE:—*Suite.*

L'orateur décide: Quand un bill a été lu une troisième fois, il est censé voté (article 472 du règlement), l'ordre est par là-même censé donné au greffier de le porter au Conseil législatif (articles 473, 474, 475 du règlement), et l'Assemblée législative s'en trouve en conséquence dessaisie. (Voir DÉCISION DE L'ORATEUR, 328.)

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Académies Commerciales:—1. Concernant le montant total dépensé pour construction d'—depuis 1920; part payée par le gouvernement et par autres corps, 238. 2. Concernant le montant octroyé depuis 1920 pour construction d'—, 262.

Actif disponible:—Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province, le 31 décembre 1927, 197.

Agriculteurs:—A l'effet de savoir si le gouvernement a des statistiques sur le nombre des—; le nombre, de chaque année, de 1923 à 1927; 80.

Agriculture:—Quelle somme a été dépensée pour fins agricoles, dans les six premiers mois de l'exercice en cours, 186.

2. (Voir *Établissements industriels: Terresensemencées; Fermes de démonstration; Fermes expérimentales; Renard argenté; Produit de la Ferme.*)

Amiésite:—Combien de tonnes d'— employées dans les chemins en 1927; milles de chemins faits avec cette quantité; coût à la verge carrée, 238.

Arrêtés en Conseil:—(Voir *Séances du cabinet.*)

Assistance publique:— 1. Concernant le nombre d'inspecteurs, à Montréal, pour la perception du fonds de l'—, 159.

2. (Voir *Droits du pauvre.*)

Automobiles:—(Voir *Touristes.*)

Berthiaume, Evariste:—Concernant le total des réclamations dans l'affaire de M.—, sous-entrepreneur de chemins, en vertu de la Loi des faillites, 258.

Billots:—(Voir *Mesurement des—.*)

Bois de pulpe:—Concernant la quantité de—, exportée aux Etats-Unis, en 1925 et 1927, 146.

Bond, F.:—Un nommé—est-il à l'emploi de la prison de Bordeaux, 159.

QUESTIONS:—*Suite.*

Bond, Frank:—avant d'entrer à l'emploi de la prison de Bordeaux, était-il sergent de police à Montréal, 270.

Bourses pour suivre des cours à Paris:—Concernant les élèves et les professeurs à qui il a été octroyé des—, 98.

Bouvrette, Bruno:—Un nommé—est-il à l'emploi de la Commission des Liqueurs, 132.

Canadiens français émigrés:—Concernant le nombre de—aux Etats-Unis qui sont revenus au Canada, en 1926, 1927; nombre de ceux qui se sont établis dans la province, 88.

Champs de démonstration:—(Voir *Fermes de—*.)

Chantiers de bois:—Concernant le nombre d'enfants âgés de moins de 16 ans, dans—, 59.

Chemins: 1. Concernant le montant reçu du Dominion au cours des dix dernières années, aide à la construction et amélioration des—, 88. 2. Dans quelle partie des comptes publics se trouvent les \$305,571 et autres sommes reçues du Dominion, de 1921 à 1925, aide à la construction des—, 158. 3. Quand ont été faits travaux des chemins de: *a.* Sainte-Flavie; *b.* Grand-Métis; *c.* Sandy-Bay; *d.* Saint-Ulric; *e.* Matane; paroisse; *i.* Petit-Matane; *g.* Mont-Joli; *h.* Saint-Jean-Baptiste; *i.* St-Joseph de Lepage; *j.* Sainte-Angèle, paroisse; *k.* Sainte-Angèle, village; coût d'achat des terrains pour l'élargissement de la route, etc., 233. 4. (Voir *Loi des bons—*; *Parent*; *Paris, Uldéric*; *Amiésite*; *Berthiaume, Evariste*; *Routes*; *Voirie, Colonisation*.)

Chemins améliorés:—1. Concernant les municipalités qui ont des—, non encore entretenus par le gouvernement, 89. 2. Concernant le coût de la construction chargé au gouvernement, aux municipalités des 9,148 milles de—, 108.

Chemins de colonisation:—(Voir *Soucy et Carrette*.)

Chemins de gravier dans l'Abitibi:—(Voir *Soucy et Carrette*.)

Chemins (Montcalm):—Concernant le coût de—, dans certaines municipalités du comté de Montcalm, depuis 1919, 150.

Colonisation: 1. Concernant les lots de— que le gouvernement aurait fait défricher et bâtir en 1927; retenus dans le canton Otis, en 1924; 66. 2. (Voir *Saint-Paul du Buton*; *Chemins*; *Route*; *Voirie*; *Soucy et Carrette*.)

QUESTIONS:—*Suite.*

Commission des liqueurs:—1. Concernant le montant total provenant des ventes de la—, du 1er mai 1926 au 1er mai 1927; b. du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928; licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, saisies, 131. 2. Concernant les permis de tavernes dans la cité de Montréal 1927; Québec; dans le reste de la province; 132. 3. Concernant la quantité de liqueurs vendue, chaque mois, en 1927, a. Valleyfield; b. Hull; c. Sherbrooke; d. Saint-Jean; e. Joliette; f. Trois-Rivières, 157. 4. Concernant le coût en 1926-27 de la mise en vigueur de la Loi des liqueurs; et du 1er mai 1927 au 1er janvier 1928, montant dépensé pour détectives et causes, montant payé aux avocats de la —, 158. 5. Combien — a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis qu'elle existe, travaux, constructions, etc., 163. 6. (Voir *Bouvette*, *Bruno*; *Laferrière*, *Oscar*; *Restaurant de la—*.)

Commission du Lac Saint-Jean:—1. Concernant le temps qu'a fonctionné la—, jugements, coût, salaires, 163. 2. Concernant les cultivateurs affectés par l'inondation du lac Saint-Jean et l'arbitrage de la—, 230. 3. La — a-t-elle fait rapport au gouvernement ou au ministère des terres et forêts, 232. 4. (Voir *Lac Saint-Jean*.)

Compton:—(Voir *Droits de licences*.)

Conserves alimentaires:—(Voir *Fermes de démonstration*.)

Contributions scolaires:—Concernant le pourcentage des — payées par les contribuables, par le gouvernement: a. en 1925-26 et 1926-27, 80.

Corporations scolaires:—Concernant le montant exigé par le gouvernement de chacune des—, autorisées à faire des emprunts en 1926-27 jusqu'à concurrence de \$2,036, 493. 20, 174.

Courses:—(Voir *Droits de licences*.)

Dasserat, canton:—(Voir *Touquet, Charles*.)

Dette consolidée:—Quelle était la— de la province, le 31 déc. 1927, 197.

Droits de coupe:—(Voir *Harvey & Cie*.)

Droits de licences:—1. Concernant les—perçus en 1926-27, à Montréal, dans la province, pour lieux d'amusements, courses, paris ou gageures, 66. 2. Concernant les— perçus, comté de Hull, pour lieux d'amusements, pistes de courses, gageures, 94. 3. Concernant les — perçus, comtés de Sherbrooke, Stanstead, Richmond, Wolfe, Compton, Frontenac, pour lieux d'amusements, pistes de courses paris ou gageures, 112.

QUESTIONS:—*Suite.*

Droits du pauvre:—1. Concernant les —perçus en 1926-27, dans Montréal, dans toute la province, en vertu du chapitre 189, du Statuts refondus, 1925, 89. 2. Concernant les—, perçus dans le comté de Hull, depuis la mise en vigueur de la Loi de l'Assistance publique, 159.

Droits sur les divertissements:—Concernant les plaintes reçues au sujet de la Loi des—, 222.

Duke-Price Co.:—Concernant le nombre d'âcres de terres cédées à la—, pour les besoins du relèvement des eaux du lac Saint-Jean, 196.

Écoles:—(Voir *Académies Commerciales; Contributions scolaires; Corporations Scolaires.*)

École des Beaux-Arts de Montréal:—Coût à date, terrain, construction, réparations, l'aménagement de—, 94.

École des Hautes Études de Montréal:—Coût à date, terrain, construction, réparations et aménagement de—, 93.

Écoles élémentaires:—Concernant la moyenne des salaires des institutrices des—, 1925-26; 1926-27, 133.

Écoles normales:—Concernant le nombre d'—, de garçons, de filles, le nombre d'élèves, instituteurs des deux sexes à la ville, à la campagne, etc. 78.

École technique de Hull:—A quelle date l'— a-t-elle été ouverte; entente entre Hull et le gouvernement au sujet de l'entretien de cette école, 202.

École technique de Montréal:—Concernant le coût à date, terrain, construction, réparations, aménagement de l'—, 107.

Éligibilité au Sénat:—Le gouvernement s'est-il fait représenter devant la Cour Suprême au sujet de l'interprétation du mot "personne" en rapport avec—, 282.

Émigration:—(Voir *Canadiens français; Touristes.*)

Emprunts:—Concernant le montant exigé par le gouvernement de chacune des municipalités autorisées à faire des—, en 1926-27, jusqu'à concurrence de \$30,494,500.02; 90.

Établissements industriels:—Quel est le nombre des—, qui s'approvisionnent des produits de la ferme pour leur matière première, 238.

QUESTIONS:—*Suite.*

Faillites:—(Voir *Berthiaume, Evariste.*)

Fermes de démonstration:—1. Concernant le nombre de—; noms et places des propriétaires, coût, 66. 2. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les—, pendant les six premiers mois de l'exercice en cours, pour champs de démonstration, pour vergers de démonstration, pour l'industrie des conserves alimentaires, 185.

Fermes expérimentales:—(Voir *Renard argenté.*)

Fins agricoles:—(Voir *Agriculture.*)

Frontenac:—(Voir *Droits de licences.*)

Greffe de la Couronne à Montréal:—Concernant les noms des employés du—, 230.

Greffe de la paix à Montréal: 1. Concernant le nombre des employés du—, qui bénéficient de l'assurance-groupe, 109. 2. Concernant les noms des employés du—, 230.

Harvey & Cie:—Concernant les droits de coupe perçus pour le bois sur les limites de—, de Métabetchouan, depuis 1922, 181.

Hull:—(Voir *Route Montréal-Chapleau; Route Montréal—; École technique de—; Droits de licences.*)

Industrie:—(Voir *Établissement industriels.*)

Inondation:—(Voir *Lac Saint-Jean.*)

Instituteurs et institutrices:—(Voir *Écoles normales.*)

Institutrices:—(Voir *Écoles élémentaires.*)

Instruction publique:—(Voir *Académies Commerciales; Écoles.*)

Lac Saint-Jean:—1. Concernant le nombre d'âcres affectées par l'inondation du—, 195. 2. (Voir *Duke-Price; Route du Tour du—; Commission du—.*)

Laferrière, Oscar:—Un nommé — est-il à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec, 158.

La Renardière Expérimentale de Québec, Inc., Ltée:—(Voir *Renard argenté.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Licences:—(Voir *Droits de licences; Droits du pauvre; Droits sur les Divertissements.*)

Lieux d'Amusements: (Voir *Droits de licences.*)

Liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Loi de l'Assistance publique:—(Voir *Droits du pauvre.*)

Loi des bons chemins:—Concernant le nombre de municipalités qui n'ont pas payé intérêts dus 1923; 1927, 67; (Voir *Chemins, Voirie.*)

Loi des faillites:—(Voir *Berthiaume, Evariste.*)

Loi des liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Médecins vétérinaires:—Concernant le nombre de—employés pour faire subir aux troupeaux, l'épreuve de la tuberculine, en 1926 et 1927, 95.

Mesurement des billots:—Concernant la question de reviser la table de —, 181.

Municipalités:—(Voir *Chemins; Voirie; Emprunts.*)

Otis, canton:—(Voir *Colonisation.*)

Paielements:—(Voir *Recettes.*)

Palais de justice de Montréal:—Concernant le coût à date des travaux de l'annexe du—; ameublement; contrats; 58.

Palais de justice de Québec:—Concernant les réparations au—, date, coût, fin des travaux, 125.

Parent:—Concernant le coût de la reconstruction du chemin du rang quatre, canton—, affecté par l'inondation, 146.

Paris, Uldéric:—Concernant—, de Deschaillons, *re* contrats du département de la voirie, 232.

Paris ou gageures:—(Voir *Droits de licences.*)

Passif:—(Voir *Actif disponible.*)

Pérignonka:—Concernant le coût des terrassements de la route régionale, rivière—, 145.

QUESTIONS:—*Suite.*

Ponts de péage:—Concernant ce que chacun des ponts de péage a rapporté pour 1927; 59.

Prison de Bordeaux:—1. Concernant le nombre des employés de la —, qui bénéficient de l'assurance-groupe, 109. 2. Concernant le nombre de prisonniers qui ont laissé la—, le ou vers le 16 mai 1927 avant l'expiration de leur terme, 109. 3. Concernant le nombre d'employés à la—, 113. 4. L'intérieur de l'aile C de la— est-il terminé, coût à date des terrain, construction, réparations et aménagement, 163. 5. (Voir *Bond, F; Bond, Frank.*)

Prison de Ste-Scholastique:—1. Concernant l'examen des titres relatifs à l'emplacement de l'ancienne—, district de Terrebonne, 159. 2. Est-ce l'intention d'utiliser l'emplacement de l'ancienne—, district de Terrebonne, 196.

Produits de la ferme:—(Voir *Établissements industriels.*)

Protonotaire de Bedford:—A l'effet de savoir s'il y a eu des plaintes contre le—, depuis 3 ans, 108.

Recettes:—A quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours, 197.

Régistrateur à Montmagny:—Concernant le—, traitement, 100.

Régistrateur à Roberval:—1. Concernant le temps que la charge de— est vacante; qui remplit cet office depuis la mort de M. Louis Lindsay, 133. 2. Est-ce l'intention de nommer un—, en remplacement de M. Louis Lindsay, 180.

Renard argenté:—Le gouvernement a-t-il fait l'acquisition d'une ferme expérimentale pour le—, dans le comté de Charlevoix, a-t-il quel-qu'intérêt dans la compagnie, "La renardière expérimentale de Québec, Incorporée, Limitée" de Baie St-Paul, Charlevoix, 222.

Restaurant de la Commission des liqueurs:—Concernant les dépenses; les recettes, du—, au Pied-du-Courant, du 1er mai 1926 au 30 avril 1927 et à date, 100.

Richmond:—(Voir *Droits de licences.*)

Rivière-aux-Ortis (Yamaska):—Concernant le coût du sablage ou gravelage du chemin de la—, la contribution du gouvernement était-elle de 50% du coût d'amélioration, somme payée par le gouvernement, 145.

QUESTIONS:—*Suite.*

Rocher Percé:—Concernant le coût du relèvement de la chaussée sur la route régionale à—, entre Chambord et Desbiens, 145.

Routes:—(Voir *Chemins*; *Voirie*; *Rocher Percé*; *Pérignonka*; *Parent*; *Amiésie*.)

Route Tour du Lac Saint-Jean:—1. Combien ont coûté la construction, réparations, l'entretien de la—, 206. 2. Qui a le contrat pour l'entretien de la—; somme payée; associés, 233.

Route Montréal-Chapleau:—Concernant la partie de la cité de Hull, construite aux frais de la cité, 67.

Route Montréal-Hull:—Concernant la partie de la—, cité de Hull, construite aux frais de la cité, 89.

Sainte-Flavie et autres:—(Voir *Chemins*.)

Saint-Paul-du-Buton:—Concernant la route de colonisation entre— Saint-Flavien-de-Panet, Montmagny; contrats, soumissionnaires, 65.

Séances du cabinet:—Concernant le nombre de—, entre la dernière session et la présente; le nombre d'arrêtés; 59.

Sénat:—(Voir *Éligibilité au—*.)

Sherbrooke:—(Voir *Droits de licences*.)

Soucy et Carrette:—1. Combien de milles de chemins de colonisation— ont-ils faits dans le comté de Lotbinière, depuis 1919 jusqu'à date, 199. 2. MM.— ont-ils fait des chemins de gravier dans l'Abitibi en 1927, 199.

Stanstead:—(Voir *Droits de licences*.)

Terres de la couronne:—Concernant ce qu'a rapporté en 1926-27 chacune des sources de revenus des—, apparaissant à la page 6 des Comptes Publics 1926-27, 102.

Terres en exploitation:—Concernant la valeur moyenne par acre des—, en 1927, 196.

Terres ensemencées:—Combien d'acres de terre ont été ensemencées dans la province, en 1927, 200.

QUESTIONS:—*Suite.*

Touquet, Charles:—Un nommé— détient-il un claim, canton Das-serat, Abitibi; frontière interprovinciale et dans le voisinage du village Cheminis; quel loyer; un des tenanciers a-t-il été trouvé coupable de vente de boisson à Villemarie, 230.

Touristes:—1. A l'effet de savoir sur quelles statistiques le ministre de la Voirie s'est-il basé pour dire, que durant les cinq dernières années, les — avaient dépensé dans la province deux cent dix-huit millions de piastres, 89. 2. Concernant le nombre d'automobiles qui ont traversé les lignes en 1927; de résidents de la province en 1926 et 1927 pour émigrer aux Etats-Unis; d'anciens résidents de la province, pour revenir demeurer dans cette province, 196.

Travaux de voirie:—Concernant les municipalités auxquelles le gouvernement a fait envoyer des lettres d'avocat au sujet de—, somme globale des réclamations du gouvernement, poursuites, 107.

Tuberculine:—(Voir *Medecins vétérinaires.*)

Unités sanitaires:—Depuis réponse du 1er mars 1927, combien d'—, établies dans cette province; quand; membres; traitement de chacun d'eux, 132.

Valois, Pierre:—1. Concernant un nommé—à l'emploi de la police provinciale; 54. 2. Concernant un nommé — qui aurait été à l'emploi du gouvernement, 109.

Véhicules-automobiles:—Concernant le montant des amendes perçues en 1926-27 en vertu de la Loi des—, 132.

Vergers de démonstration:—(Voir *Fermes de—.*)

Voirie: (Voir *Paris, Uldéric; Chemins; Rivière-aux-Ortis; Routes; Touristes; Travaux de—; Colonisation.*)

Wolfe:—(Voir *Droits de licences.*)

Zones neutres:—Concernant le système des—, suivant réponse, journaux, vol. LIX, 15 Geo. V; 47.

QUINN, JOHN GLADSTONE:—Loi concernant le Collège des médecins et chirurgiens et—. (Voir *BILLS, No 122.*)

RACINE:—Loi constituant en corporation la ville de—, (Shipshaw). (Voir *BILLS, No 99.*)

RAPATRIEMENT DES CANADIENS:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 195.*)

RAYMOND. GÉRARD:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir *BILLS, No 76.*)

RÉGIME DES EAUX COURANTES:—Loi du—. (Voir *BILLS, No 189.*)

RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 30.*)

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—

Suspension du—(art. 510 et 511) quant à la lecture et réception de pétitions, 37, 38, 56.

Suspension du—relativement à des pétitions, 41, 42, 99.

(Voir *QUESTIONS D'ORDRE.*)

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

RENTIERS DE L'AVENIR:—Loi constituant en corporation les—. (Voir *BILLS, No 132.*)

REVENUS:—Loi concernant la consolidaton et la dispositon de certains—. (Voir *BILLS, No 169.*)

RICHELIEU:—(Voir *PONT.*)

RIMOUSKI ET SAGUENAY:—Loi relative à la juridiction concurrente des tribunaux dans—. (Voir *BILLS, No 13.*)

RIVIERE-DU-LOUP:—(Voir *TÉMISCOUATA.*)

RODIER, CHARLES-SÉRAPHIN:—Loi concernant la succession de l'honorable—. (Voir *BILLS, No 81.*)

ROUYN:—Loi concernant le palais de justice et la prison à—. (Voir *BILLS, No 7.*)

SSAGUENAY:—(Voir *RIMOUSKI ET—.*)

SAINTE-BRIGITTE DE MONTRÉAL:—(Voir *MAISON DE REFUGE DE—.*)

SAINT-ETIENNE DE LA MALBAIE:—(Voir *MURRAY BAY PAPER CO., LTD.*)

SAINT-HYACINTHE:—

1. Loi validant certains enrégistremments à—. (Voir *BILLS, No 15.*)

2. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 111.*)

SAINT-JÉRÔME:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir *BILLS*, *No 112.*)

SAINT-MAURICE—(Voir *PONT SUR*—.)

ST. LAWRENCE PAPER MILLS, LTD.:—Loi ratifiant le titre de—à certaine propriété et certain droit. (Voir *BILLS*, *No 124.*)

SAISINE DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES:—Loi concernant la—. Voir *BILLS*, *No 162.*)

SANCTION DES *BILLS*:—243, 323.

SÉANCES DE LA CHAMBRE:—

1. La Chambre décide d'avoir trois séances par jour, 247.
2. (Voir *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*.)
3. (Voir *ORATEUR*.)
4. (Voir *DÉPUTÉS*.)
5. (Voir *LIEUTENANT-GOUVERNEUR*.)

SÉCURITÉ:—Loi relative à la—dans les édifices publics. (Voir *BILLS*, *No 22*); (Voir *ORDRE PUBLIC*.)

SEIGNEURIES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 170.*)
2. Loi concernant les droits seigneuriaux. (Voir *BILLS*, *No 133.*)

SÉMINAIRE DE SAINT-JOSEPH DES TROIS-RIVIÈRES:—Loi modifiant la charte de “Le—. (Voir *BILLS*, *No 102.*)

SERMENTS:—Loi relative à la prestation des—d’office. (Voir *BILLS*, *No 1.*)

SERVICES PUBLICS—(Voir *PÔTEAUX*.)

SESSION:—

1. Ouverture, 1; clôture, 327.
2. (Voir *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*, *CONSEIL LÉGISLATIF*, *DÉPUTÉS*, *ORATEUR*, *LIEUTENANT-GOUVERNEUR*.)

SHAWINIGAN WATER AND POWER CO.:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir *BILLS*, *No 103.*)

SHEFFORD, BAGOT & MISSISQUOI RY. CO.:—Loi modifiant la charte de *The*—. (Voir *BILLS*, *No 130.*)

SHIPSHAW:—Loi constituant en corporation la ville de—, (Ville Racine). (Voir *BILLS*, *No 99.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

SIGNER, MORRIS B.:—Loi concernant le Barreau et— (Voir *BILLS, No 79.*)

SILVERSTONE, HENRY LEO:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir *BILLS, No 84.*)

SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE:—Loi changeant le nom de la—. (Voir *BILLS, No 110.*)

SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC:—Loi modifiant la charte des—. (Voir *BILLS, No 85.*)

SŒURS HOSPITALIÈRES DE SAINT-JOSEPH:—(Voir *HÔTEL-DIEU.*)

SOMMES ET PENSIONS A TITRE D'ALIMENTS:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 203.*)

STATUTS REFONDUS, 1925:—

1. Loi modifiant les—relativement à l'avance de l'heure. (Voir *BILLS, No 6.*)
2. Loi modifiant les—, relativement aux paratonnerres. (Voir *BILLS, No 28.*)
3. Loi modifiant les—, au sujet du barreau. (Voir *BILLS, No 171.*)
4. Loi modifiant les—, relativement aux hôpitaux dans les municipalités. (Voir *BILLS, No 172.*)
5. Loi modifiant les—, relativement à des vérificateurs des comptes pour certaines municipalités. (Voir *BILLS, No 173.*)

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1929 et renvoi à comité des—, 60. (*No 1.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1928, et renvoi à comité des—, 312. (*No 1a.*)

État des comptes publics, 1926-27, 23. (*No 2.*)

Motion pour formation du comité des—, 39; reprise du débat, 60, 76, 92, 98, 101, 110, 114; amend. proposé par M. Sauvé, débat, 110; reprise du débat sur l'amend., 114; rejeté, 115; motion principale adoptée, 115.

Formation du comité des—, 115, 137, 152, 155, 177, 187, 217, 227, 269, 274, 303, 312.

Résolutions rapportées, 115, 137, 153, 156, 179, 194, 217, 227, 269, 276, 305, 316.

Résolutions adoptées, 115, 137, 153, 156, 180, 194, 217, 227, 269, 276, 305, 316.

Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour 1928 et 1929. (Voir *BILLS, No 18.*)

SUCCESSIONS:—(Voir *DROITS SUR LES—.*)

SUFFRAGE FÉMININ:—(Voir LOI ÉLECTORALE.)

TAXES MUNICIPALES:—(Voir EXEMPTIONS DE—.)

TAXES SUR LES CORPORATIONS:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 68.*)

TAXE SUR LES TRANSFERTS:—Loi concernant la—de valeurs mobilières. (Voir BILLS, *No 26.*)

TÉLÉPHONE:—(Voir BELL—Co.)

TÉMISCOUATA:—Loi fixant le chef-lieu du comté de—dans la cité de Rivière-du-Loup. (Voir BILLS, *No 82.*)

TERRES ET FORÊTS:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 166.*)

2. Loi des—relativement à l'exploitation forestière. (Voir BILLS, *No 192.*)

3. Loi du département des—. (Voir BILLS, *No 193.*)

THURSO:—Loi confirmant le règlement No 89 du village de—. (Voir BILLS, *No 113.*)

TIFERETH ISRAEL:—(Voir CONGRÉGATION—.)

TIMMINS, NOAH:—(Voir MAISONS HISTORIQUES.)

TRANSFERTS:—(Voir TAXE SUR—.)

TRAVAIL:—(Voir ACCIDENTS DU—; COMMISSION DES ACCIDENTS DU—.)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Etat des—, 329.

TRAVAUX MUNICIPAUX:—Loi concernant certains—. (Voir BILLS, *No 61.*)

TRIBUNAUX:—(Voir RIMOUSKI ET SAGUENAY; NICOLET; MAGISTRATS DE DISTRICT; COUR DU BANC DU ROL.)

TROIS-RIVIÈRES, CITÉ DES:—

1. Loi autorisant la—à emprunter afin de consolider sa dette. (Voir BILLS, *No 107.*)

2. Loi modifiant la charte de la cité des—. (Voir BILLS, *No 117.*)

UKRAINIAN GREEK ORTHODOX CHURCH OF ST. SOPHIA, MONTREAL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 133.*)

UNITÉS SANITAIRES:—Loi relative aux — provinciales. (Voir *BILLS, No 160*).

UTILITÉS PUBLIQUES:—(Voir *COMMISSION des SERVICES PUBLICS*.)

VALEURS MOBILIÈRES:—(Voir *TAXE SUR LES TRANSFERTS*.)

VEHICULES AUTOMOBILES:—1. Loi concernant les droits de propriété relatifs aux—. (Voir *BILLS, No 14*.)

2. Loi des—. (Voir *BILLS, No 167*.)

VERDUN:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 101*.)

VÉRIFICATEURS DES COMPTES:—Loi relative à la nomination de—, pour certaines municipalités. (Voir *BILLS, No 173*.)

VILLE- MARIE:—Loi concernant le palais de justice et la prison à—. (Voir *BILLS, No 8*.)

VILLES:—(Voir *CITÉS ET—*.)

VOIES ET MOYENS:—

1. Constitution du comité des—, 40; formation en comité des— 316, rapport de résolutions, concours, 317.

2. (Voir *BILLS, No 18*.)

VOIRIE:—1. Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 44*.)

2. Loi modifiant l'article 75 de la—. (Voir *BILLS, No 186*.)

VOTE DES FEMMES:—(Voir *LOI ÉLECTORALE*.)

VUES ANIMÉES:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 3*.)

WORLD MATCH CORPORATION, LTD:—(Voir *LOG SUPPLY Co., LTD*.)

YUKON LOAN & TRUST CO.:—Loi modifiant la charte de The— (Voir *BILLS, No 119*.)